

14648-5
N

gazette
officielle
du **QUÉBEC**
O official
gazette

109^e ANNÉE
29 JUIN 1977
N^o 25



**LOIS ET
RÈGLEMENTS
PARTIE 2**

**LAWS AND
REGULATIONS**

PARTIE 2

AVIS AU LECTEUR

La *Gazette officielle du Québec* Partie 2 est publiée en vertu de la Loi sur la Législature (S.R.Q. 1964, ch. 6 et am.) et du Règlement concernant la *Gazette officielle du Québec* (A.C. 3213-72), au moins les deuxième et quatrième mercredis de chaque mois.

La Partie 2 de la *Gazette officielle du Québec* comprend tous les actes d'une nature législative, c'est-à-dire les lois de l'Assemblée nationale et les textes réglementaires adoptés par arrêté en conseil ou décret, par ordonnance ou autres actes comportant l'édition de normes générales et impersonnelles. On insère également dans cette partie les proclamations mettant en vigueur toute ou partie d'une loi. On a donc voulu réunir dans cette deuxième partie tous les actes à caractère législatif.

Il est possible d'obtenir un tiré-à-part de tout règlement ou de tout texte réglementaire publié dans le présent numéro en s'adressant à l'Éditeur officiel du Québec qui indiquera le tarif sur demande.

On peut consulter la *Gazette officielle du Québec* Partie 2, dans la plupart des bibliothèques.

Le prix de l'abonnement annuel à la *Gazette officielle du Québec* Partie 2 est de \$30 et le prix d'un exemplaire de \$1.00. Prière d'adresser les commandes à l'Éditeur officiel du Québec, Québec.

L'Éditeur officiel du Québec,
CHARLES-HENRI DUBÉ.

Pour toute demande de renseignements concernant la publication d'avis, veuillez communiquer avec:

Georges LAPIERRE
Gazette officielle du Québec
Tél.: (418) 643-5195

Tirés-à-part ou abonnements:

Tél.: (418) 643-5150

Adresser toute correspondance au bureau de

l'Éditeur officiel du Québec,
Cité Parlementaire,
Québec G1N 2C9, P.Q.

PART 2

NOTICE TO READERS

The *Québec Official Gazette* is published under the authority of the Legislature Act (R.S.Q. 1964, ch. 6 and am.) and the Regulation respecting the *Québec Official Gazette* (O.C. 3213-72) on at least the second and fourth Wednesday of each month.

Part 2 of the *Québec Official Gazette* contains all instruments of a legislative nature, namely the acts of the National Assembly and all statutory instruments made by Order in Council, decree or ordinance, or any other instrument concerning the enactment of general and impersonal rules. Every proclamation enforcing all or part of an act is also inserted in this Part. Thus, the object of Part 2 is the publication in one edition of legislative instruments only.

Each regulation or statutory instrument published in this number may be obtained as a separate reprint from the Québec Official Publisher who will quote rates on request.

The *Québec Official Gazette* Part 2 is available in most libraries for consultation.

The cost of an annual subscription to the *Québec Official Gazette* Part 2 is \$30, and single issues \$1.00. Orders should be addressed to the Québec Official Publisher, Québec.

CHARLES-HENRI DUBÉ,
Québec Official Publisher.

For information concerning the publication of notices, please call:

Georges LAPIERRE
Québec Official Gazette
Tel.: (418) 643-5195

Off-prints or subscription rates:

Tel.: (418) 643-5150

All correspondence should be sent to the office of the

Québec Official Publisher,
Parliament Buildings,
Québec G1N 2C9, P.Q.

Affranchissement en numéraire au tarif de la troisième classe (permis n° 107)
Postage paid-in-cash — Third class matter (permit No. 107)

LOIS ET RÈGLEMENTS

LAWS AND REGULATIONS

Textes réglementaires

Statutory instruments

A.C. 1167-77, 13 avril 1977
Règ. 77-209, 21 avril 1977

LOI DU DÉVELOPPEMENT DE LA RÉGION
DE LA BAIE JAMES
(1971, c. 34)

Ordonnance numéro 188

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'ordonnance numéro 188 de la Municipalité
de la Baie James.

IL EST ORDONNÉ sur la proposition du Ministre délégué à
l'Énergie:

QUE, sous l'autorité de l'article 37 de la Loi du développe-
ment de la région de la Baie James (1971, c. 34), soit
approuvée l'ordonnance numéro 188 adoptée par le conseil
d'administration de la Société de développement de la Baie
James siégeant à titre de substitut du conseil municipal de la
Baie James, et dont copie est annexée aux présentes;

QUE ladite ordonnance soit publiée dans la *Gazette offi-
cielle du Québec*.

Le greffier du conseil exécutif,
GUY COULOMBE.

EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL DE LA
SOIXANTE-QUATRIÈME ASSEMBLÉE DU CONSEIL
D'ADMINISTRATION SIÉGEANT À TITRE DE
SUBSTITUT DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA
MUNICIPALITÉ DE LA BAIE JAMES,
TENUE MARDI LE 16 NOVEMBRE 1976

Sur proposition de M. Boulva, dûment appuyée par M.
Cliche il est unanimement ordonné:

Ordonnance No 188:

D'ADOPTER le règlement No 1, concernant les chiens, ledit
règlement devant s'appliquer exclusivement dans les limites
de l'agglomération de Radisson dont une description techni-
que, préparée par M. Vic Sylvestre, arpenteur-géomètre, est
annexée au présent règlement, tel que décrété ci-après:

O.C. 1167-77, 13 April 1977
Reg. 77-209, 21 April 1977

JAMES BAY REGION
DEVELOPMENT ACT
(1971, c. 34)

Order No. 188

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING Order No. 188 of the James Bay Municipality.

IT IS ORDERED upon the recommendation of the Minister-
Delegate, Energy:

THAT Order No. 188, a copy of which is annexed hereto,
made by the board of directors of the James Bay Develop-
ment Corporation substituting for the James Bay Municipal
Council, be approved pursuant to section 37 of the James Bay
Region Development Act (1971, c. 34);

THAT the said Order be published in the *Québec Official
Gazette*.

GUY COULOMBE,
Clerk of the Executive Council.

EXTRACT FROM THE MINUTES OF THE
SIXTY-FOURTH MEETING OF THE BOARD
OF DIRECTORS OF THE JAMES BAY DEVELOPMENT
CORPORATION SUBSTITUTING FOR THE JAMES
BAY MUNICIPAL COUNCIL HELD ON
TUESDAY, 16 NOVEMBER 1976

It is unanimously ordered upon the proposal of Mr.
Boulva, duly seconded by Mr. Cliche:

Order No. 188:

THAT By-law No. 1 respecting dogs be adopted, the said
By-law to be applied exclusively within the limits of the
conglomeration of Radisson whose technical description,
executed by Mr. Vic Sylvestre, land-surveyor, is annexed to
this By-law, as follows:

Canada
Province de Québec
District d'Abitibi

Canada
Province of Québec
District of Abitibi

Ordonnance numéro 188

Order No. 188

Municipalité de la Baie James

James Bay municipality

**Règlement No 1 concernant les chiens,
s'appliquant dans les limites de
l'agglomération de Radisson.**

**By-law No. 1 respecting dogs, applying
within the limits of the conglomeration
of Radisson.**

**Loi du développement de la région de la Baie James
(1971, Lois du Québec, c. 34)**

**James Bay Region Development Act
(1971, Statutes of Québec, c. 34)**

CHAPITRE I

CHAPTER I

DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION

DEFINITIONS AND INTERPRETATION

1. Aux fins d'interprétation du présent règlement, les mots ci-après mentionnés ont la signification suivante, à moins qu'ils ne soient évidemment employés dans un sens différent:

1. For the interpretation of this By-law, the words and expressions mentioned below shall have the following meaning, unless obviously used in a different context:

- a) le mot « conseil » signifie le conseil municipal de la Municipalité de la Baie James;
- b) le « gérant » signifie le gérant de la Municipalité de la Baie James;
- c) le mot « chien » doit être interprété dans son sens général et comprend tout chien mâle ou femelle tenu ou gardé dans Radisson;
- d) le mot « propriétaire » comprend le possesseur et le gardien de tout chien;
- e) le mot « Radisson » désigne le territoire décrit à l'annexe du présent règlement;
- f) les mots « officier municipal » désignent le ou les officiers nommés par le gérant aux fins d'application du présent règlement.

- (a) « council » means the James Bay municipal Council;
- (b) « manager » means the manager of the James Bay Municipality;
- (c) « dog » shall be interpreted in its general sense and includes any male or female dog held or kept in Radisson;
- (d) « owner » includes the possessor and keeper of any dog;
- (e) « Radisson » designates the territory described in the Schedule to this By-law;
- (f) « municipal officer » designates one or several officers appointed by the manager for the purpose of applying this By-law.

CHAPITRE II

CHAPTER II

ENREGISTREMENT

REGISTRATION

2. Tout propriétaire de chien ayant amené dans Radisson, un ou plusieurs chiens, doit le ou les déclarer et payer pour chacun d'eux une licence annuelle de \$5.00. Il doit déclarer

2. Any person who owns a dog and who has brought one or several dogs into Radisson must declare it or them and pay for each an annual license of \$5. He must give his name,

ses nom, prénom, occupation et domicile ainsi que toutes les indications apparaissant à la formule de demande de permis concernant l'animal visé.

3. Sur paiement de ladite somme de \$5.00, il est donné au propriétaire du chien un jeton d'identité qui doit être attaché au cou de l'animal en tout temps.

4. Ces jetons d'identité ou licences sont émis par un officier municipal et ils sont valides du 1er janvier au 31 décembre de chaque année.

5. Aucune licence ou jeton d'identité n'est émis à moins que le propriétaire du chien concerné, n'exhibe à l'officier municipal un certificat de vaccination contre la rage relativement audit animal.

6. Nonobstant les dispositions de l'article 5, une licence ou jeton d'identité temporaire sera émis par un officier municipal lorsqu'une personne se procure un chien à l'intérieur de Radisson entre les visites du vétérinaire.

Les certificats de vaccination contre la rage doivent être renouvelés annuellement.

CHAPITRE III

DEVOIR DES PROPRIÉTAIRES

7. Il est défendu à tout propriétaire de chien, dans les limites de Radisson, de laisser son chien errer dans les rues et sur les places publiques, ainsi que sur les terrains privés sans le consentement du propriétaire ou occupant de tels terrains, et tout tel propriétaire de chien doit prendre les mesures nécessaires pour empêcher son chien d'errer soit en l'attachant, en l'enclavant ou de toute autre manière.

8. Tout chien errant dans les rues ou places publiques de Radisson qui n'est pas licencié et muni d'un jeton d'identité, suivant les dispositions précédentes, peut être conduit par un membre du Service de Sécurité Publique ou par un officier municipal, à un enclos et peut y être gardé pendant deux (2) jours entiers, au cours desquels son propriétaire peut en reprendre possession sur paiement de la licence mentionnée à l'article 2 du présent règlement et d'une somme additionnelle de cinq (\$5.00) dollars pour chaque jour de détention dudit animal. S'il n'est pas réclamé durant cet espace de temps, ledit chien peut être détruit ou il peut être vendu pour le bénéfice de la Municipalité de la Baie James.

9. Tout chien licencié qui est trouvé errant en dehors de la propriété de son propriétaire, peut être conduit par un membre du Service de Sécurité Publique ou par l'officier municipal et mis à l'enclos, où il peut être réclamé sur paiement

given name, occupation and domicile as well as all the information which appears in the application form for a license respecting the animal contemplated.

3. Upon payment of the said amount of \$5, the owner of the dog shall be given an identity tag which must be attached to the neck of the animal at all times.

4. These identity tags or licenses shall be issued by a municipal officer and shall be valid from 1 January to 31 December each year.

5. No identity tag or license shall be issued unless the owner of the dog concerned shows the municipal officer a rabies vaccination certificate for the said animal.

6. Notwithstanding the provisions of section 5, a temporary identity tag or license shall be issued by a municipal officer when a person buys a dog in Radisson between the veterinarian's visits.

Rabies vaccination certificates must be renewed annually.

CHAPTER III

DUTY OF OWNERS

7. It is prohibited for all owners of dogs, within the limits of Radisson, to allow their dogs to roam the streets and public places and also on private lands without the consent of the owner or occupant of such lands, and any such owner of a dog must take the necessary measures to prevent their dogs from roaming either by keeping them on a leash, penning them or in any other manner.

8. All dogs roaming the streets or public places of Radisson that do not have a license or an identity tag, in accordance with the preceding provisions, must be brought by a member of the Public Safety Service or by a municipal officer to a pound and may be kept there for two (2) whole days, during the course of which its owner may repossess it upon payment of the license mentioned in section 2 of this By-law and of an additional amount of five (\$5) dollars for each day of detention of the said animal. If it has not been claimed during that period of time, the said dog may be destroyed or it may be sold for the benefit of the James Bay Municipality.

9. Any licensed dog that is found roaming off the property of its owner, may be brought by a member of the Public Safety Service or by the municipal officer to the pound, or it may be claimed payment of an amount of five (\$5) dollars for

d'une somme de cinq (\$5.00) dollars pour chaque jour que ce chien est gardé dans l'enclos. Si dans les cinq (5) jours suivant cette mise à l'enclos, cet animal n'est pas réclamé, il peut être disposé de la façon indiquée à l'article 8.

10. Sur plainte faite au Service de Sécurité Publique ou à l'officier municipal, qu'un chien aboie, hurle ou de toute autre manière, trouble le repos de quelque personne, ledit Service ou ledit officier municipal donne avis de la plainte au propriétaire du chien et dans le cas, où telle personne néglige, dans l'espace de trois (3) jours après tel avis, de faire cesser ce trouble, elle est passible de la pénalité prévue à l'article 15 du présent règlement.

11. Si un chien mord ou tente de mordre ou attaquer quelque personne, il est considéré comme dangereux et doit être muselé, ou enfermé pendant une enquête, ou détruit par son propriétaire sur l'ordre du Service de Sécurité Publique ou de l'officier municipal et à défaut de se conformer à cet ordre, ledit chien doit être détruit par un membre du Service de Sécurité Publique ou par l'officier municipal.

12. Tout propriétaire d'un chien doit:

- a) lorsque dehors sur son terrain, tenir l'animal attaché au moyen d'une chaîne ou autre lien;
- b) le tenir en laisse lorsqu'en promenade;
- c) l'attacher à un endroit fixe et sans gêner le passage au piéton, avant d'entrer dans un endroit dont l'accès est interdit aux chiens.

CHAPITRE IV

GÉNÉRALITÉS

13. Tout permis ou jeton d'identité peut être annulé par l'officier municipal pour toute contravention à quelque'une des dispositions du présent règlement.

14. Toute personne qui, en vertu du présent règlement, détruit un chien, de même que le gérant et le conseil, ne peuvent être tenus responsables du fait d'une telle destruction.

CHAPITRE V

PÉNALITÉ

15. Quiconque contrevient à quelque'une des dispositions du présent règlement est passible d'une amende, avec ou sans

each day that such dog has been kept in the pound. If during five (5) days after being put in a pound, the dog has not been claimed, it may be disposed of in the manner indicated in section 8.

10. Upon a complaint made to the Public Safety Service or to the municipal officer, that a dog barks, howls or in any other manner troubles the peace of any person, the said Service or the said municipal officer shall serve notice of the complaint on the owner of such dog and if such person neglects, within three (3) days of such notice, to remedy the said trouble, he shall be liable to the penalty prescribed in section 15 of this By-law.

11. If a dog bites or attempts to bite or attacks any person, it shall be considered dangerous and must muzzled or penned during an investigation, or destroyed by its owner upon order of the Public Safety Service or of the municipal officer, and failing compliance with such order, the said dog shall be destroyed by a member of the Public Safety Service or by the municipal officer.

12. Every owner of a dog must:

- (a) when outside on his land, keep the animal tied with a chain or by other means;
- (b) keep it on a lease when walking it;
- (c) tie it to a fixed place without obstructing the passage of pedestrians before entering a place whose access is prohibited to dogs.

CHAPTER IV

GENERAL

13. Any permit or identity tag may be cancelled by the municipal officer for any contravention of any of the provisions of this By-law.

14. Any person who, including the manager and council, under this By-law, destroys a dog shall not be held responsible therefor.

CHAPTER V

PENALTY

15. Any person who contravenes any of the provisions of this By-law is liable to a fine, with or without costs, of not

frais, d'au plus cent (\$100.00) dollars ou d'un emprisonnement n'excédant pas deux (2) mois, ou des deux (2) à la fois.

Les poursuites intentées en vertu du présent règlement sont entendues et décidées d'après les règles contenues dans la première partie de la Loi des poursuites sommaires (1964, S.R.Q., c. 35).

more than one hundred (\$100) dollars or to imprisonment for not more than two (2) months, or both.

Proceedings instituted under this By-law shall be heard and decided upon according to the rules contained in Part I of the Summary Convictions Act (R.S.Q., 1964, c. 35).

CHAPITRE VI

APPLICATION

16. Le présent règlement ne s'applique qu'au territoire décrit à l'annexe.

17. Le présent règlement entre en vigueur à compter de la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

Canada,
Province de Québec,
Municipalité de la Baie James.

DESCRIPTION TECHNIQUE

Limites de l'agglomération de Radisson,
Bassin de la Grande Rivière dans la Municipalité de la Baie James.

Étant une parcelle du terrain située immédiatement au Sud de la Rivière La Grande, entre les longitudes 77°35' et 77°40', les limites de cette parcelle se décrivent comme suit:

Commençant au coin Nord-Est, point situé sur la rive Sud de la Rivière La Grande, à la longitude 77°35'25" plus ou moins, de là, une distance de 9 600 pieds plus ou moins dans une direction Sud astronomique jusqu'à un point situé à 200 pieds à l'Ouest et 158 pieds au Sud du coin Sud-Ouest d'un terrain employé comme dépôt de carburants;

De là, une distance de 1 000 pieds plus ou moins dans une direction Est astronomique et une distance de 2 000 pieds plus ou moins parallèle à la route d'accès à Radisson, du côté Nord, distante de 85 pieds de l'emprise de ladite route, jusqu'à la route Matagami — LG-2;

De là, vers le Sud-Ouest, la limite Nord-Ouest de la route Matagami — LG-2 d'une longueur de 4 500 pieds plus ou moins jusqu'à la ligne de transmission (faisceau Nord), point étant le coin Sud-Est de la parcelle décrite;

De là, une distance de 15 500 pieds plus ou moins dans une direction Ouest astronomique, jusqu'à la longitude 77°40', point étant le coin Sud-Ouest de la parcelle décrite;

De là, une distance de 15 800 pieds plus ou moins dans une direction Nord astronomique jusqu'à la Rivière La Grande, point étant le coin Nord-Ouest de la parcelle décrite;

CHAPTER VI

APPLICATION

16. This By-law applies only to the territory described in the Schedule.

17. This By-law shall come into force upon the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

Canada,
Province of Québec,
James Bay Municipality.

TECHNICAL DESCRIPTION

Limits of the conglomeration of Radisson,
Grande Rivière Basin in the James Bay Municipality.

A parcel of land situated immediately south of La Grande River, between longitudes 77°35' and 77°40', the limits of that parcel described as follows:

Commencing at the northeast corner, at a point situated on the south bank of La Grande River, at longitude 77°35'25", more or less, thence a distance of 9,600 feet more or less in an astronomic southerly bearing to a point situated 200 feet west and 158 feet south of the southwestern corner of a piece of land used as a tank farm;

Thence a distance of 1,000 feet more or less, in an astronomic easterly bearing and a distance of 2 000 feet more or less parallel to the access road at Radisson, on the north side, a distance of 85 feet from the right of way of the said road, to the Matagami Highway — LG-2;

Thence southwesterly, the northwestern limit of the Matagami Highway — LG-2, 4,500 feet long, more or less, to the transmission line (northern beam), the point being the southeastern corner of the parcel described;

Thence a distance of 15,500 feet more or less in an astronomic westerly bearing up to longitude 77°40', the point being the southwestern corner of the parcel described;

Thence a distance of 15,800 feet more or less in an astronomic northerly bearing to La Grande River, the point being the northwestern corner of the parcel described;

De là, la rive Sud de la Rivière La Grande jusqu'au coin Nord-Est à la longitude 77°35'25" plus ou moins.

Cette parcelle de terrain contient en superficie 8.75 milles carrés plus ou moins.

Val-d'Or, 28 décembre 1976.

SYLVESTRE & ASSOCIÉS,
VICTORIEN SYLVESTRE,
Arpenteur-géomètre.

1459-o

Thence the south bank of La Grande River to the northeastern corner at longitude 77°35'25" more or less.

This parcel of land contains 8.75 square miles more or less.

Val-d'Or, 28 December 1976.

SYLVESTRE & ASSOCIÉS,
VICTORIEN SYLVESTRE,
Land surveyor.

1459-o

A.C. 1168-77, 13 avril 1977
Règ. 77-210, 21 avril 1977

LOI DU DÉVELOPPEMENT
DE LA RÉGION DE LA BAIE JAMES
(1971, c. 34)

Ordonnance numéro 189

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'ordonnance numéro 189 de la Municipalité
de la Baie James.

IL EST ORDONNÉ sur la proposition du Ministre délégué à
l'Énergie:

QUE, sous l'autorité de l'article 37 de la Loi du développe-
ment de la région de la Baie James (1971, c. 34), soit
approuvée l'ordonnance numéro 189 adoptée par le conseil
d'administration de la Société de développement de la Baie
James siégeant à titre de substitut du conseil municipal de la
Baie James, et dont copie est annexée aux présentes;

QUE ladite ordonnance soit publiée dans la *Gazette offi-
cielle du Québec*.

Le greffier du conseil exécutif,
GUY COULOMBE.

EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL DE LA
SOIXANTE-QUATRIÈME ASSEMBLÉE DU CONSEIL
D'ADMINISTRATION SIÉGEANT À TITRE DE
SUBSTITUT DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA
MUNICIPALITÉ DE LA BAIE JAMES,
TENUE MARDI LE 16 NOVEMBRE 1976

ATTENDU que le conseil de la localité de Joutel par sa
résolution 76-97 a recommandé l'adoption du règlement No 8
concernant la paix, le bon ordre et la nuisance publics.

ATTENDU qu'un avis de motion a été régulièrement donné.

Sur proposition de M. Boulva, dûment appuyée par M.
Ernst, il est unanimement ordonné:

Ordonnance No 189:

D'ADOPTER le règlement No 8 concernant la paix, le bon
ordre et la nuisance publics, ledit règlement devant s'appli-
quer exclusivement dans les limites de la localité de Joutel,
conformément à l'article 37 de la Loi du développement de la
région de la Baie James, chapitre 34, Lois du Québec 1971,
tel que décrété ci-après:

O.C. 1168-77, 13 April 1977
Reg. 77-210, 21 April 1977

JAMES BAY REGION
DEVELOPMENT ACT
(1971, c. 34)

Order No. 189

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING Order No. 189 of the James Bay Municipality

IT IS ORDERED upon the recommendation of the Minister-
Delegate, Energy:

THAT Order No. 189, a copy of which is annexed hereto,
made by the Board of directors of the James Bay Develop-
ment Corporation substituting for the James Bay Municipal
Council be approved pursuant to section 37 of the James Bay
Region Development Act (1971, c. 34);

THAT the said Order be published in the *Québec Official
Gazette*.

GUY COULOMBE,
Clerk of the Executive Council.

EXTRACT FROM THE MINUTES OF THE
SIXTY-FOURTH MEETING OF THE BOARD OF
DIRECTORS OF THE JAMES BAY DEVELOPMENT
CORPORATION SUBSTITUTING FOR THE JAMES
BAY MUNICIPAL COUNCIL HELD ON
TUESDAY, 16 NOVEMBER 1976

WHEREAS the council of the locality of Joutel recommen-
ded in its resolution 76-97 the adoption of By-law No. 8
respecting public peace, order and nuisance;

WHEREAS a notice of motion was duly given;

It is unanimously ordered upon the proposal of Mr.
Boulva, duly seconded by Mr. Ernst:

Order No. 189:

THAT By-law No. 8 respecting public peace, order and
nuisance, the said By-law to apply exclusively within the
boundaries of the locality of Joutel in accordance with
section 37 of the James Bay Region Development Act,
chapter 34, 1971 Statutes of Québec, be adopted as hereun-
der decreed:

Canada
Province de Québec
District d'Abitibi

Ordonnance numéro 189

Municipalité de la Baie James

LOCALITÉ DE JOUTEL

Règlement No 8 concernant la paix,
le bon ordre et la nuisance publics
s'appliquant dans les limites
de la localité de Joutel.

Loi du développement de la région de la Baie James
(1971, Lois du Québec, c. 34).

DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION

1. Aux fins d'interprétation du présent règlement, les mots ci-après mentionnés ont la signification suivante, à moins qu'ils ne soient évidemment employés dans un sens différent:

- a) le mot « conseil » signifie le conseil local de la localité de Joutel et le mot « localité » signifie la localité de Joutel;
- b) constitue une « nuisance », tout état de chose ou de fait, qui trouble ou menace de fait, ou est en violation d'une disposition concernant la santé, la sécurité, l'ordre ou la paix publics.

TROUBLER LA PAIX

2. Troubler la paix: Il est défendu à toute personne de troubler l'ordre et la paix publics ou de faire du bruit en criant, blasphémant, jurant, sifflant, chantant, injuriant et insultant les gens.

3. Haut-parleur: Nonobstant l'article 2 du présent règlement, entre 23 heures et 7 heures, il est défendu à toute personne de nuire au bien-être ou confort et au repos des personnes du voisinage en faisant usage d'un radio, phonographe, haut-parleur ou autre instrument ou appareil producteur de sons.

4. Culte religieux: Il est défendu à toute personne de troubler ou incommoder une assemblée réunie pour le culte religieux en criant, blasphémant, jurant, sifflant, chantant, injuriant et insultant les gens.

5. Assemblées publiques, expositions: Il est défendu à toute personne de troubler ou incommoder toute personne

Canada
Province of Québec
District of Abitibi

Order number 189

James Bay Municipality

LOCALITY OF JOUTEL

By-law No. 8 respecting public peace, order
and nuisance applicable within the
boundaries of the locality of Joutel.

James Bay Region Development Act
(1971, Québec Statutes, c. 34).

DEFINITIONS AND INTERPRETATION

1. For purposes of interpretation of this By-law, the following words have the meanings given below, unless they are obviously used in a different sense:

- (a) the word "council" means the local council of the locality of Joutel and the word "locality" means the locality of Joutel;
- (b) a "nuisance" is any state of things or any situation that disturbs, threatens or is in violation of a provision respecting public health, security, order or peace.

DISTURBING THE PEACE

2. Disturbing the peace: All persons are prohibited from disturbing public order and peace and from making noise by shouting, cursing, swearing, whistling, singing, abusing or insulting other persons.

3. Loudspeakers: Notwithstanding section 2 of this By-law, between 23 00 and 07 00 all persons are prohibited from disturbing the well-being, comfort or rest of persons in the vicinity by playing a radio, phonograph, loudspeaker or any other instrument or device that produces sound.

4. Religious worship: All persons are prohibited from disturbing or interfering with a gathering held for religious worship by shouting, cursing, swearing, whistling, singing, abusing or insulting the persons involved.

5. Public meetings, exhibitions: All persons are prohibited from disturbing or interfering with any person attending

présente à une exposition ou à une assemblée publique en criant, blasphémant, jurant, sifflant, chantant, injuriant et insultant les gens.

6. Ivrognerie: Il est défendu à toute personne de flâner, en état d'ivresse, dans les rues et places publiques.

7. Frapper dans une porte, etc.: Il est défendu à toute personne d'incommoder les habitants d'une maison en sonnant à une porte et en frappant dans une porte, fenêtre, contrevent ou autre partie extérieure d'une maison ou bâtisse.

8. Lumière de rue: Il est défendu à toute personne d'endommager, détruire de quelque manière que ce soit ou d'éteindre, sans autorisation préalable de l'officier municipal dûment autorisé à cet effet, une lumière de rue ou de rang ou une lampe quelconque de la voie publique ainsi que d'endommager ou détruire de quelque façon que ce soit les globes et poteaux placés dans les rues, allées, rangs et terrains publics pour fins d'éclairage.

9. Véhicules-automobiles bruyants: Il est défendu à toute personne de faire usage de véhicules-automobiles bruyants, tels que motoneiges, véhicules-automobiles sans silencieux ou ayant un silencieux en mauvais état dans les rues et places publiques.

10. Véhicule-automobile stationnaire: Il est défendu à toute personne de faire fonctionner le moteur d'un véhicule-automobile, motocyclette, motoneige stationnaires, à une vitesse causant un bruit nuisant à la paix et à la tranquillité des occupants des maisons voisines.

NUISANCE PUBLIQUE

11. Feux: Il est défendu à toute personne d'allumer un feu ou de tenir allumé un feu en dehors d'une maison, d'une écurie, d'une grange ou autre bâtiment, sauf dans les cas suivants:

- a) en utilisant une grillade;
- b) en brûlant une terre; ou
- c) en obtenant un permis de la localité à cette fin.

12. Enlever les broussailles: Les propriétaires de terrains ou lots vacants situés dans les limites de la localité, sauf dans les rangs, doivent enlever les broussailles ou autres matières et substances inflammables qui s'y trouvent, pouvant communiquer un incendie aux propriétés avoisinantes.

an exhibition or public meeting by shouting, cursing, swearing, whistling, singing, abusing or insulting such persons.

6. Drunkenness: All persons are prohibited from loitering in the streets and other public places in a drunken condition.

7. Knocking on doors, etc.: All persons are prohibited from disturbing the inhabitants of a dwelling by ringing the doorbell or knocking on a door, window, shutter or any other exterior part of a dwelling or other building.

8. Streetlights: All persons are prohibited from damaging, destroying by any means whatsoever or turning off without prior permission from the duly authorized municipal officer any street light, light on a range road or illumination of any kind on a public thoroughfare and from damaging or destroying by any means whatsoever the globes and lamp-posts placed on streets, lanes, range roads and other public property for lighting purposes.

9. Noisy motor vehicles: All persons are prohibited from driving noisy motor vehicles such as snowmobiles, motor vehicles without mufflers or with defective mufflers in the streets and other public places.

10. Stationary motor vehicles: All persons are prohibited from running the motor of a stationary motor vehicle, motorcycle or snowmobile at a speed causing a noise prejudicial to the peace and tranquillity of the occupants of neighbouring dwellings.

PUBLIC NUISANCE

11. Fires: All persons are prohibited from lighting fires or keeping fires burning outside of dwellings, stables, barns or other buildings except in the following cases:

- (a) when using a barbecue;
- (b) when burning a piece of land; or
- (c) on obtaining a permit for that purpose from the locality.

12. Removal of brushwood: The owners of vacant pieces of land and lots situated on the outskirts of the locality, not including the ranges, must remove therefrom all brushwood and other inflammable materials and substances that could cause a fire to spread to neighbouring properties.

13. Nuisance publique: Il est défendu à toute personne de jeter ou déposer des cendres, du papier, des déchets, des immondices, des ordures, des débris, des ferrailles, des véhicules-automobiles hors d'état de fonctionner, et autres obstructions dans les rues, allées, cours, fossés, terrains publics, places publiques, eaux ou cours d'eau de la localité. Toutes telles nuisances doivent être enlevées par leur propriétaire ou par le propriétaire ou occupant du terrain sur lequel elles se trouvent, à ses frais.

14. Suppression des nuisances: Toute nuisance doit être supprimée dans les quarante-huit (48) heures de l'avis de l'officier municipal nommé à cette fin par le conseil qui est envoyé au propriétaire ou occupant du terrain où se trouve la nuisance. Dans le cas où il n'y a personne qui occupe ledit terrain, l'avis ici prescrit sera affiché dans un endroit apparent dudit emplacement et aux endroits publics de la localité.

15. Défaut de se conformer à l'avis: À défaut par le propriétaire ou occupant de se conformer à cet avis, une ou plusieurs personnes dûment nommées par le conseil local pourront pénétrer sur les lieux et faire disparaître toute telle nuisance et ce, aux frais des propriétaires ou occupants et ces derniers seront en plus passibles de la sanction prévue au présent règlement.

GÉNÉRALITÉS

16. Détérioration des arbres: Il est défendu à toute personne de briser, déraciner, détruire ou endommager un arbre, plant, arbuste, pelouse ou, gazon qui croissent dans un parc quelconque, terrain de jeux, jardins, verger ou autres lieux publics, ou de détruire une plante quelconque, fleur, racine, fruit ou légume dans un jardin, verger ou serre publics.

17. Défense de circuler dans certains lieux publics: Il est défendu à toute personne de circuler sur les pelouses publiques, dans les jardins et dans un rayon de 100' (pieds) des serres publiques.

PÉNALITÉ

18. Quiconque contrevient à quelqu'une des dispositions du présent règlement est passible d'une amende, avec ou sans frais, d'au plus cinquante (\$50.00) dollars ou d'un emprisonnement n'excédant pas un (1) mois ou les (2) à la fois pour la première infraction, et d'au plus cent (\$100.00) dollars ou d'un emprisonnement n'excédant pas deux (2) mois ou des deux (2) à la fois pour les infractions subséquentes.

13. Public nuisance: All persons are prohibited from dumping or depositing ashes, paper, refuse, rubbish, garbage, detritus, scrap metal, inoperable motor vehicles and other obstructions in the streets, lanes, yards, ditches, public property, public squares, waters and streams of the locality.

All such nuisances must be removed by the owner of the nuisance or by the owner or occupant of the land on which they are found and at his expense.

14. Removal of nuisances: All nuisances must be removed within forty-eight (48) hours following delivery of a notice by the municipal officer named for the purpose by the council to the owner or occupant of the land where the nuisance is located. Where there is no occupant of the said piece of land, the notice prescribed herein will be posted in an obvious location on the said piece of land and in public places in the locality.

15. Failure to comply with the notice: In the event of failure by the owner or occupant to comply with the notice, one or more persons duly named by the local council may enter the premises and remove any such nuisance at the expense of the owner or occupant who, furthermore, is subject to the sanctions prescribed in this By-law.

GENERAL PROVISIONS

16. Damage to trees: All persons are prohibited from breaking, uprooting, destroying or otherwise damaging any tree, plant, bush, lawn or grass growing in any park, playground, garden, orchard or other public place and from destroying any plant, flower, root, fruit or vegetable in a public garden, orchard or greenhouse.

17. Public areas where traffic is forbidden: All traffic is forbidden on public lawns, in public gardens and within a radius on 100' (feet) of public greenhouses.

PENALTIES

18. Whoever contravenes any provision of this By-law is liable to a fine, with or without costs, of up to fifty (\$50) or one (1) month in prison or both for a first offence, and of up to one (\$100) hundred dollars (\$100) or two (2) months in prison, or both, for subsequent offences.

Les poursuites intentées en vertu du présent règlement sont entendues et décidées d'après les règles contenues dans la première partie de la Loi des poursuites sommaires (1964, S.R.Q., c. 35).

19. Le présent règlement entre en vigueur à compter de la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

1459-o

All proceedings instituted under this By-law shall be heard and determined in accordance with the rules given in the first part of the Summary Convictions Act (1964, R.S.Q., c. 35).

19. This By-law shall come into force on the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

1459-o



A.C. 1169-77, 13 avril 1977
Règ. 77-211, 21 avril 1977

LOI DU DÉVELOPPEMENT DE LA RÉGION
DE LA BAIE JAMES
(1971, c. 34)

Ordonnance numéro 190

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'ordonnance numéro 190 de la Municipalité
de la Baie James.

IL EST ORDONNÉ sur la proposition du Ministre délégué à
l'Énergie:

QUE, sous l'autorité de l'article 37 de la Loi du développe-
ment de la région de la Baie James (1971, c. 34), soit
approuvée l'ordonnance numéro 190 adoptée par le conseil
d'administration de la Société de développement de la Baie
James siégeant à titre de substitut du conseil municipal de la
Baie James, et dont copie est annexée aux présentes;

QUE ladite ordonnance soit publiée dans la *Gazette offi-
cielle du Québec*.

Le greffier du conseil exécutif,
GUY COULOMBE.

EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL DE LA
SOIXANTE QUATRIÈME ASSEMBLÉE
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION SIÉGEANT
À TITRE DE SUBSTITUT DU CONSEIL
MUNICIPAL DE LA MUNICIPALITÉ
DE LA BAIE JAMES, TENUE
MARDI LE 16 NOVEMBRE 1976.

ATTENDU QUE le conseil de la localité de Rousseau par sa
résolution 76-38 a recommandé l'adoption du règlement No
1 concernant la paix, le bon ordre et la nuisance publics.

ATTENDU QU'un avis de motion a été régulièrement donné.
Sur proposition de M. Boulva, dûment appuyée par M.
Ernst, il est unanimement ordonné:

Ordonnance No 190:

D'ADOPTER le règlement No 1 concernant la paix, le bon
ordre et la nuisance publics, ledit règlement devant s'appli-
quer exclusivement dans les limites de la localité de Rous-
seau, conformément à l'article 37 de la Loi du développe-
ment de la région de la Baie James, chapitre 34, Lois du
Québec 1971, tel que décrété ci-après:

O.C. 1169-77, 13 April 1977
Reg. 77-211, 21 April 1977

JAMES BAY REGION DEVELOPMENT ACT
(1971, c. 34)

Order No. 190

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING Order No. 190 of the James Bay Municipality.

IT IS ORDERED upon the recommendation of the Minister-
Delegate, Energy:

THAT Order No. 190, a copy of which is annexed hereto,
made by the board of directors of the James Bay Develop-
ment Corporation substituting for the James Bay Municipal
Council be approved pursuant to section 37 of the James Bay
Region Development Act (1971, c. 34);

THAT the said Order be published in the *Québec Official
Gazette*.

GUY COULOMBE,
Clerk of the Executive Council.

EXTRACT FROM THE MINUTES OF THE
SIXTY-FOURTH MEETING OF
THE BOARD OF DIRECTORS OF THE
JAMES BAY DEVELOPMENT CORPORATION
SUBSTITUTING FOR THE JAMES BAY
MUNICIPAL COUNCIL HELD
ON TUESDAY, 16 NOVEMBER 1976

WHEREAS the council of the locality of Rousseau recom-
mended in its resolution 76-38 the adoption of By-law No. 1
respecting public peace, order and nuisance;

WHEREAS a notice of motion was duly given;
It is unanimously ordered upon the proposal of Mr.
Boulva, duly seconded by Mr. Ernst:

Order No. 190:

THAT By-law No. 1 respecting public peace, order and
nuisance, the said By-law to apply exclusively within the
boundaries of the locality of Rousseau in accordance with
section 37 of the James Bay Region Development Act, chap-
ter 34, 1971 Statutes of Québec, be adopted as hereunder
decreed:

Canada
Province de Québec
District d'Abitibi

Ordonnance numéro 190

Municipalité de la Baie James

LOCALITÉ DE ROUSSEAU

**Règlement No 1 concernant la paix,
le bon ordre et la nuisance publics
s'appliquant dans les limites
de la localité de Rousseau**

**Loi du développement de la région de la Baie James
(1971, Lois du Québec, c. 34)**

DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION

1. Aux fins d'interprétation du présent règlement, les mots ci-après mentionnés ont la signification suivante, à moins qu'ils ne soient évidemment employés dans un sens différent:

- a) le mot « conseil » signifie le conseil local de la localité de Rousseau et le mot « localité » signifie la localité de Rousseau;
- b) constitue une « nuisance », tout état de chose ou de fait, qui trouble ou menace de fait, ou est en violation d'une disposition concernant la santé, la sécurité, l'ordre ou la paix publics.

TROUBLER LA PAIX

2. Troubler la paix: Il est défendu à toute personne de troubler l'ordre et la paix publics ou de faire du bruit en criant, blasphémant, jurant, sifflant, chantant, injuriant et insultant les gens.

3. Haut-parleur: Nonobstant l'article 2 du présent règlement, entre 23 heures et 7 heures, il est défendu à toute personne de nuire au bien-être ou confort et au repos des personnes du voisinage en faisant usage d'un radio, phonographe, haut-parleur ou autre instrument ou appareil, producteur de sons.

4. Culte religieux: Il est défendu à toute personne de troubler ou incommoder une assemblée réunie pour le culte religieux en criant, blasphémant, jurant, sifflant, chantant, injuriant et insultant les gens.

Canada
Province of Québec
District of Abitibi

Order Number 190

James Bay Municipality

LOCALITY OF ROUSSEAU

**By-law No. 1 respecting public peace,
order and nuisance applicable
within the boundaries of the locality
of Rousseau**

**James Bay Region Development Act
(1971, Québec Statutes, c. 34)**

DEFINITIONS AND INTERPRETATION

1. For purpose of interpretation of this By-law, the following words have the meanings given below, unless they are obviously used in a different sense:

- a) the word "council" means the local council of the locality of Rousseau and the word "locality" means the locality of Rousseau;
- b) a "nuisance" is any state of things or any situation that disturbs, threatens or is in violation of a provision respecting public health, security, order or peace.

DISTURBING THE PEACE

2. Disturbing the peace: All persons are prohibited from disturbing public order and peace and from making noise by shouting, cursing, swearing, whistling, singing, abusing or insulting other persons.

3. Loudspeakers: Notwithstanding section 2 of this By-law, between 23 00 and 07 00 all persons are prohibited from disturbing the well-being, comfort or rest of persons in the vicinity by playing a radio, phonograph, loudspeaker or other instrument or device that produces sound.

4. Religious worship: All persons are prohibited from disturbing or interfering with a gathering held for religious worship by shouting, cursing, swearing, whistling, singing, abusing or insulting the persons involved.

5. Assemblées publiques, expositions: Il est défendu à toute personne de troubler ou incommoder toute personne présente à une exposition ou à une assemblée publique en criant, blasphémant, jurant, sifflant, chantant, injuriant et insultant les gens.

6. Ivrognerie: Il est défendu à toute personne de flâner, en état d'ivresse, dans les rues et places publiques.

7. Frapper dans une porte, etc.: Il est défendu à toute personne d'incommoder les habitants d'une maison en sonnant à une porte et en frappant dans une porte, fenêtre, contrevent ou autre partie extérieure d'une maison ou bâtisse.

8. Lumière de rue: Il est défendu à toute personne d'endommager, détruire de quelque manière que ce soit ou d'éteindre, sans autorisation préalable de l'officier municipal dûment autorisé à cet effet, une lumière de rue ou de rang ou une lampe quelconque de la voie publique ainsi que d'endommager ou détruire de quelque façon que ce soit les globes et poteaux placés dans les rues, allées, rangs et terrains publics pour fins d'éclairage.

9. Véhicules-automobiles bruyants: Il est défendu à toute personne de faire usage de véhicules-automobiles bruyants, tels que motoneiges, véhicules-automobiles sans silencieux ou ayant un silencieux en mauvais état dans les rues et places publiques.

10. Véhicule-automobile stationnaire: Il est défendu à toute personne de faire fonctionner le moteur d'un véhicule-automobile, motocyclette, motoneige stationnaires, à une vitesse causant un bruit nuisant à la paix et à la tranquillité des occupants des maisons voisines.

NUISANCE PUBLIQUE

11. Feux: Il est défendu à toute personne d'allumer un feu ou de tenir allumé un feu en dehors d'une maison, d'une écurie, d'une grange ou autre bâtiment, sauf dans les cas suivants:

- a) en utilisant une grillade;
- b) en brûlant une terre; ou
- c) en obtenant un permis de la localité à cette fin.

12. Enlever les broussailles: Les propriétaires de terrains ou lots vacants situés dans les limites de la localité, sauf dans les rangs, doivent enlever les broussailles ou autres matières et substances inflammables qui s'y trouvent, pouvant communiquer un incendie aux propriétés avoisinantes.

5. Public meetings, exhibitions: All persons are prohibited from disturbing or interfering with any person attending an exhibition or public meeting by shouting, cursing, swearing, whistling, singing, abusing or insulting such persons.

6. Drunkenness: All persons are prohibited from loitering in the streets and other public places in a drunken condition.

7. Knocking on doors, etc.: All persons are prohibited from disturbing the inhabitants of a dwelling by ringing the doorbell or knocking on a door, window, shutter or any other exterior part of a dwelling or other building.

8. Streetlights: All persons are prohibited from damaging, destroying by any means whatsoever or turning off without prior permission from the duly authorized municipal officer any street light, light on a range road or illumination of any kind on a public thoroughfare and from damaging or destroying by any means whatsoever the globes and lamp-posts placed on streets, lanes, range roads and other public property for lighting purposes.

9. Noisy motor vehicles: All persons are prohibited from driving noisy motor vehicles such as snowmobiles, motor vehicles without mufflers or with defective mufflers in the streets and other public places.

10. Stationary motor vehicles: All persons are prohibited from running the motor of a stationary motor vehicle, motorcycle or snowmobile at a speed causing a noise prejudicial to the peace and tranquillity of the occupants of neighbouring dwellings.

PUBLIC NUISANCE

11. Fires: All persons are prohibited from lighting fires or keeping fires burning outside of dwellings, stables, barns or other buildings except in the following cases:

- (a) when using a barbecue;
- (b) when burning a piece of land; or
- (c) on obtaining a permit for that purpose from the locality.

12. Removal of brushwood: The owners of vacant pieces of land and vacant lots situated on the outskirts of the locality, not including the ranges, must remove therefrom all brushwood and other inflammable materials and substances that could cause a fire to spread to neighbouring properties.

13. Nuisance publique: Il est défendu à toute personne de jeter ou déposer des cendres, du papier, des déchets, des immondices, des ordures, des détritius, des ferrailles, des véhicules-automobiles hors d'état de fonctionner, et autres obstructions dans les rues, allées, cours, fossés, terrains publics, places publiques, eaux ou cours d'eau de la localité. Toutes telles nuisances doivent être enlevées par leur propriétaire ou par le propriétaire ou occupant du terrain sur lequel elles se trouvent, à ses frais.

14. Suppression des nuisances: Toute nuisance doit être supprimée dans les quarante-huit (48) heures de l'avis de l'officier municipal nommé à cette fin par le conseil qui est envoyé au propriétaire ou occupant où se trouve la nuisance. Dans le cas où il n'y a personne qui occupe ledit terrain, l'avis ici prescrit sera affiché dans un endroit apparent dudit emplacement et aux endroits publics de la localité.

15. Défaut de se conformer à l'avis: À défaut par le propriétaire ou occupant de se conformer à cet avis, une ou plusieurs personnes dûment nommées par le conseil local pourront pénétrer sur les lieux et faire disparaître toute telle nuisance et ce, aux frais des propriétaires ou occupants et ces derniers seront en plus passibles de la sanction prévue au présent règlement.

GÉNÉRALITÉS

16. Détérioration des arbres: Il est défendu à toute personne de briser, déraciner, détruire ou endommager un arbre, plant, arbuste, pelouse ou, gazon qui croissent dans un parc quelconque, terrain de jeux, jardins, verger ou autres lieux publics, ou de détruire une plante quelconque, fleur, racine, fruit ou légume dans un jardin, verger ou serre publics.

17. Défense de circuler dans certains lieux publics: Il est défendu à toute personne de circuler sur les pelouses publiques, dans les jardins et dans un rayon de 100' (pieds) des serres publiques.

PÉNALITÉ

18. Quiconque contrevient à quelqu'une des dispositions du présent règlement est passible d'une amende, avec ou sans frais, d'au plus cinquante (\$50.00) dollars ou d'un emprisonnement n'excédant pas un (1) mois ou les deux (2) à la fois pour la première infraction, et d'au plus cent (\$100.00) dollars ou d'un emprisonnement n'excédant pas deux (2) mois ou des deux (2) à la fois pour les infractions subséquentes.

13. Public nuisance: All persons are prohibited from dumping or depositing ashes, paper, refuse, rubbish, garbage, detritus, scrap metal, inoperable motor vehicles and other obstructions in the streets, lanes, yards, ditches, public property, public squares, waters and streams of the locality. All such nuisances must be removed by the owner of the nuisance or by the owner or occupant of the land on which they are found and at his expense.

14. Removal of nuisances: All nuisances must be removed within forty-eight (48) hours following delivery of a notice by the municipal officer named for the purpose by the council to the owner or occupant of the land where the nuisance is located. Where there is no occupant of the said piece of land, the notice prescribed herein will be posted in an obvious location on the said piece of land and in public places in the locality.

15. Failure to comply with the notice: In the event of failure by the owner or occupant to comply with the notice, one or more persons duly named by the local council may enter the premises and remove any such nuisance at the expense of the owner or occupant who, furthermore, is subject to the sanctions prescribed in this By-law.

GENERAL PROVISIONS

16. Damage to trees: All persons are prohibited from breaking, uprooting, destroying or otherwise damaging any tree, plant, bush, lawn or grass growing in any part, playground, garden, orchard or other public place and from destroying any plant, flower, root, fruit or vegetable in a public garden, orchard or greenhouse.

17. Public areas where traffic is forbidden: All traffic is forbidden on public lawns, in public gardens and within a radius of 100' (feet) of public greenhouses.

PENALTIES

18. Whoever contravenes any provision of this By-law is liable to a fine, with or without costs, of up to fifty dollars (\$50) or one (1) month in prison or both for a first offence, and of up to one hundred dollars (\$100) or two (2) months in prison, or both, for subsequent offences.

Les poursuites intentées en vertu du présent règlement sont entendues et décidées d'après les règles contenues dans la première partie de la Loi des poursuites sommaires (1964, S.R.Q., c. 35).

19. Le présent règlement entre en vigueur à compter de la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

1459-o

All proceedings instituted under this By-law shall be heard and determined in accordance with the rules given in the first part of the Summary Convictions Act (1964, R.S.Q., c. 35).

19. This By-law shall come into force on the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

1459-o



A.C. 1170-77, 13 avril 1977
Règ. 77-212, 21 avril 1977

LOI DU DÉVELOPPEMENT DE LA RÉGION
DE LA BAIE JAMES
(1971, c. 34)

Ordonnance numéro 191

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'ordonnance numéro 191 de la Municipalité
de la Baie James.

IL EST ORDONNÉ sur la proposition du Ministre délégué à
l'Énergie:

QUE, sous l'autorité de l'article 37 de la Loi du développe-
ment de la région de la Baie James (1971, c. 34), soit
approuvée l'ordonnance numéro 191 adoptée par le conseil
d'administration de la Société de développement de la Baie
James siégeant à titre de substitut du conseil municipal de la
Baie James, et dont copie et annexée aux présentes;

QUE ladite ordonnance soit publiée dans la *Gazette offi-
cielle du Québec*.

Le greffier du Conseil exécutif,
GUY COULOMBE

EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL DE LA
SOIXANTE-QUATRIÈME ASSEMBLÉE
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION SIÉGEANT
À TITRE DE SUBSTITUT DU
CONSEIL MUNICIPAL DE LA MUNICIPALITÉ
DE LA BAIE JAMES,
TENUE MARDI LE 16 NOVEMBRE 1976

ATTENDU QUE le conseil de la localité de Rousseau, par sa
résolution 76-72, a recommandé l'adoption du règlement no
2 concernant les clôtures mitoyennes.

ATTENDU QUE qu'un avis de motion a été régulièrement
donné.

Sur proposition de M. Boulva, dûment appuyée par M.
Ernst, il est unanimement ordonné:

Ordonnance no 191:

D'ADOPTER le règlement no 2 concernant les clôtures
mitoyennes, ledit règlement devant s'appliquer exclusive-
ment dans les limites de la localité de Rousseau, conformé-
ment à l'article 37 de la Loi du développement de la région de
la Baie James, chapitre 34, Lois du Québec 1971, tel que
décrété ci-après:

O.C. 1170-77, 13 April 1977
Reg. 77-212, 21 April 1977

JAMES BAY REGION DEVELOPMENT ACT
(1971, c. 34)

Order No. 191

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING Order No. 191 of the James Bay Municipality.

IT IS ORDERED upon the recommendation of the Minister-
Delegate, Energy:

THAT Order No. 191, a copy of which is annexed hereto,
made by the board of directors of the James Bay Develop-
ment Corporation substituting for the James Bay Municipal
Council, be approved pursuant to section 37 of the James Bay
Region Development Act (1971, c. 34);

THAT the said Order be published in the *Québec Official
Gazette*.

GUY COULOMBE.
Clerk of the Executive Council.

EXTRACT FROM THE MINUTES OF THE
SIXTY-FOURTH MEETING OF THE BOARD
OF DIRECTORS OF THE
JAMES BAY DEVELOPMENT CORPORATION
SUBSTITUTING FOR THE
JAMES BAY MUNICIPAL COUNCIL HELD
ON TUESDAY, 16 NOVEMBER 1976

WHEREAS the council of the locality of Rousseau recom-
mended in its resolution 76-72 the adoption of By-law No. 2
respecting common fences;

WHEREAS a notice of motion was duly given;

It is unanimously ordered upon the proposal of Mr.
Boulva, duly seconded by Mr. Ernst:

Order No. 191:

THAT By-law No. 2 respecting common fences, the said
By-law to apply exclusively within the boundaries of the
locality of Rousseau in accordance with section 37 of the
James Bay Region Development Act, chapter 34, 1971
Statutes of Québec, be adopted as hereunder decreed:

Canada
Province de Québec
District d'Abitibi

Canada
Province of Québec
District of Abitibi

Ordonnance numéro 191

Order No. 191

Municipalité de la Baie James

James Bay Municipality

LOCALITÉ DE ROUSSEAU

LOCALITY OF ROUSSEAU

**Règlement no 2 concernant les
clôtures mitoyennes s'appliquant
dans les limites de la localité
de Rousseau.**

**By-law No. 2 respecting common
fences applicable within the
limits of the locality
of Rousseau.**

**Loi du développement de la région de la Baie James
(1971, Lois du Québec, c. 34)**

**James Bay Region Development Act
(1971, Québec Statutes, c. 34)**

DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION

DEFINITIONS AND INTERPRETATION

1. Aux fins d'interprétation du présent règlement, les mots ci-après mentionnés ont la signification suivante à moins qu'ils ne soient évidemment employés dans un sens différent:

1. For purposes of interpretation of this By-law, the following words and expressions have the meanings given below unless they are obviously used in a different sense:

- a) le mot « conseil » signifie le conseil local de la localité de Rousseau et le mot « localité » signifie la localité de Rousseau;
- b) les mots « clôture de ligne » signifient la clôture qui divise deux propriétés, privées ou publiques, contiguës l'une à l'autre;
- c) les mots « chemin de ligne » désignent le chemin qui longe la ligne d'un terrain;
- d) les mots « chemin de front » désignent les chemins dont le tracé général est sur le travers des lots d'un rang et qui ne conduisent pas d'un rang à un autre, devant ou derrière.

- (a) the word "council" means the local council of the locality of Rousseau; and the word "locality" means the locality of Rousseau;
- (b) the expression "boundary road" designates road that ing two pieces of land, either private or public, that are contiguous;
- (c) the expression "boundary road" designate a road that follows the boundary of a piece of land;
- (d) the expression "frontage road" designates a road whose general direction is alongside the lots in a range but which does not lead from one range to another, either at the front or the back.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

GENERAL PROVISIONS

2. Clôtures de ligne: Tout propriétaire ou occupant d'un terrain peut obliger son voisin à faire pour moitié une clôture de ligne entre leurs héritages respectifs, mais il ne peut l'obliger à faire plus de trois (3) acres par année.

2. Boundary fence: Any proprietor or occupier of a piece of land may oblige his neighbour to make in equal portions a boundary fence between their respective lands, but he may not oblige him to fence more than three (3) acres a year.

Les clôtures qui sparent un terrain particulier d'un chemin municipal dont le maintien est aux frais de la localité de Rousseau, sont considérées comme clôtures de ligne entre le propriétaire ou l'occupant du terrain et la localité de Rousseau.

A fence separating a piece of private land from a municipal road whose upkeep is the responsibility of the locality of Rousseau is considered a boundary fence between the owner or occupier of the land and the locality of Rousseau.

3. Chemins de ligne: Sur un chemin de ligne, les clôtures qui séparent le chemin du terrain sont pour moitié à la charge du propriétaire ou occupant du terrain et pour moitié à la charge de la localité de Rousseau.

4. Chemins de front: Les clôtures qui séparent un chemin de front d'un terrain sont à la charge du propriétaire ou de l'occupant du terrain mais l'établissement d'un chemin de front entre deux (2) rangs ne change en rien les obligations des voisins quand ce chemin est entièrement à la charge de l'un des rangs.

5. Du découvert: Tout propriétaire ou occupant d'un terrain en état de culture, adjacent à un qui n'est pas défriché, peut contraindre le propriétaire ou occupant de ce dernier à faire abattre le long de la ligne séparative, tous les arbres qui sont de nature à nuire à l'héritage cultivé selon que le prescrit l'article 531 du code civil de la Province de Québec.

6. Obligation de garde: Tout propriétaire ou occupant d'un terrain doit s'assurer que ses animaux ne pénètrent pas sur le terrain de son voisin.

7. Mode de construction: Les clôtures doivent être construites en sept (7) fils métalliques quadrillés et elles doivent être d'au moins 42" (pouces) de hauteur sauf entente écrite entre propriétaire ou occupant de terrains voisins.

8. Entretien: Toute clôture requise en vertu du présent règlement doit être faite et tenue en bon ordre suivant les règlements de la Municipalité de la Baie James.

9. L'officier municipal, dûment nommé par le conseil aux fins du présent règlement, à la réquisition écrite ou verbale de tout propriétaire ou occupant qui demande la construction, la réparation ou des travaux d'entretien d'une clôture de ligne entre son terrain et celui de son voisin, en vertu de l'article 505 du code civil, ordonne à toute partie en défaut, qu'elle soit plaignante ou non, de construire ou réparer sa clôture de ligne, de manière qu'elle soit en bon entretien suivant l'article 8, dans un délai de trente (30) jours.

10. Dans le cas où les travaux ne sont pas exécutés dans ce délai, le contrevenant est passible de la pénalité prévue au présent règlement.

PÉNALITÉ

11. Dans le cas où le propriétaire ou occupant de terrain refuse ou néglige de clôturer selon que le prescrit le présent règlement après en avoir reçu l'ordre de l'officier municipal dûment nommé par le conseil, ou que, faute de moyens, il lui

3. Boundary road: On a boundary road, a fence separating the road from the land is the joint responsibility of the proprietor or occupier of the land and the locality of Rousseau.

4. Frontage road: A fence separating a frontage road from a piece of land is the responsibility of the proprietor or occupier of the land, but the building of a frontage road between two (2) ranges in no way changes the obligations of neighbours if this road is entirely the responsibility of one of the ranges.

5. Open spaces: Every proprietor or occupier of land in a state of cultivation, contiguous to uncleared land, may compel the proprietor or occupier of the latter to fell all trees along the line of separation which are of a nature to injure the cultivated land, as prescribed in Article 531 of the Civil Code of the Province of Québec.

6. Obligation to restrain animals: Every proprietor or occupier of land must ensure that his animals do not stray onto his neighbour's land.

7. Method of construction: Fences must be built of seven (7) metal wires in an openwork pattern of squares and they must be at least 42" (inches) high unless otherwise agreed upon in writing with the proprietor or occupier of the neighbouring lands.

8. Upkeep: All fences required under this Regulation must be built and maintained in good order pursuant to the By-laws of the James Bay Municipality.

9. The municipal officer, duly appointed by the council for the purposes of this Regulation, on the written or verbal requisition of any proprietor or occupier who requests the erection, repair or maintenance of a boundary fence between his land and that of his neighbour, under Article 505 of the Civil Code, shall order the party in default, whether or not that party is the plaintiff, to build or repair his boundary fence in such a way that it will be in good order under section 8, within thirty (30) days.

10. In cases where the work is not completed within aforesaid time, the offender is liable to the penalties prescribed by this Regulation.

PENALTIES

11. In the case where the proprietor or occupier of the land refuses or neglects to build a fence as prescribed by this Regulation after having received the order to do so from the municipal officer duly appointed by the council or where,

est impossible de le faire, il est loisible au conseil et de sa compétence de faire exécuter ces travaux et de prescrire que la somme dépensée pour leur exécution est une créance privilégiée sur le terrain recouvrable de la même manière qu'une taxe spéciale.

12. Le présent règlement entre en vigueur à compter de la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

1459-o

because of lack of funds, he is unable to do so, the council may, and has jurisdiction thereto, have the said work carried out and to prescribe that the sum spent thereon is a privileged debt on the land and payable in the same way as a special tax.

12. This Regulation shall come into force on the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

1459-o

Règ. 77-223, 14 avril 1977**LOI SUR LES BIENS CULTURELS**
(1972, c. 19)**Objet d'art: Fab. St-Michel de Sillery**

Le Ministre des Affaires culturelles donne avis conformément à l'article 29 de la Loi sur les biens culturels (1972, c. 19) qu'il a procédé au classement du bien culturel ci-dessous décrit et que ce classement prend effet à compter du 12 juillet 1976, date où fut signifié au propriétaire l'avis d'intention de classer les biens culturels ci-après désignés, à savoir:

Les toiles et sculptures de la Fabrique St-Michel de Sillery:

1. TITRE: *Christ en croix***AUTEUR:** Antoine Plamondon**MATIÈRE ET PROCÉDÉ:** Huile sur toile**DATE:** 1851**DIMENSIONS:** H.: 3,58 m
L.: 1,93 m**SIGNATURE OU POINÇON:** A. Plamondon 1851**2. TITRE:** *Annonciation***AUTEUR:** Anonyme**MATIÈRE ET PROCÉDÉ:** Huile sur toile**DATE:** Nil**DIMENSIONS:** H.: 2,61 m
L.: 2,41 m**SIGNATURE OU POINÇON:** Nil**3. TITRE:** *Les stigmates de Saint-François***AUTEUR:** Jean Christophe (attr. à)**MATIÈRE ET PROCÉDÉ:** Huile sur toile**DATE:** Nil**DIMENSIONS:** H.: 2,57 m
L.: 1,82 m**SIGNATURE OU POINÇON:** Nil**Reg. 77-223, 14 April 1977****CULTURAL PROPERTY ACT**
(1972, c. 19)**Work of art: Fabrique St-Michel de Sillery**

The Minister of Cultural Affairs gives notice in accordance with section 29 of the Cultural Property Act (1972, c. 19) that he has proceeded to the classification of the cultural property described below and that such classification shall have effect from 12 July 1976, being the date on which the notice of intention of classifying the cultural property was served on the owner:

The paintings and carvings of Fabrique St-Michel de Sillery:

1. TITLE: *Christ en croix***ARTIST:** Antoine Plamondon**MATERIAL AND PROCESS:** Oil on **canvas****DATE:** 1851**SIZE:** H.: 3.58 m
W.: 1.93 m**SIGNATURE OR MARK:** A. Plamondon 1851**2. TITLE:** *Annonciation***ARTIST:** Anonymous**MATERIAL AND PROCESS:** Oil on **canvas****DATE:** None**SIZE:** H.: 2.61 m
W.: 2.41 m**SIGNATURE OR MARK:** None**3. TITLE:** *Les stigmates de Saint-François***ARTIST:** Jean Christophe (attr. to)**MATERIAL AND PROCESS:** Oil on **canvas****DATE:** None**SIZE:** H.: 2.57 m
W.: 1.82 m**SIGNATURE OR MARK:** None

4. TITRE: *Les Disciples d'Emmaüs*

AUTEUR: Anonyme

MATIÈRE ET PROCÉDÉ: Huile sur toile

DATE: Nil

DIMENSIONS: H.: 1,825 m
L.: 2,034 m

SIGNATURE OU POINÇON: Nil

5. TITRE: *La mort de Saint-François d'Assise*

AUTEUR: Andrea Sacchi (attr. à)

MATIÈRE ET PROCÉDÉ: Huile sur toile

DATE: Nil

DIMENSIONS: H.: 2,57 m
L.: 1,82 m

SIGNATURE OU POINÇON: Nil

6. TITRE: *Adoration des Mages*

AUTEUR: C. Eyckens

MATIÈRE ET PROCÉDÉ: Huile sur toile

DATE: Nil

DIMENSIONS: H.: 2,61 m
L.: 2,41 m

SIGNATURE OU POINÇON: Nil

7. TITRE: *Descente de la croix par Saint-François d'Assise*

AUTEUR: Anonyme

MATIÈRE ET PROCÉDÉ: Huile sur toile

DATE: Nil

DIMENSIONS: H.: 2,57 m
L.: 1,78 m

SIGNATURE OU POINÇON: Nil

4. TITLE: *Les Disciples d'Emmaüs*

ARTIST: Anonymous

MATERIAL AND PROCESS: Oil on canvas

DATE: None

SIZE: H.: 1.825 m
W.: 2.034 m

SIGNATURE OR MARK: None

5. TITLE: *La mort de Saint-François d'Assise*

ARTIST: Andrea Sacchi (attr. to)

MATERIAL AND PROCESS: Oil on canvas

DATE: None

SIZE: H.: 2.57 m
W.: 1.82 m

SIGNATURE OR MARK: None

6. TITLE: *Adoration des Mages*

ARTIST: C. Eyckens

MATERIAL AND PROCESS: Oil on canvas

DATE: None

SIZE: H.: 2.61 m
W.: 2.41 m

SIGNATURE OR MARK: None

7. TITLE: *Descente de la croix par Saint-François d'Assise*

ARTIST: Anonymous

MATERIAL AND PROCESS: Oil on canvas

DATE: None

SIZE: H.: 2.57 m
W.: 1.78 m

SIGNATURE OR MARK: None

8. TITRE: *Portrait de l'abbé Peter Henry Harkin*

AUTEUR: Théophile Hamel

MATIÈRE ET PROCÉDÉ: Huile sur toile

DATE: Nil

DIMENSIONS: H.: 1,045 m
L.: 0,837 m

SIGNATURE OU POINÇON: T. Hamel (coin inférieur gauche)

8. TITLE: *Portrait of the abbé Peter Henry Harkin*

ARTIST: Théophile Hamel

MATERIAL AND PROCESS: Oil on canvas

DATE: None

SIZE: H.: 1.045 m
W.: 0.837 m

SIGNATURE OR MARK: T. Hamel (lower left hand corner)

9. TITRE: *Le martyr des Jésuites*

AUTEUR: Soeur du couvent de Jésus-Marie

MATIÈRE ET PROCÉDÉ: Huile sur toile

DATE: Nil

DIMENSIONS: H.: 1,477 m
L.: 0,872 m

SIGNATURE OU POINÇON: Nil

9. TITLE: *Le martyr des Jésuites*

ARTIST: A Sister of the convent of Jésus-Marie

MATERIAL AND PROCESS: Oil on canvas

DATE: None

SIZE: H.: 1.477 m
W.: 0.872 m

SIGNATURE OR MARK: None

10. TITRE: *Ange à la harpe*

AUTEUR: Anonyme

MATIÈRE ET PROCÉDÉ: Bois sculpté

DATE: Nil

DIMENSIONS: H.: 1,83 m (env.)
Base: 0,44 m x 0,55 m (env.)

SIGNATURE OU POINÇON: Nil

10. TITLE: *Ange à la harpe*

ARTIST: Anonymous

MATERIAL AND PROCESS: Wood carving

DATE: None

SIZE: Height: 1.83 m (approx.)
Base: 0.44 m X 0.55 m (approx.)

SIGNATURE OR MARK: None

11. TITRE: *Ange à la lyre*

AUTEUR: Anonyme

MATIÈRE ET PROCÉDÉ: Bois sculpté

DATE: Nil

DIMENSIONS: Haut.: 0,83 m (env.)
Base.: 0,44 m x 0,55 m

SIGNATURE OU POINÇON: Nil

11. TITLE: *Ange à la lyre*

ARTIST: Anonymous

MATERIAL AND PROCESS: Wood carving

DATE: None

SIZE: Height: 0.83 m (approx.)
Base: 0.44 m X 0.55 m

SIGNATURE OR MARK: None

Ce 22^e jour de mars 1977.This 22nd day of March 1977.Le ministre des Affaires culturelles,
LOUIS O'NEILL.LOUIS O'NEILL,
Minister of Cultural Affairs.



Règ. 77-224, 14 avril 1977

LOI SUR LES BIENS CULTURELS
(1972, c. 19)

Pièces d'orfèvrerie — Fab. St-Michel de Sillery

Le Ministre des Affaires culturelles donne avis conformément à l'article 29 de la Loi sur les biens culturels (1972, c. 19) qu'il a procédé au classement du bien culturel ci-dessous décrit et que ce classement prend effet à compter du 12 juillet 1976, date où fut signifié au propriétaire l'avis d'intention de classer les biens culturels ci-après désignés, à savoir:

Les pièces d'orfèvrerie de la Fabrique St-Michel de Sillery:

1. TITRE: Calice

AUTEUR: Jean-Baptiste Loir

MATIÈRE ET PROCÉDÉ: Argent massif

DATE: Nil

DIMENSIONS: H.T. : 0,32 m
Diam. de la coupe: 0,095 m
Prof. de la coupe: 0,088 m
Diam. du pied : 0,17 m

SIGNATURE OU POINÇON: Poinçon: sous le pied
L_B (presque illisible)

2. TITRE: Calice

AUTEUR: Ambroise Lafrance

MATIÈRE ET PROCÉDÉ: Argent

DATE: Nil

DIMENSIONS: H.T. : 0,32 m
Diam. de la coupe: 0,095 m
Prof. de la coupe: 0,088 m
Diam. du pied : 0,17 m

SIGNATURE OU POINÇON: Poinçon: Tête dans un ovale plus Québec plus L'A dans un ovale (re-bord du pied)

Reg. 77-224, 14 April 1977

CULTURAL PROPERTY ACT
(1972, c. 19)

Silverwork — Fabrique St-Michel de Sillery

The Minister of Cultural Affairs gives notice in accordance with section 29 of the Cultural Property Act (1972, c. 19) that he has proceeded to the classification of the cultural property described below and that such classification shall have effect from 12 July 1976, being the date on which the notice of intention of classifying the cultural property was served on the owner:

The silverwork of the Fabrique St-Michel de Sillery:

1. TITLE: Chalice

ARTIST: Jean-Baptiste Loir

MATERIAL AND PROCESS: Solid silver

DATE: None

SIZE: Total height : 0.32 m
Diam. of the cup : 0.095 m
Depth of the cup : 0.088 m
Diam. of the foot : 0.17 m

SIGNATURE OR MARK: Mark: under the foot L_B
(almost illegible)

2. TITLE: Chalice

ARTIST: Ambroise Lafrance

MATERIAL AND PROCESS: Silver

DATE: None

SIZE: Total height : 0.32 m
Diam. of the cup : 0.095 m
Depth of the cup : 0.088 m
Diam. of the foot : 0.17 m

SIGNATURE OR MARK: Mark: Head in an oval plus Québec plus L'A in an oval
(flange of the foot)

3. TITRE: *Ciboire*

AUTEUR: Ambroise Lafrance

MATIÈRE ET PROCÉDÉ: Argent

DATE: 1883

DIMENSIONS: H.T. : 0,31 m
 Haut. sans couv. : 0,231 m
 Diam. de la coupe: 0,126 m
 Prof. de la coupe : 0,07 m
 Diam. de la base : 0,14 m

SIGNATURE OU POINÇON: Poinçon: Tête dans un ovale plus Québec plus L'A dans un ovale (re-bord du pied)

4. TITRE: *Ciboire*

AUTEUR: Anonyme

MATIÈRE ET PROCÉDÉ: Argent

DATE: Nil

DIMENSIONS: H.T. : 0,26 m
 Haut. sans couv. : 0,083 m
 Prof. de la coupe: 0,046 m
 Diam. de la coupe: 0,116 m
 Diam. du pied : 0,116 m

SIGNATURE OU POINÇON: Poinçon: sous le pied
 1) E couronné
 2) A couronné avec fleurs de lys
 3) A surmonté d'une fleur de lys

5. TITRE: *Ostensoir*

AUTEUR: Paul Lambert dit Saint-Paul

MATIÈRE ET PROCÉDÉ: Argent

DATE: Nil

DIMENSIONS: Haut.T. : 0,445 m
 Diam. du soleil : 0,19m
 Pied oval : 0,22m 0,145m

SIGNATURE OU POINÇON: Poinçon: 4 fois sous le pied:
 Fleur de lys PL
 Étoile

3. TITLE: *Ciborium*

ARTIST: Ambroise Lafrance

MATERIAL AND PROCESS: Silver

DATE: 1883

SIZE: Total height : 0.31 m
 Height without cover: 0.231 m
 Diam. of the cup : 0.126 m
 Depth of the cup : 0.07 m
 Diam. of the base : 0.14 m

SIGNATURE OR MARK: Mark: Head in an oval plus Québec plus L'A in an oval (flange of foot)

4. TITLE: *Ciborium*

ARTIST: Anonymous

MATERIAL AND PROCESS: Silver

DATE: None

SIZE: Total height : 0.26 m
 Height without cover: 0.083 m
 Depth of the cup : 0.046 m
 Diam. of the cup : 0.116 m
 Diam. of the foot : 0.116 m

SIGNATURE OR MARK: Mark: underside of the foot
 (1) crowned E
 (2) crowned A with fleurs de lys
 (3) surmounted A with a fleur de lys

5. TITLE: *Ostensory*

ARTIST: Paul Lambert dit Saint-Paul

MATERIAL AND PROCESS: Silver

DATE: None

SIZE: Total height : 0.445 m
 Diam. or sun : 0.19 m
 Oval foot : 0.22 m X 0.145 m

SIGNATURE OR MARK: Mark: 4 times on under side of the foot: Fleur de lys
 PL Star

6. TITRE: *Boitier aux Saintes Huiles*

AUTEUR: François Renvoyzé

MATIÈRE ET PROCÉDÉ: Argent

DATE: Nil

DIMENSIONS: H.T. : 0,105 m
 Panse ovale : 0,095 m X
 0,055 m

SIGNATURE OU POINÇON: Poinçon: F.R. sous le boitier

7. TITRE: *Ampoule aux Saintes Huiles*

AUTEUR: François Renvoyzé

MATIÈRE ET PROCÉDÉ: Argent

DATE: Nil

DIMENSIONS: H.T. : 0,062 m
 Diam. de la base : 0,029 m
 Prof. : 0,043 m

SIGNATURE OU POINÇON: Poinçon: F.R. sous l'ampoule

8. TITRE: *Ampoule aux Saintes Huiles*

AUTEUR: François Sasseville

MATIÈRE ET PROCÉDÉ: Argent

DATE: Nil

DIMENSIONS: H.T. : 0,06 m
 Diam. de la base : 0,03 m
 Prof. : 0,041 m

SIGNATURE OU POINÇON: Poinçon: sous l'ampoule 2 fois F.S. dans un ovale

6. TITLE: *Holy Oil Coffe*

ARTIST: François Renvoyzé

MATERIAL AND PROCESS: Silver

DATE: None

SIZE: Total height : 0.105 m
 Oval bulge : 0.095 m X
 0.055 m

SIGNATURE OR MARK: Mark: F.R. on underside of Coffe

7. TITLE: *Holy Oil Ampulla*

ARTIST: François Renvoyzé

MATERIAL AND PROCESS: Silver

DATE: None

SIZE: Total height : 0.062 m
 Diam. of the base : 0.029 m
 Depth : 0.043 m

SIGNATURE OR MARK: Mark: F.R. on underside of Ampulla

8. TITLE: *Holy Oil Ampulla*

ARTIST: François Sasseville

MATERIAL AND PROCESS: Silver

DATE: None

SIZE: Total height : 0.06 m
 Diameter of the base : 0.03 m
 Depth : 0.041 m

SIGNATURE OR MARK: Mark: F.S. twice written on oval on underside of Ampulla

Ce 22^e jour de mars 1977.

Le ministre des Affaires culturelles,
 LOUIS O'NEILL.

This 22nd day of March 1977.

LOUIS O'NEILL,
 Minister of Cultural Affairs.



A.C. 1268-77, 20 avril 1977
Règ. 77-231, 26 avril 1977

LOI DU DÉVELOPPEMENT DE LA RÉGION
DE LA BAIE JAMES
(1971, c. 34)

Ordonnance no 200

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'ordonnance numéro 200 de la municipalité
de la Baie James.

IL EST ORDONNÉ sur la proposition du Ministre délégué à
l'Énergie:

QUE, sous l'autorité de l'article 37 de la Loi du développe-
ment de la région de la Baie James (1971, c. 34), soit
approuvée l'ordonnance numéro 200 adoptée par le conseil
d'administration de la Société de développement de la Baie
James siégeant à titre de substitut du conseil municipal de la
Baie James, et dont copie est annexée aux présentes;

QUE ladite ordonnance soit publiée dans la *Gazette offi-
cielle du Québec*.

Le greffier du conseil exécutif,
GUY COULOMBE.

Extrait du procès-verbal de la
soixante-septième assemblée du conseil
d'administration de la Société de
développement de la Baie James siégeant à
titre de substitut du conseil municipal de la
Municipalité de la Baie James, tenue mardi
le 21 décembre 1976.

Sur proposition de M. Boulva, dûment appuyée par M.
Cliche, il est unanimement ordonné:

Ordonnance no 200

D'ADOPTER la présente ordonnance relative à la mise en
place d'une structure administrative locale dans l'aggloméra-
tion de Villebois, telle que décrétée ci-après:

1. Le conseil d'administration de la Société de développe-
ment de la Baie James siégeant à titre de substitut du conseil
municipal de la Municipalité de la Baie James, à ce, autorisé
par les dispositions de l'article 36 de la Loi du développe-

O.C. 1268-77, 20 April 1977
Reg. 77-231, 26 April 1977

JAMES BAY REGION DEVELOPMENT ACT
(1971, c. 34)

Order No. 200

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING Order No. 200 of the James Bay Municipality.

IT IS ORDERED upon the recommendation of the Minister-
Delegate, Energy:

THAT Order No. 200, a copy of which is annexed hereto,
made by the board of directors of the James Bay Develop-
ment Corporation substituting for the James Bay Municipal
Council, be approved pursuant to section 37 of the James Bay
Region Development Act (1971, c. 34);

THAT the said Order be published in the *Québec Official
Gazette*.

GUY COULOMBE,
Clerk of the Executive Council.

Extract from the minutes of the sixty-seventh
meeting of the board of directors substituting
for the James Bay Municipal council held on
tuesday, 21 December 1976.

It is unanimously ordered upon the proposal of Mr.
Boulva, duly seconded by Mr. Cliche:

Order No. 200

THAT this Order, respecting the creation of a local admi-
nistrative structure in the conglomeration of Villebois he-
reunder described, be adopted.

1. The board of directors of the James Bay Development
Corporation substituting for the James Bay Municipal Coun-
cil, authorized for this purpose by the provisions of section
36 of the James Bay Region Development Act (1971, c. 34),

ment de la région de la Baie James, (1971, Lois du Québec, c. 34), délègue par les présentes les pouvoirs ci-après définis aux personnes suivantes:

Onézime Boucher
Léopold Chabot
Gilles Belzile
Euchariste Brassard
Jean-Joseph Boivin

agissant collectivement sous le nom de « Comité de Gestion locale de Villebois » (« Comité ») et comme membres du Comité.

2. Les limites de l'agglomération de Villebois, pour fins d'application de la présente ordonnance et de toute autre ordonnance du conseil de la Municipalité de la Baie James devant s'appliquer à ladite agglomération, sont décrites à l'annexe « A ».

3. Les membres du Comité agissent en assemblée dûment convoquée et toute décision doit être prise à la majorité des membres présents.

4. Le Comité établit les règlements régissant sa régie interne et la tenue de ses assemblées.

5. Un budget annuel doit être préparé par le Comité et soumis au conseil municipal pour adoption.

6. Le Comité peut et doit, après adoption de son budget, procéder à l'administration de l'agglomération, conformément à ce budget, aux directives du conseil municipal ou du gérant, et selon les dispositions de la présente ordonnance.

Le Comité doit soumettre au conseil municipal pour adoption:

- a) tout projet de règlement nécessaire et requis à l'administration, la réalisation et la gestion de l'agglomération;
 - b) toute demande pour changements aux item budgétaires, sous réserve toutefois de l'approbation du gérant ou de l'assistant-gérant dans les cas où le montant impliqué n'excède pas \$5,000.00;
 - c) tout rapport recommandant l'octroi de franchises et de privilèges.
- 7.** Le conseil municipal délègue, pour les fins de la présente ordonnance, à M. Richard Champagne, gérant de la Municipalité de la Baie James, la surveillance et le contrôle de l'administration courante du budget adopté conformément à la présente ordonnance.

8. Le gérant de la Municipalité doit contresigner tout document à caractère officiel originant dudit Comité, y

hereby delegates the powers defined below to the following persons:

Onézime Boucher
Léopold Chabot
Gilles Belzile
Euchariste Brassard
Jean-Joseph Boivin

to act jointly under the name of "Local management Committee" ("Committee") and individually as members of this committee.

2. For purposes of the application of this Order and all other Orders made by the James Bay Municipal Council that apply to the conglomeration of Villebois the boundaries of the said conglomeration are those described in Schedule "A".

3. The members of the Committee shall act within duly called meetings and all decisions must be taken by a majority of the members present.

4. The Committee shall establish the by-laws governing its internal management and the holding of its meetings.

5. An annual budget must be prepared by the Committee and submitted to the municipal council for adoption.

6. After the adoption of the budget the Committee may and must proceed to the administration of the conglomeration in accordance with the budget, the directives of the municipal council or the manager and the provisions of this Order.

The Committee must submit the following to the municipal council for adoption:

- (a) All draft by-laws necessary and required for the administration, establishment and management of the conglomeration;
- (b) All applications for changes in budgetary items, subject, however, to the approval of the manager or of the assistant manager in cases where the amount involved does not exceed \$5,000.00;
- (c) All reports recommending the granting of franchises and privileges.

7. The municipal council shall, for the purposes of this Order, delegate to Mr. Richard Champagne, manager of the James Bay Municipality, the supervision and control of the day-to-day administration of the budget adopted in accordance with this Order.

8. The manager must countersign all official documents issuing from the said committee, including cheques and other

compris les chèques et autres effets. De plus, l'assistant-gérant peut contresigner seul, tout tel document dont la valeur n'excède pas \$5,000.00.

9. Le gérant fait rapport de temps à autre au conseil municipal de l'administration de l'agglomération par le Comité.

10. Les pouvoirs des personnes nommées par la présente ordonnance ne peuvent s'appliquer qu'à la partie du territoire de la Municipalité décrite à l'article 2 de la présente ordonnance.

DE SOUMETTRE la présente ordonnance à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil.

QUE la présente ordonnance entre en vigueur à compter du 1er janvier 1977.

ANNEXE « A »

LIMITES DE L'AGGLOMÉRATION DE VILLEBOIS

L'agglomération de Villebois comprend une partie des cantons de Lavergne, Lemaire, Paradis et Rousseau et ses limites sont les suivantes:

Partant du coin Nord-Ouest du lot 20 rang VII, canton de Rousseau, de là, la limite Sud des lots 20 à 24 du rang VIII du canton de Rousseau jusqu'au coin Sud-Ouest du lot 25, rang VIII dudit canton;

de là, la limite Ouest des lots 25 rang VIII et 25 rang IX du canton de Rousseau jusqu'au coin Nord-Ouest du lot 25 rang IX dudit canton;

de là, la limite Sud des lots 25 à 35 rang X, canton de Rousseau jusqu'au coin Sud-Ouest du lot 36 rang X dudit canton;

de là, la limite Ouest des lots 36 rang X, canton de Rousseau, 36 rang I, 36 rang II, 36 rang III, et 36 rang IV du canton de Paradis jusqu'au coin Nord-Ouest du lot 36 rang IV du canton de Paradis;

de là, la limite Nord des lots 36 à 62 rang IV, canton de Paradis, jusqu'au coin Nord-Est du lot 62 rang IV dudit canton;

de là, dans le canton Lemaire, une ligne de direction Est astronomique d'environ 5 milles de longueur;

de là, dans le canton Lemaire, une ligne de direction Sud astronomique d'environ 4 milles de longueur jusqu'au coin Nord-Ouest du lot 32 rang X, canton de Lavergne;

de là, la limite Ouest des lots 32 rang X, 32 rang IX, 32 rang VIII, 32 rang VII, 32 rang VI, 32 rang V, 32 rang IV, 32

instruments. Furthermore the assistant manager may, alone, countersign any such document whose value is not in excess of \$5,000.00.

9. From time to time the manager shall report to the municipal council on the administration of the conglomeration by the Committee.

10. The powers held by the persons named in this Order applies only to that part of the Municipality's territory described in Section 2 of this Order.

THAT this Order be submitted for the approval of the Lieutenant-Governor in Council.

THAT this Order come into force on 1 January 1977.

SCHEDULE "A"

BOUNDARIES OF THE CONGLOMERATION OF VILLEBOIS

The conglomeration of Villebois includes a part of the townships of Lavergne, Lemaire, Paradis and Rousseau and its boundaries are as follows:

commencing at the northwest corner of lot 20 range VII of the township of Rousseau, thence the southern limit of lots 20 to 24 range VIII of the township of Rousseau to the southwest corner of lot 25 range VIII of the said township;

thence the western limit of lots 25 range VIII and 25 range IX of the township of Rousseau to the northwest corner of lot 25 range IX of the said township;

thence the southern limit of lots 25 to 35 range X of the township of Rousseau to the southwest corner of lot 36 range X of the said township;

thence the western limit of lots 36 range X of the township of Rousseau, 36 range I, 36 range II, 36 range III and 36 range IV of the township of Paradis to the northwest corner of lot 36 range IV of the township of Paradis;

thence the northern limit of lots 36 to 62 range IV of the township of Paradis to the northeast corner of lot 62 range IV of the said township;

thence in the township of Lemaire, on a bearing astronomically east, a line approximately 5 miles long;

thence in the township of Lemaire, on a bearing astronomically south, a line approximately 4 miles long reaching to the northwest corner of lot 32 range X of the township of Lavergne;

thence the western limit of lots 32 range X, 32 range IX, 32 range VIII, 32 range VII, 32 range VI, 32 range V, 32 range

rang III, 32 rang II et 32 rang I du canton de Lavergne jusqu'au coin Sud-Ouest du lot 32 rang I dudit canton;

de là, la limite Sud des cantons Lavergne et Rousseau jusqu'à la ligne de centre de la rivière Turgeon;

de là, la ligne de centre de la rivière Turgeon de direction Nord-Ouest, jusqu'à la ligne séparative des rangs I et II du canton de Rousseau;

de là, la limite Sud des lots 33 à 42 du rang II du canton de Rousseau jusqu'au coin Sud-Ouest du lot 43 rang II dudit canton;

de là, la limite Ouest des lots 43 rang II et 43 rang III du canton de Rousseau jusqu'au coin Nord-Ouest du lot 43 rang III dudit canton;

de là, la limite Sud des lots 42, 41, 40, 39, 38 et 37 rang IV du canton de Rousseau jusqu'à la ligne de centre de la rivière Turgeon;

de là, à travers les rangs IV et V du canton de Rousseau, la ligne de centre de la rivière Turgeon jusqu'à la ligne séparative des rangs V et VI dudit canton;

de là, la limite Sud des lots 18 à 34 rang VI, canton de Rousseau jusqu'au coin Sud-Ouest du lot 18 rang VI dudit canton;

de là, la limite Ouest du lot 18 rang VI du canton de Rousseau jusqu'au coin Nord-Ouest du lot 18 rang VI dudit canton;

de là, la limite Nord des lots 18 et 19 rang VI du canton de Rousseau jusqu'au coin Sud-Ouest du lot 20 rang VII dudit canton;

de là, la limite Ouest du lot 20 rang VII du canton de Rousseau jusqu'au coin Nord-Ouest du lot 20 rang VII dudit canton.

La superficie de ce territoire est d'environ 138 milles carrés.

IV, 32 range III, 32 range II and 32 range I of the township of Lavergne to the southwest corner of lot 32 range I of the said township;

thence the southern limit of the townships of Lavergne and Rousseau to the centre line of the Turgeon river;

thence the centre line of the Turgeon river northwest to the line separating ranges I and II of the township of Rousseau;

thence the southern limit of lots 33 to 42 range II of the township of Rousseau to the southwest corner of lot 43 range II of the said township;

thence the western limit of lots 43 range II and 43 range III of the township of Rousseau to the northwest corner of lot 43 range III of the said township;

thence the southern boundaries of lots 42, 41, 40, 39, 38, and 37 range IV of the township of Rousseau to the centre line of the Turgeon river;

thence across ranges IV and V of the township of Rousseau, the centre line of the Turgeon river to the line dividing ranges V and VI of the said township;

thence the southern limit of lots 18 to 34 range VI of township of Rousseau to the southwest corner of lot 18 range VI of the said township;

thence the western limit of lot 18 range VI of the township of Rousseau to the northwest corner of lot 18 range VI of the said township;

thence the northern limit of lots 18 and 19 range VI of the township of Rousseau to the southwest corner of lot 20 range VII of the said township;

thence the western limit of lot 20 range VII of the township of Rousseau to the northwest corner of lot 20 range VII of the said township.

The area of this territory is 138 square miles, more or less.

A.C. 1290-77, 20 avril 1977
Règ. 77-232, 26 avril 1977

LOI DU MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS
ET DE L'APPROVISIONNEMENT
(1973, c. 27)

**Signature de documents par le Directeur général
des achats**

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la signature des documents relatifs aux achats
du gouvernement

ATTENDU QUE le Directeur général des achats a la surveillance et la direction de tous les achats faits par les ministères du gouvernement en vertu de la Loi du service des achats du gouvernement (S.R.Q., 1964, c. 18);

ATTENDU QUE le service des achats du gouvernement fait maintenant partie de la Direction générale de l'Approvisionnement du ministère des Travaux Publics et de l'Approvisionnement;

ATTENDU QUE l'article 8 de la Loi du ministère des Travaux Publics et de l'Approvisionnement stipule que le lieutenant-gouverneur en conseil peut permettre, aux conditions qu'il fixe, que la signature requise soit apposée au moyen d'un appareil automatique sur les documents qu'il détermine;

ATTENDU QUE pour s'acquitter de sa tâche conformément au règlement AF-5 approuvé par l'A.C. 3261 du 11 septembre 1974, le Directeur général des achats doit signer quotidiennement un nombre très élevé de documents;

ATTENDU QUE pour éviter des délais administratifs, il serait avantageux d'autoriser le Directeur général des achats à utiliser un appareil automatique pour signer les documents en question.

IL EST ORDONNÉ EN CONSÉQUENCE, sur la proposition du ministre des Travaux Publics et de l'Approvisionnement:

QUE le Directeur général des achats soit autorisé à utiliser un appareil automatique pour signer les contrats dont il a la responsabilité en vertu de l'article 4 de la Loi du Service des achats du gouvernement (S.R.Q., 1964, c. 18).

Le greffier du Conseil exécutif,
GUY COULOMBE.

O.C. 1290-77, 20 April 1977
Reg. 77-232, 26 April 1977

PUBLIC WORKS AND SUPPLY DEPARTMENT ACT
(1973, c. 27)

**Signing of documents by the General
Purchasing Director**

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the signing of documents respecting government purchasing.

WHEREAS, under the Government Purchasing Service Act (R.S.Q., 1964, c. 18), the General Purchasing Director is responsible for the direction and supervision of all purchases made by Government Departments;

WHEREAS the Government Purchasing Service is now attached to the Supply Branch of the Department of Public Works and Supply;

WHEREAS section 8 of the Public Works and Supply Department Act stipulates that the Lieutenant-Governor in Council may, upon the conditions he fixes, allow the required signature to be affixed by means of an automatic device to such documents as he determines;

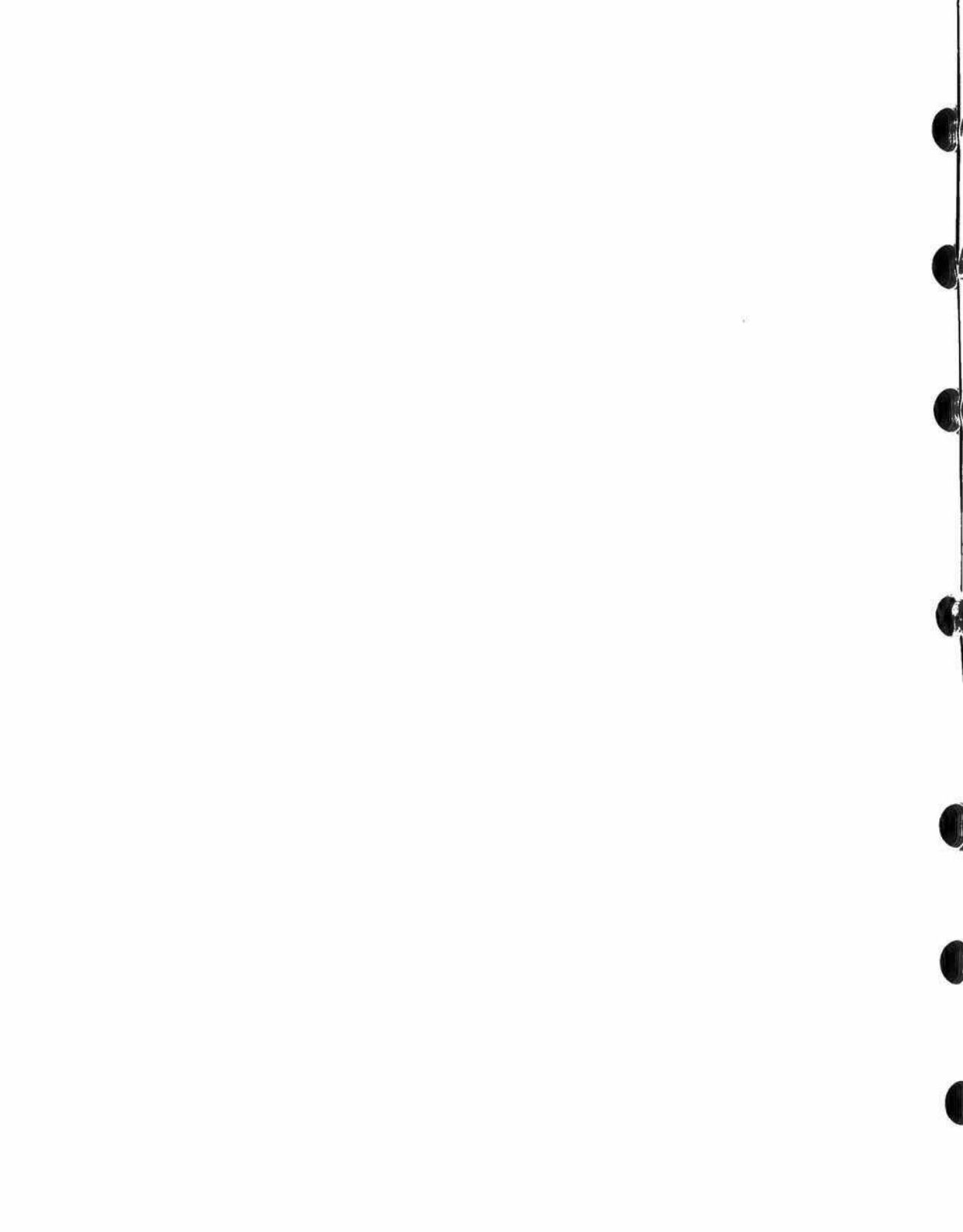
WHEREAS in order to carry out his duties in conformity with Regulation AF-5 approved by O.C. 3261 dated 11 September 1974 the General Purchasing Director must sign an extremely large number of documents daily;

WHEREAS to avoid administrative delay it would be expedient to authorize the General Purchasing Director to use an automatic device for the signing of the documents in question.

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Public Works and Supply:

THAT the General Purchasing Director be authorized to use an automatic device for the signing of contracts that are his responsibility under section 4 of the Government Purchasing Service Act (R.S.Q., 1964, c. 18).

GUY COULOMBE,
Clerk of the Executive Council.



Règ. 77-235, 2 mai 1977

LOI SUR LES BIENS CULTURELS
(1972, c. 19)

**Église de la mission catholique chinoise
du Saint-Esprit — Montréal**

Le Ministre des Affaires culturelles donne avis conformément à l'article 29 de la Loi sur les biens culturels (1972, c. 19) qu'il a procédé au classement du bien culturel ci-dessous décrit et que ce classement prend effet à compter du 5 août 1976, date où fut signifié au propriétaire l'avis d'intention de classer le bien culturel ci-après désigné, à savoir:

Édifice sis au numéro 205 ouest, de la rue la Gauchetière à Montréal et situé sur un terrain connu et désigné comme étant partie du lot cinq cent cinquante-six (P-556) aux plan et livre de renvoi officiels du quartier St-Laurent, division d'enregistrement de Montréal.

Ce 20^e jour d'avril 1977.

Le ministre des Affaires culturelles,
LOUIS O'NEILL.

1458-o

Reg. 77-235, 2 May 1977

CULTURAL PROPERTY ACT
(1972, c. 19)

**Church of the Chinese Catholic Mission
of the Holy Spirit — Montreal**

The Minister of Cultural Affairs gives notice in accordance with section 29 of the Cultural Property Act (1972, c. 19) that he has proceeded to the classification of the cultural property described below and that such classification shall have effect from 5 August 1976, being the date on which the notice of intention of classifying the cultural property was served on the owner:

"Building at 205 ouest, rue la Gauchetière in Montreal and situate on a lot known and designated as being part of lot five hundred and fifty-six (P-556) in the official plan and book of reference of St. Laurent Ward, Montreal registration division."

This 20th day of April 1977.

LOUIS O'NEILL,
Minister of Cultural Affairs.

1458-o

REG. 77-235, 2 mai 1977

CHURCH OF THE HOLY SPIRIT - CHINESE

Church of the Holy Spirit - Chinese

The Ministry of Cultural Affairs gave...
classification of the cultural property...
date on which the...
intention of...
on the...

Building at 208...
and...
five hundred and...
book of...
division...

This 20th day of April 1977

Minister of Cultural Affairs

REG. 77-235, 2 mai 1977

CHURCH OF THE HOLY SPIRIT - CHINESE

Church of the Holy Spirit - Chinese

The Ministry of Cultural Affairs gave...
classification of the cultural property...
date on which the...
intention of...
on the...

Building at 208...
and...
five hundred and...
book of...
division...

This 20th day of April 1977

Minister of Cultural Affairs

Règ. 77-236, 2 mai 1977

LOI SUR LES BIENS CULTURELS
(1972, c. 19)

**Presbytère de la mission catholique chinoise
du Saint-Esprit — Montréal**

Le Ministre des Affaires culturelles donne avis conformément à l'article 29 de la Loi sur les biens culturels (1972, c. 19) qu'il a procédé au classement du bien culturel ci-dessous décrit et que ce classement prend effet à compter du 5 août 1976, date où fut signifié au propriétaire l'avis d'intention de classer le bien culturel ci-après désigné, à savoir:

« Édifice six aux numéros 209 à 211 ouest, de la rue de La Gauchetière à Montréal et situé sur un terrain connu et désigné comme étant partie du lot cinq cent cinquante-six (P-556) aux plan et livre de renvoi officiels du quartier St-Laurent, division d'enregistrement de Montréal.

Ce 21^e jour d'avril 1977.

Le ministre des Affaires culturelles,
LOUIS O'NEILL.

1458-o

Reg. 77-236, 2 May 1977

CULTURAL PROPERTY ACT
(1972, c. 19)

**Presbytery of the Chinese Catholic Mission of the
Holy Spirit — Montreal**

The Minister of Cultural Affairs gives notice in accordance with section 29 of the Cultural Property Act (1972, c. 19) that he has proceeded to the classification of the cultural property described below and that such classification shall have effect from 5 August 1976, being the date on which the notice of intention of classifying the cultural property was served on the owner:

"Building at 209 to 211 ouest, rue la Gauchetière in Montreal and situate on a lot known and designated as being part of lot five hundred and fifty-six (P-556) in the official plan and book of reference of St. Laurent Ward, Montreal registration division."

This 21st day of April 1977.

LOUIS O'NEILL.
Minister of Cultural Affairs.

1458-o



C.T. 105577, 19 avril 1977
Règ. 77-244, 5 mai 1977

LOI DE LA FONCTION PUBLIQUE
(1965, 1^{re} session, c. 14)

Congés — Modifications

CONCERNANT un règlement modifiant le règlement concernant les congés.

ATTENDU QUE la Commission de la fonction publique a adopté, à son assemblée du 4 avril 1977, le règlement ci-joint modifiant de nouveau le règlement concernant les congés;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 16 de la Loi de la fonction publique (1965, 1^{re} session, c. 14) les règlements de la Commission sont subordonnés à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil et doivent être publiés dans la *Gazette officielle du Québec*;

ATTENDU QU'aux termes de l'article 22 de la Loi de l'administration financière (1970, c. 17) le Conseil du trésor exerce les pouvoirs conférés au lieutenant-gouverneur en conseil en vertu de la Loi de la fonction publique;

LE CONSEIL DU TRÉSOR DÉCIDE:

QUE soit approuvé le règlement ci-joint adopté par la Commission de la fonction publique à son assemblée du 4 avril 1977 à l'effet de modifier de nouveau le règlement concernant les congés;

QUE ce règlement soit publié dans la *Gazette officielle du Québec*.

Le greffier du Conseil du trésor,
PIERRE-YVES VACHON.

**Règlement modifiant le règlement
concernant les congés**

La Commission de la fonction publique du Québec, sous l'autorité de l'article 52 de la Loi de la fonction publique, décrète ce qui suit:

Art. 1 Les articles 5 et 5a du règlement concernant les congés sont remplacés par le suivant:

« **Art. 5** Les membres de la fonction publique régis par le règlement concernant le statut particulier du personnel des cadres supérieurs ou par celui concernant le statut particulier des adjoints aux cadres supérieurs bénéficient « mutatis mutandis », à l'égard des congés à leur être octroyés en vertu

T.B. 105577, 19 April 1977
Reg. 77-244, 5 May 1977

CIVIL SERVICE ACT
(1965, 1st session, c. 14)

Leaves-of-absence — Amendments

CONCERNING a Regulation amending the Regulation respecting leaves-of-absence.

WHEREAS the Civil Service Commission made, at its meeting held on 4 April 1977, the Regulation annexed hereto further amending the Regulation respecting leaves-of-absence;

WHEREAS under section 16 of the Civil Service Act (1965, 1st session, c. 14), the regulations of the Commission are subject to the approval of the Lieutenant-Governor in Council and shall be published in the *Québec Official Gazette*;

WHEREAS under section 22 of the Financial Administration Act (1970, c. 17), the Treasury Board shall exercise the powers conferred upon the Lieutenant-Governor in Council under the Civil Service Act;

IT IS DECIDED by the Treasury Board:

THAT the Regulation annexed hereto made by the Civil Service Commission at its meeting held on 4 April 1977 to further amend the Regulation respecting leaves-of-absence, be approved;

THAT this Regulation be published in the *Québec Official Gazette*.

PIERRE-YVES VACHON,
Clerk of the Treasury Board.

**Regulation amending the Regulation
respecting leaves-of-absence**

Pursuant to section 52 of the Civil Service Act, the Québec Civil Service Commission decrees as follows:

Sec. 1. Sections 5 and 5a of the Regulation respecting leaves-of-absence are replaced by the following:

"5. The members of the civil service governed by the Regulation respecting the particular status of senior officers or by that respecting the particular status of assistant senior officers shall benefit *mutatis mutandis*, with respect to the leaves-of-absence to be granted them pursuant to this Regu-

du présent règlement, des dispositions de la convention collective de travail de l'unité de négociation « PROFESSIONNELS », sous réserve, dans le cas du congé pour vacances annuelles, de ce qui suit:

- a) le tableau qui fait état de l'« accumulation de crédits de vacances du 1^{er} avril au 31 mars », est remplacé par le suivant:

Service continu au 1 ^{er} avril	Accumulation de crédits de vacances du 1 ^{er} avril au 31 mars (jours ouvrables)
Moins d'un an	Un jour et deux-tiers par mois de service continu (maximum vingt jours)
Un an et moins de dix ans	Vingt jours
Dix ans et onze ans	Vingt et un jours
Douze ans et treize ans	Vingt-deux jours
Quatorze ans et quinze ans	Vingt-trois jours
Seize ans et dix-sept ans	Vingt-quatre jours
Dix-huit ans et plus	Vingt-cinq jours

- b) dans le cas du cadre ou de l'adjoint qui a été privé de traitement pour cause de maladie, la « table des déductions de jours de vacances » ne prend effet qu'après le vingt-deuxième jour de maladie et la diminution à effectuer s'établit alors à quatre-vingt pour cent du nombre de jours à déduire selon la même table. Le cadre ou l'adjoint qui a été privé de traitement pour cause de maladie pendant une période complète de douze mois n'a toutefois droit à aucun crédit de vacances;
- c) le cadre ou l'adjoint qui a moins d'un an de service reçoit un crédit de vacances pour le mois où il a été embauché, quel que soit le quantième où il est entré en fonction. »

Art. 2 Le présent règlement entre en vigueur à compter de son approbation par l'autorité compétente et prend effet le 31 mars 1977.

lation, from the provisions of the collective labour agreement of the "PROFESSIONALS" negotiating unit, subject, in the case of leaves-of-absence for annual vacations, to the following:

- (a) the table which lists the "accumulation of vacation leave-of-absence credits from 1 April to 31 March", is replaced by the following:

Continuous service at 1 April	Accumulation of vacation leave-of-absence credits from 1 April to 31 March (working days)
Less than one year	One and two-third days per month of continuous service (maximum twenty days)
One year and less than ten years	Twenty days
Ten years and eleven years	Twenty-one days
Twelve years and thirteen years	Twenty-two days
Fourteen years and fifteen years	Twenty-three days
Sixteen years and seventeen years	Twenty-four days
Eighteen years and over	Twenty-five days

- (b) where the senior officer or the assistant senior officer has been deprived of his salary due to illness, the "table of deduction of vacation days" shall take effect only after the twenty-second day of illness and the reduction to be made shall then be established at eighty percent of the number of days to be deducted in accordance with the same table. The senior officer or assistant senior officer who has been deprived of his salary due to illness for a total period of twelve months shall not be entitled to any vacation leave-of-absence credits;
- (c) the senior officer or assistant senior officer who has less than one year of service shall receive a leave-of-absence credit for the month during which he was hired, regardless of the day on which he started."

Sec. 2. This Regulation shall come into force upon its approval by the competent authority and takes effect on 31 March 1977.

Règ. 77-258, 9 mai 1977

LOI SUR LES BIENS CULTURELS
(1972, c. 19)

Chapelle Saint-Antoine — Lac Bouchette

Le Ministre des Affaires culturelles donne avis conformément à l'article 29 de la Loi sur les biens culturels (1972, c. 19) qu'il a procédé au classement du bien culturel ci-dessous décrit et que ce classement prend effet à compter du 25 janvier 1977, date où fut signifié au propriétaire l'avis d'intention de classer le bien culturel ci-après désigné, à savoir:

« Une chapelle connue sous le nom de Chapelle Saint-Antoine et mesurant 12 pieds par 16 pieds située sur un terrain connu et désigné comme étant une partie du lot numéro sept (7) du Rang 6 du cadastre officiel du Canton Dablon, division d'enregistrement du Lac Saint-Jean-Ouest.

Ce 20^e jour d'avril 1977.

Le ministre des Affaires culturelles,
LOUIS O'NEILL.

1458-o

Reg. 77-258, 9 May 1977

CULTURAL PROPERTY ACT
(1972, c. 19)

Chapelle Saint-Antoine — Lake Bouchette

The Minister of Cultural Affairs gives notice in accordance with section 29 of the Cultural Property Act (1972, c. 19) that he has proceeded to the classification of the cultural property described below and that such classification shall have effect from 25 January 1977, being the date on which the notice of intention of classifying the cultural property was served on the owner:

"A chapel known by the name of Chapelle Saint Antoine and measuring 12 feet by 16 feet situate on a lot known and designated as being part of lot seven (7) of Range 6 of the official cadastre of Dablon Township, Lake St. John West registration division."

This 20th day of April 1977.

LOUIS O'NEILL,
Minister of Cultural Affairs.

1458-o



Règ. 77-259, 9 mai 1977

LOI SUR LES BIENS CULTURELS
(1972, c. 19)

Orgue de l'église Les Cèdres — Soulanges

Le ministre des Affaires culturelles donne avis conformément à l'article 29 de la Loi sur les biens culturels (1972, c. 19) qu'il a procédé au classement du bien culturel ci-dessous décrit et que ce classement prend effet à compter du 9 juillet 1976, date où fut signifié au propriétaire l'avis d'intention de classer le bien culturel ci-après désigné, à savoir:

« Un orgue construit en 1898 par Eusèbe Brodeur et logé dans le jubé ouest de l'Église de la Paroisse de Les Cèdres située sur une partie du lot 3 du cadastre officiel du Village Incorporé de Soulanges ou Les Cèdres, division d'enregistrement de Soulanges. »

Ce 20^e jour d'avril 1977.

Le ministre des Affaires culturelles,
LOUIS O'NEILL.

1458-o

Reg. 77-259, 9 May 1977

CULTURAL PROPERTY ACT
(1972, c. 19)

Organ of l'église Les Cèdres — Soulanges

The Minister of Cultural Affairs gives notice in accordance with section 29 of the Cultural Property Act (1972, c. 19) that he has proceeded to the classification of the cultural property described below and that such classification shall have effect from 9 July 1976, being the date on which the notice of intention of classifying the cultural property was served on the owner:

"An organ constructed in 1898 by Eusèbe Brodeur and lodged in the west rood-loft of the church of the parish of Les Cèdres situate on a part lot 3 of the official cadastre of the incorporated village of Soulanges or Les Cèdres, Soulanges registration division."

This 20th day of April 1977.

LOUIS O'NEILL,
Minister of Cultural Affairs.

1458-o

le 9 mai 1977

LOI SUR LES BIENS CULTURELS (1977, c. 11)

Ordonnance de l'église Les Cèdres - Soulanges

Le ministre des Affaires culturelles donne avis conforme à l'article 29 de la Loi sur les biens culturels (1977, c. 11) qu'il a procédé au classement du bien culturel ci-dessous décrit et que ce classement prendra effet à compter du 9 juillet 1977, date où l'ajout au propriétaire l'avis d'intention de classer le bien culturel ci-après énoncé, a saisi

Un orgue construit en 1892 par Eusèbe Brodeur et logé dans le jubé ouest de l'église de la Paroisse de Les Cèdres sur une partie du lot 3 du cadastre officiel du Village incorporé de Soulanges ou Les Cèdres, division cadastrale de Soulanges.

Ce 20^e jour d'avril 1977.

Les ministres des Affaires culturelles,
LUCIEN OUELLET

1428-0

le 9 mai 1977

LOI SUR LES BIENS CULTURELS (1977, c. 11)

Ordonnance de l'église Les Cèdres - Soulanges

The Minister of Cultural Affairs gives notice in accordance with section 29 of the Cultural Property Act (1977, c. 11) that he has proceeded to the classification of the cultural property described below and that this classification shall have effect from 9 July 1977, being the date on which the notice of intention of classifying the cultural property was served on the owner.

An organ constructed in 1892 by Eusèbe Brodeur and lodged in the west end of the church of the parish of Les Cèdres sits on a part lot 3 of the official cadastre of the incorporated village of Soulanges or Les Cèdres, Soulanges registration division.

This 20th day of April 1977.

The Minister of Cultural Affairs,
LUCIEN OUELLET

1428-0

Règ. 77-260, 9 mai 1977

LOI SUR LES BIENS CULTURELS
(1972, c. 19)

Peintures de la chapelle Saint-Antoine de Padoue

Le Ministre des Affaires culturelles donne avis conformément à l'article 29 de la Loi sur les biens culturels (1972, c. 19) qu'il a procédé au classement des oeuvres d'art ci-dessous décrites et que ce classement prend effet à compter du 25 janvier 1977, date où fut signifié au propriétaire l'avis d'intention de classer les oeuvres d'art ci-après désignées, à savoir:

« Les 23 peintures du peintre Charles Huot décorant l'intérieur de la Chapelle *St-Antoine* mesurant 12 pieds par 16 pieds et située sur un terrain connu et désigné comme étant une partie du lot numéro sept (7) du Rang 6 du cadastre officiel du Canton Dablon, division d'enregistrement du Lac Saint-Jean-Ouest. »

1. TITRE: *Saint-Antoine de Padoue*

AUTEUR: Charles Huot

MATIÈRE ET PROCÉDÉ: Huile sur toile, de forme ogivale

DATE: Entre 1909 et 1917

DIMENSIONS: H.: 1,80 m
L.: 2 m

SIGNATURE OU POINÇON: Nil

NOTE: La chapelle Saint-Antoine où sont situées ces oeuvres est classée « monument historique ».

2. TITRE: « *Il Santo* », la basilique *Saint-Antoine-de-Padoue*

AUTEUR: Charles Huot

MATIÈRE ET PROCÉDÉ: Huile sur toile, de forme ogivale.

DATE: Entre 1909 et 1917

DIMENSIONS: H.: 1,275 m
L.: 2,685 m

SIGNATURE OU POINÇON: Nil

Reg. 77-260, 9 May 1977

CULTURAL PROPERTY ACT
(1972, c. 19)

Paintings of the Chapelle Saint Antoine de Padoue

The Minister of Cultural Affairs gives notice in accordance with section 29 of the Cultural Property Act (1972, c. 19) that he has proceeded to the classification of the cultural property described below and that such classification shall have effect from 25 January 1977, being the date on which the notice of intention of classifying the cultural property was served on the owner:

"The 23 paintings of artist Charles Huot decorating the interior of the *St-Antoine* Chapel which measures 12 feet by 16 feet and situate on a lot known and designated as being part of lot seven (7) of Range 6 of the official cadastre of Dablon Township, Lake St. John West registration division."

1. TITLE: *Saint-Antoine de Padoue*

ARTIST: Charles Huot

MATERIAL AND PROCESS: Oil on canvas, in ogival form

DATE: Between 1909 and 1917

SIZE: H.: 1.80 m
W.: 2 m

SIGNATURE OR MARK: None

NOTE: The *Saint-Antoine* Chapel where these works are located is classified as a "historic monument".**2. TITLE: *Il Santo la basilique Saint-Antoine-de-Padoue***

ARTIST: Charles Huot

MATERIAL AND PROCESS: Oil on canvas, in ogival form.

DATE: Between 1909 and 1917

SIZE: H.: 1.275 m
W.: 0.685 m

SIGNATURE OR MARK: None

NOTE: La chapelle Saint-Antoine où sont situées ces œuvres est classée « monument historique »

3. TITRE: *Le miracle de la langue de Saint-Antoine*

AUTEUR: Charles Huot

MATIÈRE ET PROCÉDÉ: Huile sur toile, de forme ogivale

DATE: Entre 1909 et 1917

DIMENSIONS: H.: 1,64 m
L.: 0,78 m

SIGNATURE OU POINÇON: Nil

NOTE: La chapelle Saint-Antoine où sont situées ces œuvres est classée « monument historique ».

4. TITRE: *Les funérailles de Saint-Antoine*

AUTEUR: Charles Huot

MATIÈRE ET PROCÉDÉ: Huile sur toile, de forme ogivale

DATE: Entre 1909 et 1917

DIMENSIONS: H.: 1,645 m
L.: 0,78 m

SIGNATURE OU POINÇON: Nil

NOTE: La chapelle Saint-Antoine où sont situées ces œuvres est classée « monument historique »

5. TITRE: *Saint-Antoine ressuscitant un mort.*

AUTEUR: Charles Huot

MATIÈRE ET PROCÉDÉ: Huile sur toile, de forme ogivale

DATE: Entre 1909 et 1917

DIMENSIONS: H.: 1,67 m
L.: 0,765 m

SIGNATURE OU POINÇON: Nil

NOTE: The *Saint-Antoine* chapel where these works are located is classified as a "historic monument".

3. TITLE: *Le miracle de la langue de Saint-Antoine*

ARTIST: Charles Huot

MATERIAL AND PROCESS: Oil on canvas, in ogival form.

DATE: Between 1909 and 1917

SIZE: H.: 1.64 m
W.: 0.78 m

SIGNATURE OR MARK: None

NOTE: The *Saint-Antoine* chapel where these works are located is classified as a "historic monument".

4. TITLE: *Les funérailles de Saint-Antoine*

ARTIST: Charles Huot

MATERIAL AND PROCESS: Oil on canvas, in ogival form.

DATE: Between 1909 and 1917

SIZE: H.: 1.645 m
W.: 0.78 m

SIGNATURE OR MARK: None

NOTE: The *Saint-Antoine* chapel where these works are located is classified as a "historic monument".

5. TITLE: *Saint-Antoine ressuscitant un mort*

ARTIST: Charles Huot

MATERIAL AND PROCESS: Oil on canvas, in ogival form.

DATE: Between 1909 and 1917

SIZE: H.: 1.67 m
W.: 0.765 m

SIGNATURE OR MARK: None

NOTE: La chapelle Saint-Antoine où sont situées ces oeuvres est classée « Monument historique »

6. TITRE: *Apparition de l'Enfant Jésus*

AUTEUR: Charles Huot

MATIÈRE ET PROCÉDÉ: Huile sur toile, de forme ogivale

DATE: Entre 1909 et 1917

DIMENSIONS: H.: 1,67 m
L.: 0,79 m

SIGNATURE OU POINÇON: Nil

NOTE: La chapelle Saint-Antoine où sont situées ces oeuvres est classée « monument historique ».

7. TITRE: *Apparition de la Vierge, le jour de l'Assomption*

AUTEUR: Charles Huot

MATIÈRE ET PROCÉDÉ: Huile sur toile, de forme ogivale.

DATE: Entre 1909 et 1917

DIMENSIONS: H.: 1,674 m
L.: 0,705 m

SIGNATURE OU POINÇON: Nil

NOTE: La chapelle Saint-Antoine où sont situées ces oeuvres est classée « monument historique. »

8. TITRE: *Le miracle de la mule*

AUTEUR: Charles Huot

MATIÈRE ET PROCÉDÉ: Huile sur toile, de forme ogivale.

DATE: 1909 et 1917

DIMENSIONS: H.: 1,67 m
L.: 0,73 m

SIGNATURE OU POINÇON: Nil

NOTE: The *Saint-Antoine* chapel where these works are located is classified as a "historic monument".

6. TITLE: *Apparition de l'Enfant Jésus*

ARTIST: Charles Huot

MATERIAL AND PROCESS: Oil on canvas, in ogival form.

DATE: Between 1909 and 1917

SIZE: H.: 1.67 m
W.: 0.79 m

SIGNATURE OR MARK: None

NOTE: The *Saint-Antoine* chapel where these works are located is classified as a "historic monument".

7. TITLE: *Apparition de la Vierge, le jour de l'Assomption*

ARTIST: Charles Huot

MATERIAL AND PROCESS: Oil on canvas, in ogival form.

DATE: Between 1909 and 1917

SIZE: H.: 1.675 m
W.: 0.705 m

SIGNATURE OR MARK: None

NOTE: The *Saint-Antoine* chapel where these works are located is classified as a "historic monument".

8. TITLE: *Le miracle de la mule*

ARTIST: Charles Huot

MATERIAL AND PROCESS: Oil on canvas, in ogival form.

DATE: Between 1909 and 1917

SIZE: H.: 1.67 m
W.: 0.73 m

SIGNATURE OR MARK: None

NOTE: La chapelle Saint-Antoine où sont situées ces oeuvres est classée «monument historique »

NOTE: The *Saint-Antoine* chapel where these works are located is classified as a "historic monument".

9. TITRE: *La dévotion à Saint-Antoine*

9. TITLE: *La dévotion à Saint-Antoine*

AUTEUR: Inconnu

ARTIST: Unknown

MATIÈRE ET PROCÉDÉ: Huile sur toile, de forme ogivale

MATERIAL AND PROCESS: Oil on canvas, in ogival form.

DATE: Inconnue

DATE: Unknown

DIMENSIONS: H.: 2 m
L.: 1,35 m

SIZE: (approximately) H.: 2 m
W.: 1.35 m

SIGNATURE OU POINÇON: Nil

SIGNATURE OR MARK: None

NOTE: La chapelle Saint-Antoine où sont situées ces oeuvres est classée « Monument historique ».

NOTE: The *Saint-Antoine* chapel where these works are located is classified as a "historic monument".

10. TITRE: *La prédication aux poissons*

10. TITLE: *La prédication aux poissons*

AUTEUR: Charles Huot

ARTIST: Charles Huot

MATIÈRE ET PROCÉDÉ: Huile sur toile, de forme ogivale.

MATERIAL AND PROCESS: Oil on canvas, in ogival form.

DATE: Entre 1909 et 1917

DATE: Between 1909 and 1917

DIMENSIONS: H.: 1,675m
L.: 0,715m

SIZE: H.: 1.675 m
W.: 0.715 m

SIGNATURE DU POINÇON: Nil

SIGNATURE OR MARK: None

NOTE: La chapelle Saint-Antoine où sont situées ces oeuvres est classée « monument historique »

NOTE: The *Saint-Antoine* chapel where these works are located is classified as a "historic monument".

11. TITRE: *Saint Antoine apaisant une tempête*

11. TITLE: *Saint-Antoine apaisant une tempête*

AUTEUR: Charles Huot

ARTIST: Charles Huot

MATIÈRE ET PROCÉDÉ: Huile sur toile, de forme ogivale

MATERIAL AND PROCESS: Oil on canvas, in ogival form.

DATE: Entre 1909 et 1917

DATE: Between 1909 and 1917

DIMENSIONS: H.: 1,675m
L.: 0,755m

SIZE: H.: 1.675 m
W.: 0.755 m

SIGNATURE OU POINÇON: Nil

SIGNATURE OR MARK: None

NOTE: La chapelle St-Antoine où sont situées ces œuvres est classée « monument historique »

12. TITRE: *Apparition de Saint-François*

AUTEUR: Charles Huot

MATIÈRE ET PROCÉDÉ: Huile sur toile, de forme ogivale

DATE: Entre 1909 et 1917

DIMENSIONS: H.: 1,66 m
L.: 0,80 m

SIGNATURE OU POINÇON: Nil

NOTE: La chapelle Saint-Antoine où sont situées ces œuvres est classée « monument historique ».

13. TITRE: Saint-Antoine assistant à la messe à travers un mur qui s'entrouve.

AUTEUR: Charles Huot

MATIÈRE ET PROCÉDÉ: Huile sur toile, de forme ogivale

DATE: Entre 1909 et 1917

DIMENSIONS: H.: 1,64 m
L.: 0,79 m

SIGNATURE OU POINÇON: Nil

NOTE: La chapelle Saint-Antoine où sont situées ces œuvres est classée « monument historique ».

14. TITRE: *La maison paternelle de Saint-Antoine de Lisbonne*

AUTEUR: Charles Huot

MATIÈRE ET PROCÉDÉ: Huile sur toile, de forme ogivale

DATE: 1909 et 1917

DIMENSIONS: H.: 1,275 m
L.: 0,685 m

SIGNATURE OU POINÇON: Nil

NOTE: The *Saint-Antoine* chapel where these works are located is classified as a "historic monument".

12. TITLE: *Apparition de Saint-François*

ARTIST: Charles Huot

MATERIAL AND PROCESS: Oil on canvas, in ogival form.

DATE: Between 1909 and 1917

SIZE: H.: 1.66 m
W.: 0.80 m

SIGNATURE OR MARK: None

NOTE: The *Saint-Antoine* chapel where these works are located is classified as a "historic monument".

13. TITLE: Saint-Antoine assistant à la messe à travers un mur qui s'entrouve

ARTIST: Charles Huot

MATERIAL AND PROCESS: Oil on canvas, in ogival form.

DATE: Between 1909 and 1917

SIZE: H.: 1.64 m
W.: 0.79 m

SIGNATURE OR MARK: None

NOTE: The *Saint-Antoine* chapel where these works are located is classified as a "historic monument".

14. TITLE: *La maison paternelle de Saint-Antoine de Lisbonne*

ARTIST: Charles Huot

MATERIAL AND PROCESS: Oil on canvas in ogival form.

DATE: Between 1909 and 1917

SIZE: H.: 1.275 m
W.: 0.685 m

SIGNATURE OR MARK: None

NOTE: La chapelle Saint-Antoine où sont situées ces oeuvres est classée « monument historique ».

NOTE: The *Saint-Antoine* chapel where these works are located is classified as a "historic monument".

15. TITRE: *Le miracle de verre (chevalier)*

AUTEUR: Charles Huot

MATIÈRE ET PROCÉDÉ: Huile sur toile collée sur panneau de bois quadrilobé.

DATE: Entre 1909 et 1917

DIMENSIONS: Environ H.: 0,70 m
L.: 0,70 m

SIGNATURE OU POINÇON: Nil

NOTE: La chapelle St-Antoine où sont situées ces oeuvres est classée « monument historique ».

15. TITLE: *Le miracle de verre (chevalier)*

ARTIST: Charles Huot

MATERIAL AND PROCESS: Oil on canvas glued on quadrifoiled wood panel

DATE: Between 1909 and 1917

SIZE (approximately): H.: 0,70m
W.: 0,70m

SIGNATURE OR MARK: None

NOTE: The *Saint-Antoine* chapel where these works are located is classified as a "historic monument".

16. TITRE: *Le miracle de la jambe coupée*

AUTEUR: Charles Huot

MATIÈRE ET PROCÉDÉ: Huile sur toile collée sur panneau de bois quadrilobé

DATE: Entre 1909 et 1917

DIMENSIONS: Environ H.: 0,70m
L.: 0,70m

SIGNATURE OU POINÇON: Nil

NOTE: La chapelle St-Antoine où sont situées ces oeuvres est classée « monument historique ».

16. TITLE: *Le miracle de la jambe coupée*

ARTIST: Charles Huot

MATERIAL AND PROCESS: Oil on canvas glued on quadrifoiled wood panel

DATE: Between 1909 and 1917

SIZE (approximately): H.: 0.70m
W.: 0,70m

SIGNATURE OR MARK: None

NOTE: The *Saint-Antoine* chapel where these works are located is classified as a "historic monument".

17. TITRE: *Prédication de Saint-Antoine*

AUTEUR: Charles Huot

MATIÈRE ET PROCÉDÉ: Huile sur toile collée sur panneau de bois quadrilobé.

DATE: Entre 1909 et 1917

DIMENSIONS: Environ H.: 0,70 m
L.: 0,70 m

17. TITLE: *Prédication de Saint-Antoine*

ARTIST: Charles Huot

MATERIAL AND PROCESS: Oil on canvas glued on quadrifoiled wood panel

DATE: Between 1909 and 1917

SIZE (approximately): H.: 0.70m
W.: 0.70 m

SIGNATURE OU POINÇON: Nil

NOTE: La chapelle St-Antoine où sont situées ces oeuvres est classée « monument historique ».

18. TITRE: *La découverte du coeur de l'avare.*

AUTEUR: Charles Huot

MATIÈRE ET PROCÉDÉ: Huile sur toile collée sur panneau de bois quadrilobé.

DATE: Entre 1909 et 1917

DIMENSIONS: Environ H.: 0,70 m
L.: 0,70 m

SIGNATURE OU POINÇON: Nil

NOTE: La chapelle Saint-Antoine où sont situées ces oeuvres est classée « monument historique »

19. TITRE: *Scène de la vie de Saint-Antoine*

AUTEUR: Charles Huot (attribué à)

MATIÈRE ET PROCÉDÉ: Huile sur toile collée sur panneau de bois quadrilobé.

DATE: Entre 1909 et 1917

DIMENSIONS: Environ H.: 0,65 m
L.: 0,65 m

SIGNATURE OU POINÇON: Nil

NOTE: La chapelle Saint-Antoine où sont situées ces oeuvres est classée « monument historique »

20. TITRE: *Scène de la vie de Saint-Antoine*

AUTEUR: Charles Huot

MATIÈRE ET PROCÉDÉ: Huile sur toile collée sur panneau de bois quadrilobé.

DATE: Entre 1909 et 1917

SIGNATURE OR MARK: None

NOTE: The *Saint-Antoine* chapel where these works are located is classified as a "historic monument".

18. TITLE: *La découverte du coeur de l'avare*

ARTIST: Charles Huot

MATERIAL AND PROCESS: Oil on canvas glued on quadrifoiled wood panel

DATE: Between 1909 to 1917

SIZE (approximately): H.: 0.70 m
W.: 0.70 m

SIGNATURE OR MARK: None

NOTE: The *Saint-Antoine* chapel where these works are located is classified as a "historic monument".

19. TITLE: *Scène de la vie de Saint-Antoine*

ARTIST: Charles Huot (attributed to)

MATERIAL AND PROCESS: Oil on canvas glued on quadrifoiled wood panel

DATE: Between 1909 and 1917

SIZE (approximately): H.: 0.65 m
W.: 0.65 m

SIGNATURE OR MARK: None

NOTE: The *Saint-Antoine* chapel where these works are located is classified as a "historic monument".

20. TITLE: *Scène de la vie de Saint-Antoine*

ARTIST: Charles Huot

MATERIAL AND PROCESS: Oil on canvas glued on quadrifoiled wood panel

DATE: Between 1909 and 1917

DIMENSIONS: Environ H.: 0,70 m
L.: 0,70 m

SIGNATURE OU POINÇON: Nil

NOTE: La chapelle St-Antoine où sont situées ces œuvres est classée « monument historique »

SIZE (approximately): H.: 0.70 m
W.: 0.70 m

SIGNATURE OR MARK: None

NOTE: The *Saint-Antoine* chapel where these works are located is classified as a "historic monument".

21. TITRE: *Ubiquité de Saint-Antoine*

AUTEUR: Charles Huot

MATIÈRE ET PROCÉDÉ: Huile sur toile collée sur panneau de bois quadrilobé.

DATE: Entre 1909 et 1917

DIMENSIONS: Environ H.: 0,70 m
L.: 0,70 m

SIGNATURE OU POINÇON: Nil

NOTE: La chapelle St-Antoine où sont situées ces œuvres est classée « monument historique »

21. TITLE: *Ubiquité de Saint-Antoine*

ARTIST: Charles Huot

MATERIAL AND PROCESS: Oil on canvas glued on quadrifoiled wood panel

DATE: Between 1909 and 1917

SIZE (approximately): H.: 0.70 m
W.: 0.70 m

SIGNATURE OR MARK: None

NOTE: The *Saint-Antoine* chapel where these works are located is classified as a "historic monument".

22. TITRE: *La résurrection d'un enfant*

AUTEUR: Charles Huot

MATIÈRE ET PROCÉDÉ: Huile sur toile collée sur panneau de bois quadrilobé.

DATE: Entre 1909 et 1917

DIMENSIONS: Environ H.: 0,70 m
L.: 0,70 m

SIGNATURE OU POINÇON: Nil

NOTE: La chapelle St-Antoine où sont situées ces œuvres est classée « monument historique ».

22. TITLE: *La résurrection d'un enfant*

ARTIST: Charles Huot

MATERIAL AND PROCESS: Oil on canvas glued on quadrifoiled wood panel

DATE: Between 1909 and 1917

SIZE (approximately): H.: 0.70 m
W.: 0.70 m

SIGNATURE OR MARK: None

NOTE: The *Saint-Antoine* chapel where these works are located is classified as a "historic monument".

23. TITRE: *La tentation de Saint-Antoine enfant*

AUTEUR: Charles Huot

MATIÈRE ET PROCÉDÉ: Huile sur toile collée sur panneau de bois quadrilobé.

23. TITLE: *La tentation de Saint-Antoine enfant*

ARTIST: Charles Huot

MATERIAL AND PROCESS: Oil on canvas glued on quadrifoiled wood panel

DATE: Entre 1909 et 1917

DIMENSIONS: Environ H.: 0,70 m
L.: 0,70 m

SIGNATURE OU POINÇON: Nil

NOTE: La chapelle Saint-Antoine où sont situées ces œuvres est classée « monument historique ».

Ce 20^e jour d'avril 1977.

Le ministre des Affaires culturelles,
LOUIS O'NEILL.

1458-o

DATE: Between 1909 and 1917

SIZE (approximately): H.: 0.70 m
W.: 0.70 m

SIGNATURE OR MARK: None

NOTE: The *Saint-Antoine* chapel where these works are located is classified as a "historic monument".

This 20th day of April 1977.

LOUIS O'NEILL,
Minister of Cultural Affairs.

1458-o



Règ. 77-261, 9 mai 1977

LOI SUR LES BIENS CULTURELS
(1972, c. 19)

**Vitraux de l'église Saint-Mathieu —
St-Philippe de Laprairie**

Le Ministre des Affaires culturelles donne avis conformément à l'article 29 de la Loi sur les biens culturels (1972, c. 19) qu'il a procédé au classement des biens culturels ci-dessous décrits et que ce classement prend effet à compter du 11 décembre 1976, date où fut signifié au propriétaire l'avis d'intention de classer les biens culturels ci-après désignés, à savoir:

Les douze (12) vitraux de l'église de la paroisse Saint-Mathieu, située sur une partie du lot 348 du cadastre officiel de la Paroisse de St-Philippe, division d'enregistrement de Laprairie.

1. TITRE: *Saint-Antoine*

AUTEUR: Attribué à Guillaume Pellus

MATIÈRE ET PROCÉDÉ: Vitrail

DATE: Début du XX^e siècle

DIMENSIONS: Ouverture	:	H.:	inconnu
		L.:	1,20 m
		Vitrail	:
		H.:	inconnu
		L.:	0,685 m
		Filet	:
		L.:	0,015 m

SIGNATURE OU POINÇON: Nil

2. TITRE: *Sainte Cécile*

AUTEUR: Inconnu

MATIÈRE ET PROCÉDÉ: Vitrail

DATE: Début XX^e siècle

DIMENSIONS: Ouverture	:	H.:	0,98 m
		L.:	2,05 m
		Vitrail	:
		Diam.:	0,84 m
		Filet	:
		L.:	0,04 m

SIGNATURE OU POINÇON: Nil

3. TITRE: *Laissez venir à moi les petits enfants***Reg. 77-261, 9 May 1977**

CULTURAL PROPERTY ACT
(1972, c. 19)

**Stained glass windows of the *Saint-Mathieu* Church —
St-Philippe de Laprairie**

The Minister of Cultural Affairs gives notice in accordance with section 29 of the Cultural Property Act (1972, c. 19) that he has proceeded to the classification of the cultural property described below and that such classification shall have effect from 11 December 1976, being the date on which the notice of intention of classifying the cultural property was served on the owner:

"The twelve (12) stained glass windows of the church of the Saint-Mathieu parish situate on a part of lot 348 of the official cadastre of the parish of St-Philippe, Laprairie registration division."

1. TITLE: *Saint-Antoine*

ARTIST: Attributed to Guillaume Pellus

MATERIAL AND PROCESS: Stained glass

DATE: Early 20th century

SIZE: Aperture	:	H.:	Unknown
		W.:	1.20 m
		Stained glass:	H.:
			Unknown
		W.:	0.685 m
		Fillet	:
		W.:	0.015 m

SIGNATURE OR MARK: None

2. TITLE: *Sainte Cécile*

ARTIST: Unknown

MATERIAL AND PROCESS: Stained glass

DATE: Early 20th century

SIZE: Aperture	:	H.:	0.98 m
		W.:	2.05 m
		Stained glass:	Diam. 0.84 m
		Fillet	:
		W.:	0.04 m

SIGNATURE OR MARK: None

3. TITLE: *Laissez venir à moi les petits enfants*

- | | |
|---------------------------------------------------|--------------------------------------------|
| AUTEUR: Inconnu | ARTIST: Unknown |
| MATIÈRE ET PROCÉDÉ: Vitrail | MATERIAL AND PROCESS: Stained glass |
| DATE: Début XX ^e siècle | DATE: Early 20 th century |
| DIMENSIONS: Ouverture : H.: 1,83 m
L.: 1,125 m | SIZE: Aperture : H.: 1,83 m
W.: 1,125 m |
| Vitrail : H.: 0,83 m
L.: 0,45 m | Stained glass: H.: 0,83 m
W.: 0,45 m |
| Filet : L.: 0,10 m | Fillet : W.: 0,10 m |
| SIGNATURE OU POINÇON: Nil | SIGNATURE OR MARK: None |
4. TITRE: *Jésus et les disciples d'Emmaüs*
- | | |
|---------------------------------------------------|--------------------------------------------|
| AUTEUR: Inconnu | ARTIST: Unknown |
| MATIÈRE ET PROCÉDÉ: Vitrail | MATERIAL AND PROCESS: Stained glass |
| DATE: Début XX ^e siècle | DATE: Early 20 th century |
| DIMENSIONS: Ouverture : H.: inconnu
L.: 1,21 m | SIZE: Aperture : H.: Unknown
W.: 1,21 m |
| Vitrail : H.: inconnu
L.: 0,61 m | Stained glass: H.: Unknown
W.: 0,61 m |
| Filet : L.: 0,0125 | Fillet : W.: 0,0125 m |
| SIGNATURE OU POINÇON: Nil | SIGNATURE OR MARK: None |
5. TITRE: *Saint Louis, Jeanne d'Arc et Sainte Jeanne de Valois*
- | | |
|------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------|
| AUTEUR: Attribué au Studio Perdriau | ARTIST: Attributed to Studio Perdriau |
| MATIÈRE ET PROCÉDÉ: Vitrail | MATERIAL AND PROCESS: Stained glass |
| DATE: Fin XVIII ^e siècle ou début XX ^e siècle cf. note | DATE: Late 18 th century or early 20 th century; cf. note. |
| DIMENSIONS: Ouverture : H.: inconnu
L.: 1,21 m | SIZE: Aperture : H.: Unknown
W.: 1,21 m |
| Chaque panneau: H.: inconnu
L.: 0,395 m | Each panel : H.: Unknown
W.: 0,395 m |
| SIGNATURE OU POINÇON: Nil | SIGNATURE OR MARK: None |
| NOTE: Les experts consultés ne s'entendent pas sur l'âge de cette oeuvre. | NOTE: The experts consulted were not in agreement as to the age of this work. |
6. TITRE: *La mort de Saint-Joseph*
- | | |
|----------------------------------------|------------------------------------------|
| AUTEUR: Attribué au Studio J.P. O'Shea | ARTIST: Attributed to Studio J.P. O'Shea |
| MATIÈRE ET PROCÉDÉ: Vitrail | MATERIAL AND PROCESS: Stained glass |

DATE: Milieu XIX^e siècle ou début XX^e siècle cf. note

DIMENSIONS: Ouverture : H.: inconnu
L.: 1,21 m
Vitrail : H.: inconnu
L.: 1,21 m

SIGNATURE OU POINÇON: Nil

NOTE: Les experts consultés ne s'entendent pas sur l'âge de cette oeuvre.

7. TITRE: *Éducation de Saint-Louis*

AUTEUR: Attribué au Studio Perdriau

MATIÈRE ET PROCÉDÉ: Vitrail

DATE: Milieu XIX^e siècle ou début XX^e siècle cf. note

DIMENSIONS: Ouverture : H.: inconnu
L.: 1,20 m
Vitrail : H.: inconnu
L.: 0,795m
Filet : L.: 0,11 m

SIGNATURE OU POINÇON: Nil

NOTE: Les experts consultés ne s'entendent pas sur l'âge de cette oeuvre.

8. TITRE: *Reine des prophètes*

AUTEUR: Attribué à Guillaume Pellus, atelier J.P. O'Shea

MATIÈRE ET PROCÉDÉ: Vitrail

DATE: Milieu XIX^e siècle ou début XX^e siècle cf. note

DIMENSIONS: Ouverture : H.: inconnu
L.: 1,20 m
Vitrail : H.: inconnu
L.: 1,04.5 m
Filet : L.: 0,04 m

SIGNATURE OU POINÇON: Nil

NOTE: Les experts consultés ne s'entendent pas sur l'âge de cette oeuvre.

9. TITRE: *Vocation des apôtres*

AUTEUR: Attribué à Henry Perdriau, studio O'Shea

DATE: Mid- 19th century or early 20th century; cf. note

SIZE: Aperture : H.: Unknown
W.: 1.21 m
Stained glass: H.: Unknown
W.: 1.21 m

SIGNATURE OR MARK: None

NOTE: The experts consulted were not in agreement as to the age of this work.

7. TITLE: *Education de Saint-Louis*

ARTIST: Attributed to Studio Perdriau

MATERIAL AND PROCESS: Stained glass

DATE: Mid- 19th century or early 20th century; cf. note

SIZE: Aperture : H.: Unknown
W.: 1.20 m
Stained glass: H.: Unknown
W.: 0.795 m
Fillet : W.: 0.11 m

SIGNATURE OR MARK: None

NOTE: The experts consulted were not in agreement as to the age of this work.

8. TITLE: *Reine des prophètes*

ARTIST: Attributed to Guillaume Pellus, J.P. O'Shea workshop

MATERIAL AND PROCESS: Stained glass

DATE: Mid- 19th century or early 20th century; cf. note

SIZE: Aperture : H.: Unknown
W.: 1.20 m
Stained glass: H.: Unknown
W.: 1.045 m
Fillet : W.: 0.04 m

SIGNATURE OR MARK: None

NOTE: The experts consulted were not in agreement as to the age of this work.

9. TITLE: *Vocation des apôtres*

ARTIST: Attributed to Henry Perdriau, Studio O'Shea

- | | |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| MATIÈRE ET PROCÉDÉ: Vitrail | MATERIAL AND PROCESS: Stained glass |
| DATE: Début XIX ^e siècle ou début XX ^e siècle cf. note | DATE: Early 19 th century or early 20 th century; cf. note |
| DIMENSIONS: Ouverture : H.: inconnu
L.: 1,21 m
Vitrail : H.: inconnu
L.: 0,83 m
Filet : L.: 0,07 m | SIZE: Aperture : H.: Unknown
W.: 1.21 m
Stained glass: H.: Unknown
W.: 0.83 m
Fillet : W.: 0.07 m |
| SIGNATURE OU POINÇON: Nil | SIGNATURE OR MARK: None |
| NOTE: Les experts consultés ne s'entendent pas sur l'âge de cette oeuvre | NOTE: The experts consulted were not in agreement as to the age of this work. |
10. TITRE: *La Sainte Famille*
- AUTEUR: Attribué à Guillaume Pellus
- MATIÈRE ET PROCÉDÉ: Vitrail
- DATE: Début XX^e siècle
- DIMENSIONS: Ouverture : H.: inconnu
L.: 1,20 m
Vitrail : H.: inconnu
L.: 0,49 m
Filet : L.: 0,0015 m
- SIGNATURE OU POINÇON: J.P. O'Shea & Co.
Montréal
10. TITLE: *La Sainte Famille*
- ARTIST: Attributed to Guillaume Pellus
- MATERIAL AND PROCESS: Stained glass
- DATE: Early 20th century
- SIZE: Aperture : H.: Unknown
W.: 1.20 m
Stained glass: H.: Unknown
W.: 0.49 m
Fillet : W.: 0.015 m
- SIGNATURE OR MARK: J.P. O'Shea & Co.
Montreal
11. TITRE: *Ecce Agnus Dei*
- AUTEUR: Inconnu
- MATIÈRE ET PROCÉDÉ: Vitrail
- DATE: Début XX^e siècle
- DIMENSIONS: Ouverture : H.: 1,83 m
L.: 1,13 m
Vitrail : H.: 1,43 m
L.: 0,25 m
Filet : L.: 0,10 m
- SIGNATURE OU POINÇON: Nil
11. TITLE: *Ecce Agnus Dei*
- ARTIST: Unknown
- MATERIAL AND PROCESS: Stained glass
- DATE: Early 20th century
- SIZE: Aperture : H.: 1.83 m
W.: 1.13 m
Stained glass: H.: 1.43 m
W.: 0.25 m
Fillet : W.: 0.10 m
- SIGNATURE OR MARK: None
12. TITRE: *Saint-Pierre aux clefs*
- AUTEUR: Inconnu
- MATIÈRE ET PROCÉDÉ: Vitrail
12. TITLE: *Saint-Pierre aux clefs*
- ARTIST: Unknown
- MATERIAL AND PROCESS: Stained glass

DATE: Début XX^e siècleDATE: Early 20th century

DIMENSIONS: Ouverture : H.: 0,82 m
L.: 1,83 m
Vitrail : Diam: 0,82 m

SIZE: Aperture : H.: 0.82 m
W.: 1.83 m
Stained glass: Diam.: 0.82 m

SIGNATURE OU POINÇON: Nil

SIGNATURE OR MARK: None

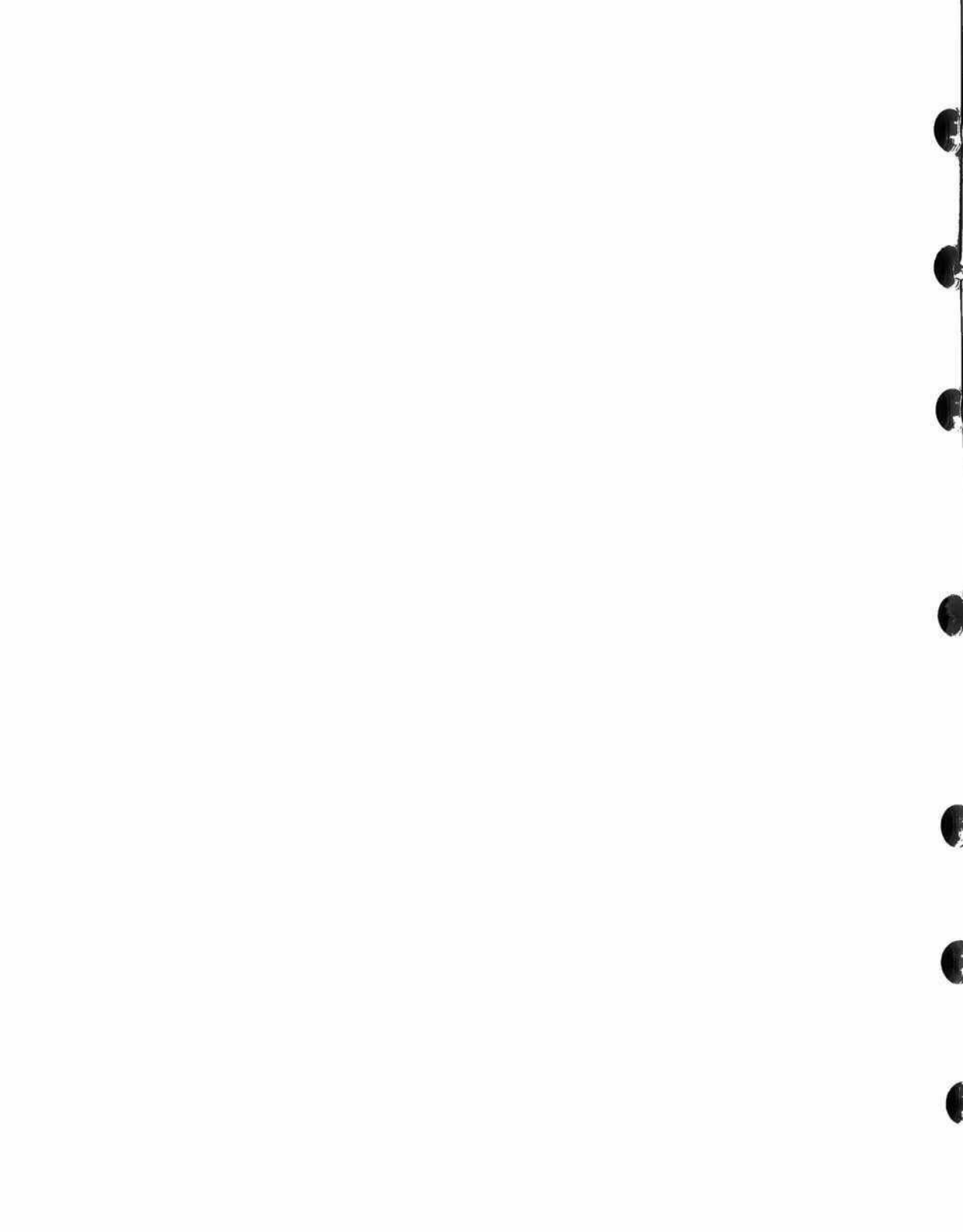
Ce 20^e jour d'avril 1977.This 20th day of April 1977.

Le ministre des Affaires culturelles,
LOUIS O'NEILL.

LOUIS O'NEILL,
Minister of Cultural Affairs.

1458-o

1458-o



A.C. 1633-77, 18 mai 1977
Règ. 77-290, 19 mai 1977

LOI DU MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES
(S.R.Q., 1964, c. 83)

**Signature de documents de la compétence du ministre
délégué à l'Énergie**

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la signature de certains documents de la
compétence du ministre délégué à l'Énergie.

ATTENDU QU'en vertu de l'arrêté en conseil 4240-76 du 15
décembre 1976, le ministre délégué à l'Énergie exerce les
fonctions du ministre des Richesses naturelles à l'égard des
responsabilités y mentionnées;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 7 de la Loi du ministère
des Richesses naturelles (S.R.Q., 1964, c. 83 et amende-
ments), nul acte, document ou écrit n'engage le ministère, ni
ne peut être attribué au ministre, s'il n'est signé par lui, par le
sous-ministre ou un fonctionnaire mais uniquement, dans le
cas de ce dernier, dans la mesure déterminée par règlement
du lieutenant-gouverneur en conseil publié dans la *Gazette
officielle du Québec*;

ATTENDU QU'il y a lieu d'adopter un règlement autorisant
monsieur Michel Audet, sous-ministre associé à l'Énergie, à
signer avec la même autorité pour le ministre délégué à
l'Énergie divers documents, actes ou écrits de la compétence
de ce dernier;

IL EST ORDONNÉ sur la proposition du ministre délégué à
l'Énergie:

QUE le règlement ci-joint, concernant la signature de
certains documents de la compétence du ministre délégué à
l'Énergie, soit adopté et publié dans la *Gazette officielle du
Québec*.

Le greffier du Conseil exécutif,
GUY COULOMBE.

O.C. 1633-77, 18 May 1977
Reg. 77-290, 19 May 1977

NATURAL RESOURCES DEPARTMENT ACT
(R.S.Q., 1964, c. 83)

**Signing of documents within the jurisdiction
of the Minister-Delegate, Energy**

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the signing of certain documents within the
jurisdiction of the Minister-Delegate, Energy.

WHEREAS under the Order in Council 4240-76 dated 15 De-
cember 1976 the Minister-Delegate, Energy carries out the
duties of the Minister of Natural Resources with respect to
the responsibilities mentioned therein;

WHEREAS under section 7 of the Natural Resources
Department Act (R.S.Q., 1964, c. 83 and amendments), no
deed, document or writing shall bind the Department or be
attributed to the Minister unless it is signed by him, the
Deputy Minister or an officer and only, in the case of the
latter, to the extent determined by regulation of the Lieute-
nant-Governor in Council published in the *Québec Official
Gazette*.

WHEREAS it is expedient to make a regulation authorizing
Mr. Michel Audet, Associate Deputy Minister, Energy, to
sign with the same authority as the Minister-Delegate,
Energy various documents, deeds and writings within the
jurisdiction of the latter;

IT IS ORDERED on the recommendation of the Minister-
Delegate, Energy:

THAT the Regulation annexed hereto respecting the sign-
ing of certain documents within the jurisdiction of the Minis-
ter-Delegate, Energy be adopted and published in the *Québec
Official Gazette*.

GUY COULOMBE,
Clerk of the Executive Council.

Règlement concernant la signature de certains documents, de la compétence du ministre délégué à l'Énergie

**Loi du ministère des Richesses naturelles
(S.R.Q. 1964, c. 83)**

1. Monsieur Michel Audet, sous-ministre associé à l'Énergie, est autorisé à signer, avec la même autorité, tout acte, document ou écrit que le sous-ministre des Richesses naturelles est habilité à signer en rapport avec les responsabilités confiées au ministre délégué à l'Énergie.

2. Le présent règlement prend effet le 1^{er} juin 1977.

1459-o

Regulation concerning the signing of certain documents within the jurisdiction of the Minister-Delegate, Energy

**Natural Resources Department Act
(R.S.Q., 1964, c. 83)**

1. Mr. Michel Audet, Associate Deputy-Minister, Energy, is authorized to sign with the same authority all deeds, documents and writings that the Deputy Minister of Natural Resources is authorized to sign relevant to the responsibilities entrusted to the Minister-Delegate, Energy.

2. This Regulation shall have effect from 1 June, 1977.

1459-o

A.C. 1679-77, 26 mai 1977
Règ. 77-294, 31 mai 1977

CODE DES PROFESSIONS
(1973, c. 43)

Tableau des membres des corporations professionnelles

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le tableau des membres des corporations professionnelles.

ATTENDU QUE le paragraphe *a* du premier alinéa de l'article 177 du Code des professions (1973, c. 43) prévoit que le lieutenant-gouverneur en conseil, après consultation de l'Office et du Conseil interprofessionnel, peut, par règlement, déterminer des normes relatives à la confection, au contenu, à la mise à jour et à la publication du tableau des membres d'une corporation;

ATTENDU QUE les consultations requises par la loi ont été faites;

ATTENDU QU'il y a lieu d'approuver le règlement ci-annexé;

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la recommandation du ministre responsable de l'application des lois professionnelles:

QUE le règlement annexé au présent arrêté en conseil soit adopté sous le titre de « Règlement concernant le tableau des membres des corporations professionnelles ».

Le greffier du Conseil exécutif,
GUY COULOMBE.

**Règlement concernant le tableau
des membres des corporations
professionnelles**

Code des professions
(1973, c. 43, a. 177, premier alinéa, par. a)

Section 1

DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION

1. Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par:

a) « Code »: le Code des professions (1973, c. 43);

O.C. 1679-77, 26 May 1977
Reg. 77-294, 31 May 1977

PROFESSIONAL CODE
(1973, c. 43)

Membership rolls of professional corporations

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the membership rolls of professional corporations.

WHEREAS subparagraph *a* of the first paragraph of section 177 of the Professional Code (1973, c. 43) provides that the Lieutenant-Governor in Council, after consultation with the Board and the Interprofessional Council, may, by regulation, prescribe standards for the preparation, content, updating and publication of the membership roll of a corporation;

WHEREAS the consultations required by law have been carried out;

WHEREAS it is expedient to approve the Regulation annexed hereto;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister responsible for the application of the laws respecting the professions:

THAT the Regulation entitled "Regulation respecting the membership rolls of professional corporations", a copy of which is annexed to this Order in Council, be made.

GUY COULOMBE,
Clerk of the Executive Council.

**Regulation respecting the membership rolls
of professional corporations**

Professional Code
(1973, c. 43, s. 177, first para.,
sub-para. a)

Division 1

DEFINITIONS AND INTERPRETATION

1. In this Regulation, unless the context indicates otherwise, the following words mean:

(a) "Code": the Professional Code (1973, c. 43);

- | | |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>b) « corporation »: une corporation professionnelle dont le nom apparaît à l'annexe I du Code ou qui est constituée conformément à ce Code;</p> <p>c) « secrétaire »: le secrétaire d'une corporation;</p> <p>d) « tableau »: la liste des membres en règle d'une corporation, dressée conformément au présent règlement.</p> | <p>(b) "corporation": a professional corporation whose name appears in Schedule I to the Code or which is constituted in accordance with the Code;</p> <p>(c) "secretary": the secretary of a corporation;</p> <p>(d) "roll": the list of the members in good standing of a corporation, prepared in accordance with this Regulation.</p> |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
- 2.** La Loi d'interprétation (S.R.Q., 1964, c. 1), avec ses modifications présentes et futures, s'applique au présent règlement.
- 2.** The Interpretation Act (R.S.Q., 1964, c. 1), with present and future amendments, applies to this Regulation.

Section 2

CONTENU DU TABLEAU

- 3.** Le tableau d'une corporation porte le titre de « Tableau de ... (nom de la corporation) ».
- 4.** Le tableau comprend, relativement à chaque personne qui y est inscrite, les renseignements suivants:
- a) ses nom et prénoms;
 - b) s'il n'exerce pas sous son seul nom, la raison sociale de son bureau ou le nom de son employeur;
 - c) l'adresse de son bureau principal ou de son employeur, y compris la municipalité et, si celle-ci est située à l'extérieur du Québec, le nom de la province ou du pays où elle se trouve;
 - d) l'année de sa première inscription au tableau;
 - e) sa date de naissance;
 - f) son sexe;
 - g) sa citoyenneté;
 - h) le secteur d'activités où il exerce principalement sa profession, établi suivant l'une des catégories suivantes:
 - i) pratique privée;
 - ii) à l'emploi d'une entreprise, compagnie ou coopérative du secteur privé;
 - iii) à l'emploi d'un organisme du secteur public ou para-public;

Division 2

CONTENT OF ROLL

- 3.** The roll of a corporation shall be entitled: "Roll of... (name of the corporation)".
- 4.** The roll shall include, with respect to each person thereon registered, the following information:
- (a) his surname and given names;
 - (b) if he does not practise under his own name alone, the firm-name of his office or the name of his employer;
 - (c) the address of his head office or that of his employer, including the municipality and, if the latter is located outside Québec, the name of the province or country in which it is located;
 - (d) the year in which he was first registered on the roll;
 - (e) his date of birth;
 - (f) his sex;
 - (g) his citizenship;
 - (h) the sector of activities in which he principally practises his profession, established in accordance with one of the following categories:
 - (i) private practice;
 - (ii) in the employ of an enterprise, company or cooperative of the private sector;
 - (iii) in the employ of a body of the public or para-public sector;

- iv) autres;
- 1) le cas échéant, la mention de son certificat de spécialiste.

5. Une personne qui désire être inscrite au tableau et qui n'exerce pas sa profession doit fournir, aux fins du paragraphe c de l'article 4, une adresse où le rejoindre ou celle de son domicile.

6. Une corporation dont la loi constitutive tient compte, à des fins d'élections, du domicile ou de la résidence de ses membres, doit inscrire dans son tableau l'adresse de ce lieu pour chacun de ses membres.

Section 3

CONFECTION, MISE À JOUR ET PUBLICATION DU TABLEAU

7. Le secrétaire d'une corporation dresse le tableau et le tient à jour en y inscrivant au fur et à mesure toute modification dont il est informé relativement aux renseignements qu'il contient.

8. Le secrétaire doit conserver le tableau au siège social de la corporation.

9. Sur demande, une corporation doit divulguer si une personne est inscrite au tableau ou, le cas échéant, si elle détient un certificat de spécialiste; elle peut aussi donner tout autre renseignement contenu au tableau.

Section 4

DISPOSITION FINALE

10. Le présent règlement entre en vigueur le 1^{er} avril 1978.

1454-o

- (iv) other;
- (i) where applicable, mention of his specialist's certificate.

5. A person who wishes to be entered on the roll and who does not practise his profession must, for the purposes of paragraph c of section 4, provide an address where he may be reached or that of his domicile.

6. A corporation whose constitutive act takes into account, for purposes of elections, the domicile or residence of its members, must enter on its roll the address of such place for each of its members.

Division 3

PREPARATION, UPDATING AND PUBLICATION OF THE ROLL

7. The secretary of a corporation prepares the roll and keeps it up-to-date by promptly entering thereon any change respecting the information contained of which he has been informed.

8. The secretary must keep the roll at the corporate seat of the corporation.

9. Upon request, a corporation must make known if a person is entered on the roll or, where applicable, if that person holds a specialist's certificate. It may also provide any other information contained on the roll.

Division 4

FINAL PROVISION

10. This Regulation shall come into force on 1 April 1978.

1454-o



A.C. 1695-77, 26 mai 1977
Règ. 77-301, 31 mai 1977

LOI DE L'HÔTELLERIE
(S.R.Q., 1964, c. 205)

Établissements hôteliers et restaurants

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le règlement relatif aux établissements hôteliers et restaurants.

ATTENDU QU'il est opportun de remplacer le règlement relatif aux établissements hôteliers et restaurants;

ATTENDU QU'il y a lieu de remplacer le règlement adopté par l'arrêté en conseil 4069, du 10 septembre 1975;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du Ministre du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche:

QUE soit approuvé le règlement ci-annexé et intitulé « Règlement relatif aux établissements hôteliers et restaurants ».

QUE le règlement adopté par l'arrêté en conseil 4069, du 10 septembre 1975, soit remplacé en conséquence.

Le greffier du conseil exécutif,
GUY COULOMBE.

Règlement relatif aux établissements hôteliers et restaurants

Loi de l'Hôtellerie
(S.R.Q. 1964, Chap. 205, art. 12)

Section I

APPLICATION

1. Le présent règlement, sauf dans les cas où il est stipulé qu'il concerne une nouvelle construction, s'applique à tous les établissements hôteliers ou restaurants.

Section II

DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATIONS

2. Dans le présent règlement, les expressions suivantes signifient:

O.C. 1695-77, 26 May 1977
Reg. 77-301, 31 May 1977

HOTELS ACT
(R.S.Q., 1964, c. 205)

Hotel establishments and restaurants

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the Regulation respecting hotel establishments and restaurants.

WHEREAS it is expedient to replace the Regulation respecting hotel establishments and restaurants;

WHEREAS it is expedient to replace the Regulation made under Order in Council 4069 dated 10 September 1975;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Tourism, Fish and Game;

THAT the Regulation annexed hereto and entitled "Regulation respecting hotel establishments and restaurants" be made;

THAT the Regulation made under Order in Council 4069 dated 10 September 1975 be therefore replaced.

GUY COULOMBE,
Clerk of the Executive Council.

Regulation respecting hotel establishments and restaurants

Hotels Act
(R.S.Q., 1964, c. 205, s. 12)

Division I

SCOPE

1. This Regulation, except wherein specified that a new construction is concerned, shall apply to all hotel establishments or restaurants.

Division II

DEFINITIONS AND INTERPRETATION

2. In this Regulation, the following words and expressions mean:

- 2.1** « Personne »: une personne physique;
- 2.2** « Client »: une personne qui:
- 2.2.1** effectue la location d'une chambre en vue de loger dans l'établissement et comprend également la ou les personnes qui l'accompagnent ou
- 2.2.2** commande, achète ou consomme de la nourriture ou des breuvages moyennant paiement;
- 2.3** « Exploitant »: une personne responsable de l'administration ou de la surveillance de l'établissement hôtelier ou du restaurant, soit pour le bénéfice d'une corporation ou d'une société soit pour son propre bénéfice personnel;
- 2.4** « Détenteur »: une personne qui détient à son nom le permis visé aux articles 3 et 4 de la Loi;
- 2.5** « Nouvelle construction »: s'entend de tout projet de nouvel immeuble, de partie d'immeuble ou d'agrandissement soumis, approuvé ou exécuté après l'entrée en vigueur du présent règlement;
- 2.6** « Chambre »: une pièce spécialement aménagée pour loger un ou plusieurs clients;
- 2.7** « Suite »: au moins deux (2) pièces communicantes dont une est spécialement aménagée pour servir de salon particulier et l'autre de chambre;
- 2.8** « Rez-de-chaussée ou premier étage »: l'étage dont le plancher est le plus rapproché du sol adjacent à l'entrée principale et dont le plafond est à plus de six pieds (1,0m) de ce sol;
- 2.9** « Séjour à forfait »: séjour en vertu duquel un prix invariable est fixé à l'avance pour plusieurs services déterminés dans une convention;
- 2.10** « Fenêtre »: ouverture faite dans un mur, une paroi ou une porte pour laisser passer l'air et la lumière.
- 3.** Les institutions de bien-être social, de charité ou d'éducation qui sont sous la juridiction d'un ministère provincial, de même que les établissements non gouvernementaux de bien-être social, de charité ou d'éducation constituent des catégories non assujetties au présent règlement à moins que ces établissements n'admettent des clients provenant de l'extérieur qui ne sont ni résidents, ni étudiants, professeurs ou employés.
- 4.** Les pourvoyeurs de chasse ou de pêche au sens de la Loi de la Conservation de la Faune (1969, ch. 58), les établisse-
- 2.1** "Person": a natural person;
- 2.2** "Customer": a person who:
- 2.2.1** Rents a bedroom for the purpose of lodging in the establishment and also includes the person(s) accompanying him; or
- 2.2.2** Orders, purchases or consumes food or beverages for payment.
- 2.3** "Operator": a person responsible for the administration or supervision of the hotel establishment or restaurant, either on behalf of a corporation or partnership or for his own personal gain;
- 2.4** "Holder": a person who holds in his own name the permit contemplated in sections 3 and 4 of the Act;
- 2.5** "New construction": any project concerning a new immovable, part of an immovable or enlargement submitted, approved or carried out after the coming into force of this Regulation;
- 2.6** "Bedroom": a room specially designed to lodge one or several customers;
- 2.7** "Suite": at least two (2) communicating rooms one of which is specially designed to serve as a private living room and the other as bedrooms;
- 2.8** "Main floor or first floor": the floor closes to the ground level adjacent to the main entrance and whose ceiling is more than six feet (1.8 m) above the said ground;
- 2.9** "Package stay": accommodation in respect of which a fixed price is determined in advance for several services determined in a contract.
- 2.10** "Window": opening made in a wall, partition or door to permit the passage of air and light.
- 3.** Social welfare, charitable or educational institutions which are under the jurisdiction of a provincial department as well as non-governmental social welfare, charitable or educational establishments shall constitute classes not subject to this Regulation unless these establishments admit customers from outside the establishment who are not residents, students, teachers or employees.
- 4.** Hunting or fishing outfitters within the meaning of the Wildlife Conservation Act (1969, c. 58), establishments

ments exploités par une entreprise commerciale ou un service public à l'intention exclusive de ses employés de même que les clubs privés exploités à l'intention exclusive des membres et de leurs invités constituent des catégories non assujetties à l'application du présent règlement.

5. Les établissements visés aux articles 3 et 4 et où le service de l'alimentation est assuré par un exploitant opérant à son profit sont assujettis à la Loi et au présent règlement.

operated by a business undertaking or a public service for the exclusive use of its employees as well as private clubs operated for the exclusive use of members and their guests shall constitute classes not subject to the application of this Regulation.

5. The establishments contemplated in sections 3 and 4 and where food service is provided by an operator operating for his own profit are subject to the Act and this Regulation.

Section III

CERTIFICAT DE CONSTRUCTION D'AGRANDISSEMENT, DE RÉFECTION OU DE TRANSFORMATION

6. Pour obtenir le certificat obligatoire visé à l'article II de la Loi le requérant doit en faire la demande au ministre, accompagnée:

6.1 des titres de propriété ou de location;

6.2 d'un certificat d'acceptation du projet par la corporation municipale concernée;

6.3 de l'autorisation du directeur des Services de la protection de l'environnement prévue à l'article 32 de la Loi de la Qualité de l'environnement (1972, c. 49);

6.4 d'un plan d'ensemble de l'établissement indiquant s'il y a lieu l'agencement des différentes bâtisses et leur orientation sur le terrain;

6.5 de six (6) copies de plans préalablement approuvés par le ministère du Travail à l'échelle de $\frac{1}{8}''$ ou de $\frac{1}{4}'' = 1'0''$ (1:100m ou 1:50m au mètre), de chaque étage, du sous-sol ou de la cave et indiquant:

6.5.1 l'emplacement des portes, de l'entrée principale et des fenêtres avec leurs dimensions et le sens de l'ouverture;

6.5.2 les corridors, les issues et leurs dimensions;

6.5.3 la composition et le fini des murs, des planchers et de l'insonorisation des chambres;

6.5.4 le nom et l'adresse du requérant et le nom et l'adresse de l'auteur des plans.

7. Dans toute nouvelle construction, ces plans devront être assujettis aux prescriptions de l'article 16 de la Loi des architectes (1973, c. 59).

Division III

CERTIFICATE OF CONSTRUCTION, ENLARGEMENT, RESTORATION OR REMODELLING

6. In order to obtain the compulsory certificate contemplated in section 11 of the Act, the applicant must submit an application to the Minister together with:

6.1 title deeds of ownership or rental;

6.2 a certificate of acceptance of the project by the municipal corporation concerned;

6.3 the authorization of the Director of Environment Protection Services prescribed in section 32 of the Environment Quality Act (1972, c. 49);

6.4 an overall plan of the establishment indicating, where applicable, the lay-out of the various buildings and their orientation on the land;

6.5 six (6) copies of the plans previously approved by the Minister of Labour on a scale of $\frac{1}{8}''$ or $\frac{1}{4}'' = 1'0''$ (1:100 m or 1:50 m to the metre) for each floor, the basement or the cellar and indicating:

6.5.1 the location of doors, of the main entrance and of windows with their dimensions and the direction in which they open;

6.5.2 the corridors and exits and their dimensions;

6.5.3 the composition and finish of walls, floors and the soundproofing of bedrooms;

6.5.4 the name and address of the applicant and the name and address of the author of the plans.

7. For any new construction, the said plans must be subject to the prescriptions of section 16 of the Architects Act (1973, c. 59).

8. Dans les cas d'agrandissement, de réfection ou de transformation, selon la nature des travaux projetés ou dans le cas d'un achat ou de la location d'un établissement, les documents énumérés à l'article 6 demeurent exigibles.

9. Outre les chambres, toutes les pièces d'un établissement doivent être identifiées de numéros correspondant aux plans déposés et approuvés par le ministre.

10. Les plans soumis doivent être approuvés avant le début des travaux et cette approbation est valide pour une période de douze (12) mois, à compter de la date de l'approbation.

Un dépôt de vingt-cinq (\$25.00) dollars doit accompagner la demande pour l'étude des plans.

11. Une copie des plans approuvés doit être gardée sur les lieux à la disposition des inspecteurs.

8. In cases of enlargement, restoration or remodelling and depending on the nature of the proposed works, or in the case of the purchase or the rental of an establishment, the documents enumerated in section 6 may be demanded.

9. In addition to the bedrooms, every room in an establishment must be identified by numbers corresponding to the plans filed and approved by the Minister.

10. The plans submitted must be approved before the commencement of work and the said approval shall be valid for a period of twelve (12) months from the date of approval.

A deposit of twenty-five (\$25.00) dollars must be sent with the application for study of the plans.

11. A copy of the approved plans must be kept on the premises at the disposal of inspectors.

Section IV

PERMIS

12. Une demande pour le permis visé aux articles 3 et 4 de la Loi pour les fins d'exploitation d'un établissement hôtelier ou d'un restaurant doit être faite au ministre et la demande en sus des items énumérés à l'article 4 de la Loi doit être accompagnée des documents suivants:

12.1 le texte de l'enseigne;

12.2 l'autorisation écrite et la preuve de son mandat, si le requérant du permis agit pour le bénéfice d'une corporation ou d'une société;

12.3 dans le cas d'un établissement hôtelier, la déclaration du prix des chambres, dûment complétée;

12.4 un jeu de photographies de grandeur minimale de cinq (5) pouces (12cm) sur sept (7) pouces (17cm) illustrant chacune des élévations extérieures libres du bâtiment;

12.5 un certificat du ministère du Travail et si le gaz est utilisé dans l'établissement, un certificat de la Régie du Gaz;

12.6 un certificat des Services de la protection de l'environnement à l'exception des établissements situés dans une municipalité desservie par un service public d'aqueduc et d'égouts.

13. Tout permis est délivré au nom d'une personne physique, pour son compte ou pour le bénéfice d'une corporation

Division IV

PERMITS

12. An application for the permit contemplated in sections 3 and 4 of the Act for the purpose of operating a hotel establishment or a restaurant must be made to the Minister and, in addition to the items enumerated in section 4 of the Act, the application must be accompanied by the following documents:

12.1 the text of the wording of the sign;

12.2 the written authorization and proof of his mandate, if the applicant for a permit acts on behalf of a corporation or a partnership;

12.3 in the case of a hotel establishment, the declaration of the price of the bedrooms, duly completed;

12.4 a set of photographs measuring at least five (5) inches (12 cm) by seven (7) inches (17 cm), each illustrating the free exterior elevations of the building;

12.5 a certificate from the Department of Labour and, if gas is used in the establishment, a certificate from the Gas Board;

12.6 a certificate from the Environment Protection Services, except for establishments situated in a municipality with a public waterworks and sewer service.

13. Every permit shall be issued in the name of a natural person on his own account or on behalf of a corporation or a

ou d'une société à la condition que les droits en aient été acquittés et que l'inspection prévue à l'article 6 de la Loi ait été effectuée.

14. Le permis peut être renouvelé d'année en année, à la condition que le détenteur se conforme à la Loi de l'Hôtellerie et au règlement adopté en vertu de cette Loi.

14.1 Toutes les chambres doivent satisfaire constamment à toutes les normes édictées par le présent règlement.

Si un détenteur de permis désire fermer une partie de son établissement, il doit en aviser immédiatement le Service de l'Hôtellerie et retourner les cartes de prix de chambres correspondant aux pièces fermées.

15. Les demandes de renouvellement de permis doivent être faites au ministre et être adressées au moins trois mois avant l'expiration du permis au Service de l'Hôtellerie.

16. Les droits exigibles à l'occasion de la délivrance d'un permis sont:

16.1 pour les établissements hôteliers

\$20.00 de base, plus \$2.00 par chambre destinée aux clients, avec un maximum de \$600.00;

16.2 pour les catégories de restaurants

\$30.00 de base pour un établissement sans places assises, plus \$1.00 par groupe ou partie de groupe de vingt (20) places assises ou tel que déterminé lors de l'approbation des plans conformément à l'article 61; pour les fins de cet article, toutes les salles utilisées régulièrement ou occasionnellement aux fins de restauration doivent être prises en considération.

Les droits sont payables par chèque visé ou mandat de poste à l'ordre du ministre des Finances.

17. Les droits que confère un permis ne peuvent être valablement transférés à une autre personne, sauf dans les cas de décès ou de faillite du détenteur du permis. Dans ces derniers cas, une demande de permis doit être faite au ministre et la demande doit être accompagnée des documents prévus à l'article 12 et du registre ou fichier mentionné à l'article 133 du présent règlement couvrant les deux dernières années et détenu par le présent détenteur du permis. Dans tous les autres cas d'aliénation, le cédant ou ses héritiers doit remettre à l'acquéreur ce même fichier ou registre.

18. Si une demande de changement de détenteur, agissant pour le compte d'une compagnie ou d'une société est faite au ministre par résolution, ce changement est accepté moyennant le versement de droits de \$10.00 et à la condition

partnership, provided the duties have been paid and the inspection prescribed in section 6 of the Act has been carried out.

14. The permit may be renewed from year to year provided the holder complies with the Hotels Act and the regulation made under such Act.

14.1 Every room must, at all times, respect all standards decreed by this Regulation.

If the permit holder wishes to close a part of his establishment, he must immediately inform the hostelry division thereof and return the room price cards which correspond to the rooms closed.

15. Applications for the renewal of a permit must be made to the Minister and addressed to the hostelry division at least three months prior to the expiry of the permit.

16. The duties to be paid for the issuance of a permit are:

16.1 in the case of hotel establishments

a base price of \$20, plus \$2 per bedroom intended for customers, with a maximum of \$600;

16.2 in the case of restaurant categories

a base price of \$30 for an establishment without seating facilities, plus \$1 per group or part of a group of twenty (20) seats or as determined at the time of the approval of plans in accordance with section 61. For the purpose of this section, all rooms used regularly or occasionally for restaurant purposes must be taken into consideration. The duties shall be paid by certified cheque or money order payable to the order of the Minister of Finance.

17. The rights conferred by a permit may not be validly transferred to another person except in the case of death or bankruptcy of the permit holder. In the latter cases, an application for a permit must be made to the Minister and the application must be accompanied by the documents prescribed in section 12 and by the register or card-index mentioned in section 133 of this Regulation covering the last two years and held by the current permit holder. In all other cases of transfer, the transferor or his heirs must remit the said card-index or register to the acquirer.

18. Where an application for a change of permit holder acting on behalf of a company or a partnership is made to the Minister by resolution such change is accepted against payment of a \$10 duty and on the express condition that the

expresse que l'établissement pour lequel le permis avait été délivré ne soit pas considéré par le ministre comme ayant été vendu.

19. Le ministre émettra un permis d'exploitation avant l'inspection de l'établissement dont les travaux ont été effectués selon des plans confectionnés par des architectes ou ingénieurs et approuvés par le ministre, pourvu que la demande s'accompagne d'un certificat des architectes ou ingénieurs attestant que les travaux ont été exécutés conformément aux plans approuvés.

establishment for which the permit was issued be not considered by the Minister as having been sold.

19. The Minister shall issue an operating permit prior to the inspection of the establishment in respect of which work has been carried out according to plans drafted by architects or engineers and approved by the Minister, provided the application is accompanied by a certificate from the architects or engineers attesting that the work was carried out in accordance with the approved plans.

Section V

CATÉGORIES D'ÉTABLISSEMENTS

20. Le permis d'établissement hôtelier peut être émis à cinq (5) catégories d'établissements qui louent des facilités d'hébergement sur une base quotidienne ou hebdomadaire.

21. Fait partie de la catégorie A-1, l'établissement dont les services principaux d'hébergement ou de restauration sont groupés dans un même bâtiment ou en des bâtiments constituant un ensemble hôtelier comprenant ou offrant obligatoirement, selon le cas, les pièces et services suivants:

21.1 un minimum de six (6) chambres à coucher destinées aux clients, toutes les chambres devant être muni d'une salle de bains particulière;

21.2 une salle d'entrée destinée exclusivement à l'accueil et à l'enregistrement des clients;

21.3 un cabinet de toilette public pour chaque sexe;

21.4 un vestiaire;

21.5 une ou des salles à manger pouvant recevoir en même temps autant de personnes que l'établissement contient de chambres, dans le cas des établissements de moins de cent (100) chambres, ou un nombre de personnes égal à la moitié des chambres, dans le cas des établissements de cent (100) chambres et plus, la capacité de la ou des salles à manger ne pouvant être inférieure à cent (100) personnes dans le cas de ces derniers établissements;

21.6 une cuisine avec compartiment à ordures;

21.7 une lingerie de service et un placard de rangement;

21.8 un service de buanderie et de pressage à la disposition des clients;

21.9 le service du téléphone dans toutes les chambres;

Division V

CLASSES OF ESTABLISHMENTS

20. The hotel permit may be issued to five (5) classes of establishments that rent lodging facilities on a daily or weekly basis.

21. Class A-1 comprises hotel establishments in which the main lodging and restaurant services are located in the same building or in buildings constituting a hotel unit necessarily including and offering, as the case may be, the following rooms and services:

21.1 a minimum of six (6) bedrooms intended for customers, each of which must have a private bathroom;

21.2 a lobby intended exclusively for the reception and registration of customers;

21.3 a public lavatory for each sex;

21.4 a cloakroom;

21.5 one or several dining rooms capable of receiving at the same time as many persons as there are bedrooms in the establishments in the case of establishments having less than one hundred (100) bedrooms, or a number of persons equal to one-half of the bedrooms in the case of establishments having one hundred (100) bedrooms or over, but in the latter case, the capacity of the dining rooms(s) must not be less than one hundred (100) persons;

21.6 a kitchen with a refuse compartment;

21.7 a linen service and storage cupboard;

21.8 a laundry and dry cleaning service at the disposal of customers;

21.9 telephone service in each bedroom;

21.10 dans le cas des municipalités n'ayant pas de règlements régissant le stationnement en fonction des édifices publics, tout nouvel immeuble construit pour des fins d'hôtellerie doit compter des espaces de stationnement en quantité supérieure au tiers du nombre des chambres à coucher à moins qu'un parc de stationnement pouvant y suppléer soit accessible dans un rayon inférieur à 1,500 pieds (450m).

21.11 un système d'approvisionnement d'eau potable et un système de disposition des eaux usées.

22. Fait partie de la catégorie A-2, l'établissement hôtelier existant avant l'entrée en vigueur du présent règlement et qui rencontre les normes exigées à la catégorie A-1, sauf en ce qui a trait au téléphone dans les chambres et à l'équipement des salles de bains, mais il doit alors se trouver dans chaque chambre un lavabo avec eau courante et, à chaque étage, une salle de bains complète pour chaque sexe, lorsqu'il y a six (6) chambres ou moins, et une salle de bains complète additionnelle pour chaque sexe pour chaque groupe additionnel de six (6) chambres ainsi qu'au moins un appareil téléphonique dans l'établissement à l'usage de la clientèle.

23. Fait partie de la catégorie B-1, l'établissement hôtelier qui ne peut offrir tous les services et les aménagements fournis par ceux de la catégorie A, dont les services principaux sont groupés dans un même bâtiment ou en des bâtiments constituant un ensemble hôtelier, et qui comprend ou offre obligatoirement les pièces et services suivants:

23.1 un minimum de six (6) chambres à coucher destinées aux clients dont toutes les chambres sont munies d'une salle de bains particulière;

23.2 une salle d'entrée destinée exclusivement à l'accueil et à l'enregistrement des clients;

23.3 un cabinet de toilette public pour chaque sexe;

23.4 un vestiaire;

23.5 une lingerie de service et un placard de rangement;

23.6 s'il s'agit d'une nouvelle construction érigée pour les fins d'hôtellerie, des espaces de stationnement en quantité supérieure au tiers du nombre des chambres à coucher dans le cas d'établissements situés dans des municipalités n'ayant pas de règlements régissant le stationnement en fonction des édifices publics, à moins qu'un parc de stationnement pouvant y suppléer soit accessible dans un rayon inférieur à 1,500 pieds (450m).

23.7 un système d'approvisionnement d'eau potable et un système de disposition des eaux usées.

21.10 in the case of municipalities that do not have by-laws governing parking with respect of public buildings, every new immovable built for hotel purposes must have a number of parking spaces exceeding one third the number of bedrooms, unless a parking lot which may be used in lieu thereof is located within a radius of less than 1,500 feet (450 m).

21.11 a drinking water supply system and a waste water drainage system.

22. Class A-2 comprises hotel establishments existing prior to the coming into force of this Regulation and which meet the standards required in Class A-1, except with respect to room telephones and bathroom facilities; however, in such case, each bedroom must be equipped with a washbasin with running water and complete bathrooms for each sex on each floor where there are six (6) bedrooms or less, and one additional complete bathroom for each sex for each additional group of six (6) bedrooms as well as at least one telephone in the establishment for the use of the customers.

23. Class B-1 comprises hotel establishments which cannot offer all the services and facilities provided by those in class A and whose main services are located in the same building or in buildings constituting a hotel unit and which necessarily include or offer the following rooms and services:

23.1 at least six (6) bedrooms intended for customers, each having a private bathroom;

23.2 a lobby intended exclusively for the reception and registration of customers;

23.3 a public lavatory for each sex;

23.4 a cloakroom;

23.5 a linen service and storage cupboard;

23.6 in the case of a new construction erected for hotel purposes, a number of parking spaces exceeding one third the number of bedrooms for establishments situated in municipalities that do not have by-laws governing parking with respect to public buildings, unless a parking lot which may be used in lieu thereof is located within a radius of less than 1,500 feet (450 m).

23.7 a drinking water supply system and a waste water drainage system.

- 24.** Fait partie de la catégorie B-2, l'établissement hôtelier existant avant l'entrée en vigueur du présent règlement et qui rencontre les normes exigées à la catégorie B-1, sauf en ce qui a trait à l'équipement des salles de bains, mais il doit alors se trouver dans chaque chambre un lavabo avec eau courante et, à chaque étage, une salle de bains complète pour chaque sexe, lorsqu'il y a six (6) chambres ou moins, et une salle de bains complète additionnelle pour chaque sexe pour chaque groupe additionnel de six (6) chambres.
- 25.** Fait partie de la catégorie C, l'établissement hôtelier existant avant la date d'entrée en vigueur du présent règlement et qui ne peut répondre aux exigences des catégories A ou B, mais qui remplit les conditions suivantes:
- 25.1** un minimum de six (6) chambres destinées aux clients;
- 25.2** une pièce d'entrée destinée à l'accueil et à l'enregistrement des clients;
- 25.3** une salle de bains complète à chaque étage ou par groupe de six (6) chambres;
- 25.4** un système d'approvisionnement d'eau potable et un système de disposition des eaux usées.
- 26.** Les établissements hôteliers composés exclusivement de pavillons séparés (cabines), non admissibles à la catégorie B et comprenant un minimum de six (6) unités d'hébergement dotées chacune d'un cabinet de toilette, sont admis à la catégorie C sans être assujettis aux exigences de l'article 25.
- 27.** Les établissements des catégories B ou C qui offrent la restauration en plus du logement doivent être pourvus d'une cuisine et d'une salle à manger pouvant recevoir au moins six (6) personnes à la fois.
- 28.** Seuls les établissements faisant partie des catégories A-1 ou A-2 peuvent utiliser l'appellation « Hôtel » ou insérer cette appellation dans leur nom ou dans leur publicité. Les établissements déjà existants doivent se conformer à cette exigence, le ou avant le 8 octobre 1977.
- 29.** Seuls les établissements détenant un permis des catégories A ou B offrant quotidiennement les trois (3) repas peuvent utiliser l'appellation « Auberge » dans leur nom ou leur publicité.
- 30.** Seuls les établissements des catégories A ou B qui sont constitués d'au moins six (6) chambres indépendantes et contiguës auxquelles les clients peuvent accéder de l'extérieur depuis un espace de stationnement, peuvent utiliser l'appellation « Motel » dans leur nom ou leur publicité; ces établissements sont soustraits à l'application de l'article 21.9.
- 24.** Class B-2 comprises hotel establishments existing prior to the coming into force of this Regulation and which meet the standards required in Class B-1, except with respect to bathroom facilities; however in such case, each bedroom must be equipped with a washbasin with running water and a complete bathroom for each sex on each floor where there are six (6) bedrooms or less, and an additional complete bathroom for each sex for each additional group of six (6) bedrooms.
- 25.** Class C comprises hotel establishments existing prior to the coming into force of this Regulation which cannot meet the requirements of Class A or B but which meet the following requirements:
- 25.1** at least six (6) bedrooms intended for customers;
- 25.2** a lobby intended for the reception and registration of customers;
- 25.3** a complete bathroom on each floor or per group of six (6) bedrooms;
- 25.4** a drinking water supply system and a waste water drainage system.
- 26.** Hotel establishments consisting solely of separate units (cabins) that are not eligible for Class B that have at least six (6) accommodation units each having a lavatory are eligible for Class C without being subject to the requirements of section 25.
- 27.** Class B or C establishments that offer restaurant facilities in addition to lodging must be provided with a kitchen and a dining room capable of receiving at least six (6) persons at the same time.
- 28.** Only establishments in Class A-1 or A-2 may use the designation "Hotel" or include such designation in their name or their publicity. Existing establishments must comply with this requirement on or before 8 October 1977.
- 29.** Only establishments holding a Class A or B permit offering three (3) meals daily may use the designation "Inn" in their name or their publicity.
- 30.** Only Class A or B establishments having at least six (6) separate and contiguous bedrooms to which customers may have access from a parking space outside may use the designation "Motel" in their name or their publicity. Section 21.9 shall not apply to these establishments.

31. Le permis de restaurant peut être délivré par le ministre à cinq (5) catégories d'établissements qui, moyennant paiement, servent de la nourriture pour consommation sur place.

32. Fait partie de la catégorie R-1, l'établissement qui offre à heures fixes le service de salle à manger avec des repas cuisinés sur place, dont les services principaux sont groupés dans un même immeuble aménagé avec l'approbation du ministre et qui comprend:

32.1 un espace à l'entrée destiné exclusivement à l'accueil;

32.2 un vestiaire;

32.3 une ou des salles à manger utilisées à des fins de restauration et à la condition que le service s'effectue uniquement à des tables;

32.4 au moins un cabinet de toilette public pour chaque sexe;

32.5 une cuisine;

32.6 un compartiment à ordures;

32.7 un système d'approvisionnement d'eau potable et un système de disposition des eaux usées.

33. Font partie de la catégorie R-2, les établissements qui ne peuvent offrir tous les services et aménagements de la catégorie R-1, mais qui offrent des repas pour consommation sur place, dont tous les services principaux sont groupés dans un même immeuble dont l'aménagement a été approuvé par le ministre et qui comprend:

33.1 un espace à l'entrée destiné exclusivement à l'accueil;

33.2 des crochets à vêtements;

33.3 une ou des salles utilisées à des fins de restauration et à la condition que le service et les places aux tables constituent au moins 75% de l'occupation possible du restaurant;

33.4 au moins un cabinet de toilette public pour chaque sexe;

33.5 une cuisine si la nourriture est cuisinée sur place ou l'équipement nécessaire au conditionnement des aliments offerts;

31. A restaurant permit may be issued by the Minister to five (5) classes of establishments which, for payment, serve food for consumption on the premises.

32. Class R-1 comprises establishments offering dining room service at fixed hours with meals cooked on the premises and whose main services are located in the same immovable, the lay-out of which has been approved by the Minister and including:

32.1 an area at the entrance intended exclusively for reception;

32.2 a cloakroom;

32.3 one or several dining rooms used for restaurant purposes and in which table-service only is provided;

32.4 at least one public lavatory for each sex;

32.5 a kitchen;

32.6 a refuse compartment;

32.7 a drinking water supply system and a waste water drainage system.

33. Class R-2 comprises establishments that cannot offer all the services and facilities of Class R-1 but which offer meals for consumption on the premises and whose main services are located in the same immovable, the lay-out of which has been approved by the Minister and including:

33.1 an area at the entrance intended exclusively for reception;

33.2 coat hangers;

33.3 one or several rooms used for restaurant purposes and in which service and seats at the tables constitute at least 75% of the restaurant's capacity;

33.4 at least one public lavatory for each sex;

33.5 a kitchen if the food is cooked on the premises or the necessary equipment for processing the food served;

33.6 un compartiment à ordures ou des poubelles;

33.7 un système d'approvisionnement d'eau potable et un système de disposition des eaux usées.

34. Font partie de la catégorie R-3, les établissements qui ne peuvent offrir tous les services et aménagements des catégories R-1 et R-2, mais qui offrent des aliments pour consommation sur place, soit à l'intérieur, soit à l'extérieur, dont les services principaux sont groupés dans un même local aménagé avec l'approbation du ministre et comprenant:

34.1 une cuisine si la nourriture est cuisinée sur place ou l'équipement nécessaire au conditionnement des aliments offerts;

34.2 dans les établissements existant avant la date d'entrée en vigueur du présent règlement, un cabinet de toilette accessible durant les heures d'exploitation dans un rayon d'au plus cent (100) pieds (30m).

34.3 dans toute nouvelle construction, au moins un cabinet de toilette public dans l'établissement;

34.4 des poubelles pour l'usage de la clientèle qui mange à l'extérieur;

34.5 un système d'approvisionnement d'eau potable et un système de disposition des eaux usées.

35. Font partie de la catégorie R-4, les établissements qui servent occasionnellement des aliments non préparés sur place, ou encore ceux dont le service des aliments ne constitue pas la principale source de leur chiffre d'affaires.

36. Font partie de la catégorie R-5, les établissements ambulants, c'est-à-dire les véhicules offrant des aliments et qui se déplacent pour servir soit de la clientèle itinérante, soit une clientèle occasionnelle à la faveur d'événements particuliers, mais aux conditions suivantes:

36.1 que les règlements municipaux en permettent l'existence;

36.2 qu'ils s'approvisionnent de l'eau nécessaire à leur commerce auprès d'un aqueduc municipal ou auprès d'un établissement dont la qualité de l'eau a été reconnue en vertu de la Loi de la Qualité de l'environnement;

36.3 qu'ils soient équipés d'un réfrigérateur;

36.4 qu'ils ne servent pas d'aliments autrement que dans des contenants et avec des ustensiles qui sont jetés après usage.

33.6 a refuse compartment or refuse bins;

33.7 a drinking water supply system and a waste water drainage system.

34. Class R-3 comprises establishments that cannot offer all the services and facilities of Classes R-1 and R-2 but which offer food for consumption on the premises either inside or outside and whose main services are located in the same premises, the lay-out of which has been approved by the Minister and including:

34.1 a kitchen, if the food is cooked on the premises or the necessary equipment for processing the food served;

34.2 in establishments existing prior to the coming into force of this Regulation, a lavatory accessible during business hours within a radius of not more than one hundred (100) feet (30 m).

34.3 in any new construction, at least one public lavatory in the establishment;

34.4 refuse bins for use by the customers eating outside;

34.5 a drinking water supply system and a waste water drainage system.

35. Class R-4 comprises establishments that occasionally serve food not prepared on the premises, or those whose food service does not constitute the main source of their turnover.

36. Class R-5 comprises itinerant establishments, that is, vehicles offering food and that move about to cater to either an itinerant clientele or to a clientele gathered for a special event, but on the following conditions:

36.1 that municipal by-laws permit their existence;

36.2 that they have a water supply sufficient for their business connected with a municipal waterworks or with an establishment the quality of whose water has been recognized under the Environment Quality Act;

36.3 that they be equipped with a refrigerator;

36.4 that they not serve food other than in containers with disposable utensils.

37. Seuls les établissements faisant partie des catégories R-1 et R-2 peuvent utiliser ou insérer dans leur nom ou leur publicité l'appellation « Salle à manger ». Les établissements déjà existants doivent se conformer à cette exigence le ou avant le 8 octobre 1977.

38. Seuls les établissements faisant partie des catégories R-1 et R-2 peuvent utiliser l'appellation « Restaurant » ou insérer cette appellation dans leur nom ou leur publicité. Les établissements déjà existants doivent se conformer à cette exigence le ou avant le 8 octobre 1977.

38.1 Les établissements de catégorie R-3 offrant des aliments pour consommation sur place et dont le service à l'intérieur constitue au moins 50% de l'occupation possible du restaurant utiliser l'appellation « Restaurant » ou insérer cette appellation dans leur publicité.

Section VI

NORMES DE CONSTRUCTION D'AMÉNAGEMENT ET DE SERVICES

39. L'établissement doit être situé sur un terrain sec et bien drainé.

39.1 Tout le terrain faisant partie de l'établissement doit être en tout temps en bon état de propreté et d'entretien.

40. Le papier-brique et autre matériau de même nature sont prohibés pour les revêtements extérieurs.

41. Les commerces secondaires détachés du bâtiment principal sont prohibés devant la façade du bâtiment principal.

42. Si des marches, un perron ou les deux donnent accès à l'entrée, ils doivent être surplombés d'une toiture ou marquise.

43. Les voies d'accès et de circulation pour véhicules doivent avoir une largeur carrossable de dix-huit (18) pieds (5,50m) au minimum afin de permettre à deux (2) véhicules d'y circuler en sens inverse, à moins que ces voies d'accès ne soient à sens unique, leur largeur minimale devant être alors de neuf (9) pieds (2,75m).

44. La hauteur des aires habitables doit être conforme aux normes édictées par le Code du Bâtiment (A.C. 3326-76, 29 sept. 76).

45. Dans toute nouvelle construction, des rampes d'accès pour chaises roulantes doivent être prévues à l'entrée princi-

37. Only establishments in Classes R-1 and R-2 may use or include in their name or their publicity the designation "Dining room". Existing establishments must comply with this requirement on or before 8 October 1977.

38. Only establishments in Classes R-1 and R-2 may use the designation "Restaurant" or include such designation in their name or their publicity. Existing establishments must comply with this requirement on or before 8 October 1977.

38.1 Establishments in Class R-3 which offer food for consumption on the premises and whose inside service constitutes at least 50% of the restaurant's capacity may use the designation "Restaurant" or include such designation in their publicity.

Division VI

STANDARDS OF CONSTRUCTION, LAY-OUT AND SERVICES

39. The establishment must be situated on dry and well-drained ground.

39.1 The land forming part of the establishment must at all times be in a good state of cleanliness and upkeep.

40. Brick sheeting and other material of the same nature is prohibited for use as outside coverings.

41. No ancillary businesses separate from the main building shall be set up in front of the facade of the main building.

42. If steps, a porch or both give access to the entrance, they must have a roof or awning.

43. Access and traffic lanes for vehicles must be at least eighteen (18) feet (5.50 m) wide to permit two (2) vehicles to pass in opposite directions, except in the case of one-way lanes whose width must be at least nine (9) feet (2.75 m).

44. The height of living areas must be in conformity with the standards decreed by the Building Code (O.C. 3326-76, 29 September 1976).

45. In every new construction, access ramps for wheel-chairs must be provided at the main entrance and in every

pale et, dans l'établissement, à tout endroit public autrement inaccessible à des chaises roulantes.

46. Toute nouvelle construction de plus de deux (2) étages doit être pourvue d'un ascenseur pouvant transporter au moins quatre (4) personnes, à l'intention de la clientèle.

47. Les trottoirs doivent être d'une largeur minimale de trente-six (36) pouces (90cm).

48. Les espaces de stationnement doivent être d'une largeur minimale de dix (10) pieds (3m) et d'une longueur minimale de vingt (20) pieds (6m) chacun. Dans toute nouvelle construction, aucune case de stationnement ou allée d'accès ne doit être aménagée à moins de six (6) pieds (1,8m) d'une fenêtre.

49. Les accès, trottoirs, voies de circulation et espaces de stationnement doivent être recouverts d'un matériau de finition tel que gravier fin, pierre concassée, asphalte, béton ou bois.

50. Dans tout établissement, aucun ajout permanent ou temporaire ne pourra être fait dans un corridor.

51. Un éclairage doit être prévu pour les voies d'accès, les espaces de stationnement et les trottoirs.

52. Dans toute nouvelle construction, les planchers destinés à des lavages à grande eau et ceux des pièces ou des liquides risquent de se répandre par suite du travail qu'on y poursuit, doivent être constitués de terrazo, de carreaux de céramique ou autres matériaux de même nature; ils doivent être munis d'un drain avec siphon et les revêtements de tapis sont interdits.

FENÊTRES

53. La surface vitrée des fenêtres pour les chambres à coucher doit être d'au moins dix (10%) pour cent de la surface de plancher et chaque chambre à coucher doit être munie d'au moins une fenêtre dont l'allège ne doit pas être à plus de trois (3) pieds (90cm) du plancher.

54. Les châssis mobiles des fenêtres doivent être en bon état d'entretien et s'ils servent de ventilation naturelle, permettre une aire de ventilation de cinq (5%) pour cent de la surface du plancher.

55. Les fenêtres des chambres à coucher doivent être munies de stores ou de rideaux opaques.

public place in the establishment that would otherwise be inaccessible to wheelchairs.

46. Every new construction of more than two (2) storeys must have an elevator with a capacity of at least four (4) persons, for use by the clientele.

47. Sidewalks must be at least thirty-six (36) inches wide (90 cm).

48. Each parking space must be at least ten (10) feet (3 m) wide and twenty (20) feet long (6 m). In every new construction, parking spaces or access alleys must be constructed at least six (6) feet (1.8 m) from any window.

49. Approaches, sidewalks, traffic lanes and parking spaces must be covered with a finishing substance such as fine gravel, crushed stone, asphalt, concrete or wood.

50. In an establishment, no permanent or temporary addition may be constructed in a corridor.

51. Lighting must be provided for access lanes, parking spaces and sidewalks.

52. In every new construction, floors intended for swilling and floors on which liquids may spread as a result of work carried on therein, must be made of terrazzo, ceramic tiles or other material of the same nature and must have a drain with a trap, carpeting being prohibited.

WINDOWS

53. The glass panes of windows of bedrooms must be at least ten (10%) per cent of the floor area and each bedroom must have at least one window whose base must not be more than three (3) feet (90 cm) from the floor.

54. Window sashes must be in good operating order if they are used for natural ventilation and permit a ventilation area of five (5%) per cent of the surface of the floor.

55. Bedroom windows must have blinds or opaque curtains.

56. Les fenêtres des cabinets de toilette ou des salles de bains doivent être de verre translucide ou garnies de stores ou de rideaux opaques.

57. Tous les stores, rideaux, moustiquaires et vitres fixés aux fenêtres et aux portes doivent être en bon état d'entretien; les vitres défectueuses doivent être remplacées sans délai.

SALLES D'ENTRÉE

58. Dans toute nouvelle construction, la salle d'entrée destinée à l'accueil et à l'enregistrement des clients doit avoir une aire minimale de:

120 pieds carrés (11m²) pour les établissements de dix (10) chambres ou moins;

240 pieds carrés (22m²) pour les établissements de 11 à 25 chambres;

800 pieds carrés (75m²) pour les établissements de 26 à 50 chambres;

1200 pieds carrés (110m²) pour les établissements de 51 chambres et plus.

La surface de plancher prise pour l'escalier doit être ajoutée à ces superficies lorsqu'un escalier a son point de départ dans la pièce d'entrée.

59. Dans tout salle d'entrée, tout le mobilier doit être en bon état d'entretien et comprendre un comptoir d'enregistrement, un téléphone à la disposition des clients, des chaises ou fauteuils, des cendriers et une horloge en état de fonctionnement.

60. Tout vestiaire doit, dans un endroit spécialement réservé à cette fin dans l'établissement, être muni de cintres ou de crochets à vêtements et être réservé à l'usage exclusif des vêtements et effets personnels de la clientèle.

60.1 Dans toute nouvelle construction, une pièce sera réservée pour servir de vestiaire.

RESTAURANTS ET SALLES À MANGER

61. Tout restaurant ou salle à manger doit pouvoir accueillir en même temps au moins dix (10) personnes assises et doit avoir une superficie minimale de cent quarante-quatre (144) pieds carrés (13m²). L'espace minimum par personne dans les restaurants, les salles à manger, les salles de réceptions ou de banquets doit être de quinze (15) pieds carrés (1,4m²).

56. Lavatory or bathroom windows must be of translucent glass or have blinds or opaque curtains.

57. All blinds, curtains, screens and glass panes of windows or doors must be kept in good repair. Defective glass panes must be replaced promptly.

LOBBIES

58. In every new construction, the floor area of the lobby intended for the reception and registration of customers must be at least:

120 square feet (11 m²) in the case of establishments with ten (10) bedrooms or less;

240 square feet (22 m²) in the case of establishments with from 11 to 25 bedrooms;

800 square feet (75 m²) in the case of establishments with from 26 to 50 bedrooms;

1200 square feet (110 m²) in the case of establishments with 51 bedrooms and over.

The floor area occupied by the stairway must be added to these surface areas where a stairway begins in the lobby.

59. In every lobby, all furniture must be in good repair and there must be a registration counter, a telephone at the disposal of customers, chairs or armchairs, ash trays and a clock in good working order.

60. Every cloakroom must, in a place in the establishment reserved especially for the purpose, have coat hangers or hooks and be reserved for the exclusive use of the clothing and personal effects of the clientele.

60.1 In every new construction, a room shall be reserved as a cloakroom.

RESTAURANTS AND DINING-ROOMS

61. Every restaurant or dining-room must have a seating capacity of at least ten (10) persons with a minimum floor area of one hundred and forty-four (144) square feet (13 m²). The minimum space for each person in restaurants, dining-rooms, reception or banquet halls must be fifteen (15) square feet (1.4 m²).

- 62.** L'espace à tout comptoir de restaurant doit être au moins de vingt-quatre (24) pouces (60cm) de largeur par client.
- 63.** L'équipement et l'ameublement d'une salle à manger ou d'un restaurant doit au moins comprendre: tables, chaises, tables à desservir, armoire pour verrerie, vaisselle, ustensiles de table, nappes ou napperons et serviettes de table.
- 63.1** Tout équipement ou ameublement contenu dans une salle à manger ou un restaurant doit être dans un bon état d'entretien et de fonctionnement.
- 64.** Toute table destinée à la consommation de nourriture dans une salle à manger ou dans un restaurant doit avoir une superficie minimale de quatre (4) pieds carrés (0,5m²) dont aucun côté ne peut être inférieur à vingt-quatre (24) pouces (60cm); les tables de configuration autre mais de même superficie sont permises.
- 65.** Tout restaurant ou salle à manger est prohibé dans un sous-sol, à moins de posséder un système de ventilation conforme au Code du bâtiment, et au moins deux issues doivent être prévues (A.C. 3326-76, 29 sept. 76).
- 66.** Chaque table de salle à manger ou de restaurant doit être revouverte d'une nappe ou de napperons; chaque client doit pouvoir disposer d'une serviette individuelle. Cette disposition s'applique aussi à chaque place de comptoir de restaurant.
- 67.** On ne doit pas laisser à l'usage des clients des verres, de la vaisselle ou des ustensiles de table fêlés, ébréchés ou dépolis. Les ustensiles de table doivent être argentés ou en acier inoxydable. Les planches de bois à l'usage du client pour le service du poisson et des viandes sont interdites.
- 68.** Il est du devoir de l'exploitant ou détenteur de permis de retirer du service tout couvert, assiette, soucoupe, plat, tasse ou verre, lorsqu'il constate qu'ils sont fissurés, craquelés, fêlés ou dépolis, de même que les nappes et les napperons souillés ou troués.
- 69.** Les établissements visés par le présent règlement et vendant des mets préparés pour consommation à l'extérieur doivent recourir à des contenants et des ustensiles qui ne doivent servir qu'une fois.
- 70.** Toute salle à manger d'hôtel doit servir les clients au moins pendant un minimum de deux heures chaque jour dans le cas de chacune des trois périodes suivantes:
Pour le déjeuner — de 7 heures à 10 heures;
Pour le dîner — de midi à 15 heures;
Pour le souper — de 18 heures à 21 heures
- 62.** The space for each customer at restaurant counters must be at least twenty-four (24) inches (60 cm) wide.
- 63.** The equipment and the furnishings of a dining-room or restaurant must include at least: tables, chairs, service trolleys, glassware cupboards, dishes, table utensils, table cloths or place mats and table napkins.
- 63.1** All equipment or furnishing contained in a dining-room or restaurant must be in good repair and working order.
- 64.** Every table intended for the consumption of food in a dining-room or restaurant must measure at least four (4) square feet (0.5 m²), no side of which shall be less than twenty-four (24) inches (60 cm); other shapes of tables which have the same square measurement shall be permitted.
- 65.** A restaurant or dining-room is prohibited in a basement unless it has a ventilation system in accordance with the *Building Code*, and is provided with at least two exits (O.C. 3326-76, 29 September 1976).
- 66.** Every table in a dining-room or restaurant must be covered with a tablecloth or place mats; one individual napkin must be made available to each customer. This provision also applies to each place at a restaurant counter.
- 67.** Cracked, chipped or unpolished glasses, dishes or table utensils must not be given for customer use. Table utensils must be in silver or stainless steel. It is prohibited to serve fish or meat to customers on wooden boards.
- 68.** It is the operator's or permit holder's responsibility to withdraw from service any cover, plate, saucer, dish, cup or glass when he discovers that they are cracked, nicked, chipped or dull, as well as soiled or tattered tablecloths or place mats.
- 69.** The establishments contemplated in this Regulation which sell take-out food must use disposable containers and utensils.
- 70.** Every dining-room in a hotel must serve the customers for at least two hours daily during each of the following three periods:
breakfast — from 7 o'clock to 10 o'clock;
lunch — from noon to 3 o'clock p.m.;
dinner — from 6 o'clock to 9 o'clock p.m.;

- 71.** Si l'établissement possède plusieurs salles à manger, au moins l'une d'elles doit être ouverte chaque jour pendant les périodes mentionnées ci-haut.
- 72.** Lorsqu'un client arrive dans une salle à manger avant l'heure limite prévue pour chaque repas, on doit le servir jusqu'à la fin de son repas pendant au moins une heure.
- 73.** Dans les nouvelles constructions, toute cuisine doit avoir une superficie minimale de cent (100) pieds carrés (10m²) et au moins égale au quart de la superficie de la ou des salles à manger de l'établissement qu'elle dessert; le fini des murs doit être lavable et inaltérable. Les revêtements doivent avoir des joints fermés et scellés.
- 74.** Aucune cuisine n'est tolérée dans un sous-sol à moins d'être munie d'une système de ventilation conforme au Code du Bâtiment (A.C. 3326-76, 29 sept. 76), et d'au moins une sortie sécuritaire vers l'extérieur.
- 75.** Toutes les surfaces utilisées dans les cuisines pour déposer, préparer, servir ou étaler des aliments ou des boissons ou placer des ustensiles, des appareils, de la vaisselle ou des ustensiles de table doivent être absolument lisses et imperméables et en parfait état d'entretien.
- 76.** Les lavabos et les évier de cuisine et de buanderie doivent être en acier inoxydable, en fonte ou acier émaillé et en parfait état d'entretien.
- 77.** Les produits laitiers et les poissons doivent être réfrigérés séparément des autres produits comestibles.
- 78.** Le personnel préposé au service doit être vêtu d'un costume propre et le personnel préposé à la préparation des aliments doit également être vêtu d'un costume propre et porter un filet ou autre coiffure couvrant et retenant toute la chevelure.
- 79.** Toute personne effectuant le service aux tables ou préposée soit à la préparation, soit à la manipulation des aliments ou préposée à toute tâche à la cuisine ou au lavage de la vaisselle doit, lorsque requis par l'inspecteur, lui remettre dans un délai de sept (7) jours, un certificat médical postérieur à la demande.
- 80.** Il est interdit à ceux qui préparent ou qui manipulent des aliments ou des ustensiles, de faire usage du tabac, sous toutes ses formes, pendant leur travail.
- 81.** Tous les préposés à la préparation et à la manipulation d'aliments doivent se servir de linges propres et éviter que les linges ayant servi au nettoyage viennent en contact avec les aliments.
- 71.** Where the establishment has several dining-rooms, at least one must be open every day during the periods indicated above.
- 72.** Where a customer enters a dining-room before the end of the time provided for each meal, he must be served until the end of his meal during at least one hour.
- 73.** In new constructions, the floor area of every kitchen must be at least one hundred (100) square feet (10 m²) and at least equal to one-quarter of the area of the dining-room(s) of the establishment which it serves; the wall covering must be washable and deterioration resistant. The coating material must have closed and sealed joints.
- 74.** No kitchen shall be allowed in a basement unless it is equipped with a ventilation system in accordance with the Building Code (O.C. 3326-76, 29 September 1976), and at least one emergency exit to the out-side.
- 75.** All the surfaces used in the kitchens to deposit, prepare, serve or display food or beverages or to place utensils, appliances, dishes or table utensils must be completely smooth and impermeable and in perfect repair.
- 76.** The wash basins, kitchen and laundry sinks must be in stainless steel, cast iron or enameled steel and in perfect repair.
- 77.** Dairy products and fish must be refrigerated separately from other edible products.
- 78.** The staff in charge of the service must wear clean uniforms and the staff in charge of food preparation must also wear clean uniforms and a net or other headgear to cover and hold the hair.
- 79.** Every person who waits on table or who is in charge either of the preparation or handling of food or in charge of any other kitchen task or of the washing of dishes must, upon the inspector's request, submit to him within seven (7) days a medical certificate dated subsequent to the said request.
- 80.** Those who prepare or handle food or utensils must not use tobacco in any manner whatsoever during their work.
- 81.** All persons in charge of the preparation and handling of food must use clean cloths and make sure that the cloths that have been used for cleaning do not come in contact with food.

82. Les dispositifs collecteurs de graisse des cuisines doivent être vidés et nettoyés de façon à être continuellement libres de toute saletés; les dispositions du présent article s'appliquent également aux hottes de ventilation, aux filtres et à tout l'équipement qui en fait partie.

DÉPÔTS À ORDURES ET POUBELLES

83. Lorsque le volume quotidien de déchets organiques d'un établissement est supérieur à vingt (20) pieds cubes (0,6m³), le dépôt à ordures doit être équipé d'un compartiment réfrigéré si l'enlèvement des ordures ne se fait pas au moins deux fois par semaine. Le dépôt à ordures doit être maintenu dans un constant état de propreté.

84. Les poubelles doivent être lavées et désinfectées après chaque usage, ne pas dégager d'odeurs et en tout temps, être fermées d'un couvercle étanche.

SALLES DE TOILETTES PUBLIQUES

85. Aucune salle de toilettes publique ne doit s'ouvrir sur une cuisine ou un garde-manger.

85.1 Une salle de toilette publique ne doit pas s'ouvrir directement sur une cuisine ou un garde-manger sans l'intermédiaire d'un passage ou d'un vestibule. Les portes doivent s'ouvrir en sens inverse.

85.2 L'accès à une salle de toilettes publique ne peut se faire en passant par un garde-manger ou une cuisine.

86. Les salles de toilettes publiques doivent être réservées à des personnes d'un même sexe, posséder des accès différents selon qu'ils sont pour hommes ou pour femmes et être aménagées de façon à ce que les urinoirs et les cuvettes ne soient pas visibles de l'extérieur.

87. Dans le cas où elles sont attenantes à une salle à manger ou à toute salle publique, les salles de toilettes doivent être accessibles par un vestibule de pas moins de trente-six (36") pouces sur trente-six (36") pouces (90cm sur 90cm), fait de murs pleins du plancher au plafond ou faux plafond. Cette dernière disposition n'est pas exigée dans le cas des établissements existant avant la date d'entrée en vigueur du présent règlement. Si la construction d'un vestibule exige des travaux de réaménagement entraînant des déboursés supérieurs au coût du vestibule proprement dit, ce vestibule doit être muni d'une porte et de ventilation mécanique.

82. The kitchen fat collecting appliances must be emptied and cleaned in order to be free of dirt at all times. The provisions of this section shall also apply to ventilation hoods, filters and any equipment forming a part thereof.

REFUSE BINS AND GARBAGE CANS

83. Where the daily volume of organic waste of an establishment is greater than twenty (20) cubic feet (0.6 m³), the refuse bins must be equipped with a refrigerated compartment if the garbage is not collected at least twice a week. The refuse bins must be kept clean at all times.

84. Garbage cans must be washed and disinfected after each use, must not emit odours and must at all times be covered with a tight-fitting lid.

PUBLIC LAVATORIES

85. No public lavatory shall give direct access to a kitchen or pantry.

85.1 A public lavatory must not give direct access to a kitchen or pantry without passing through a hall or vestibule. Doors must open in a direction away from the kitchen or pantry.

85.2 Access to a public lavatory may not be through a pantry or a kitchen.

86. Public lavatories must be for the use of persons of the same sex, must have different entrances according to whether they are for men or women and be constructed so that the urinals and toilets cannot be seen from the outside.

87. Where they are adjacent to a dining-room or any public hall, the lavatories must be accessible through a vestibule of not less than thirty-six (36) inches by thirty-six (36) inches (90 cm by 90 cm), entirely walled-in from floor to ceiling or false ceiling. This latter provision shall not be required with respect to establishments existing prior to the date of the coming into force of this Regulation. If the construction of a vestibule requires rearrangement work entailing expenses higher than the cost of the vestibule itself, the vestibule must be equipped with a door and have mechanical ventilation.

88. Le nombre d'accommodations sanitaires doit être conforme aux prescriptions de l'annexe « A » du présent règlement.

88.1 Une salle de toilettes publique ne doit jamais être située à plus d'un étage au-dessus ou au-dessous de l'étage où se trouvent les usagers.

89. Les compartiments de cabinets d'aisances doivent avoir au moins trois (3') pieds (0,9m) de largeur, quatre (4') pieds (1,2m) de profondeur et de cinq pieds et dix pouces (5'10") (1,75m) de hauteur avec un espace libre maximal de un pied (1') (0,3m) au plancher. Ce compartiment doit avoir une porte d'une largeur minimale de vingt-huit (28") pouces (0,7m). Ces dimensions doivent être portées à quatre pieds et cinq pouces (4'5") (1,4m) de largeur par cinq pieds (5') (1,5m) de profondeur pour les cabinets d'aisances destinés spécialement aux handicapés.

90. Chaque salle de toilettes publique doit comprendre au moins l'équipement suivant en bon état d'entretien:

- une cuvette munie d'un siège à devant ouvert;
- un lavabo;
- une corbeille à rebuts;
- une tablette;
- un miroir;
- un distributeur de savon liquide ou en poudre;
- un distributeur de papier de toilette;
- un séchoir électrique, des essuie-mains en papier ou un rouleur à cycle unique;
- un système de ventilation mécanique en l'absence d'une fenêtre qui s'ouvre.

90.1 Tout l'équipement contenu dans une salle de toilettes doit être dans un bon état de fonctionnement et d'entretien.

ENTRETIEN DES SALLES DE TOILETTES PUBLIQUES

91. Les finis intérieurs, les lavabos, les cuvettes et les urinoirs doivent être lavés, désinfectés de façon à être constamment propres, en bon état d'entretien et de fonctionnement.

92. Toute salle de toilettes publique doit être constamment pourvue de papier de toilette et de savon liquide ou en poudre.

93. L'accès aux salles de toilettes publiques doit être gratuit et dans le cas où il y a des cabines payantes, au moins une cabine doit être d'accès gratuit.

88. The number of sanitary accommodations must be in conformity with the requirements of Schedule "A" to this Regulation.

88.1 A public lavatory must never be situated more than a floor above or below the floor on which the users are located.

89. The lavatory compartments must be at least three (3') feet (0.9 m) wide, four (4') feet (1.2 m) deep and five feet ten inches (5'10") (1.75 m) high with a maximum free space of one (1') foot (0.3 m) from the floor. Such compartment must have a door with a minimum width of twenty-eight (28") inches (0.7 m). These dimensions must be increased to a width of four feet five inches (4'5") (1.4 m) and a depth of five (5') feet (1.5 m) for lavatory compartments to be used specifically by handicapped persons.

90. Every public lavatory must include at least the following equipment in good repair:

- a toilet equipped with a seat open at the front;
- a washbasin;
- a waste-paper basket;
- a shelf;
- a mirror;
- a liquid or powdered soap dispenser;
- a toilet paper dispenser;
- an electric dryer, paper hand towels or a continuous roll apparatus;
- a mechanical ventilation system where there is no window which opens.

90.1 All the equipment of a lavatory must be in good repair and working order.

MAINTENANCE OF PUBLIC LAVATORIES

91. Interior finish, washbasins, toilets and urinals must be washed and disinfected so as to be constantly clean, and in good repair and working order.

92. Every public lavatory must at all times be provided with toilet paper and liquid or powdered soap.

93. Access to public lavatories must be free of charge and where there are pay cubicles, at least one cubicle must be free of charge.

CHAMBRES À COUCHER

94. Les chambres à coucher destinées aux clients doivent être insonorisées de façon telle qu'en tout temps dans ces pièces, le niveau maximum de son ne doit pas dépasser 38 dB(A).

95. Dans toute nouvelle construction, des portes insonorisées, d'une largeur minimale de trente-deux (32) pouces (80cm) sont requises pour les chambres à coucher et doivent être munies d'une serrure de type commercial s'ouvrant de l'extérieur au moyen d'une clef qui ne peut ouvrir la porte d'autres chambres.

95.1 Dans tout établissement, toutes les portes des chambres doivent être numérotées consécutivement sur chaque étage et, du côté intérieur, être munies d'un verrou et d'une chaîne de sécurité en bon état de fonctionnement. Chaque porte de chambre doit être munie d'une serrure dont la clef ne peut ouvrir la porte d'autres chambres.

96. La porte de chaque chambre à coucher doit donner sur un corridor intérieur, sauf dans les cas d'un motel ou de pavillons, de cabines ou de chalets et aucun objet ne doit être placé dans son aire d'ouverture.

97. Dans toute nouvelle construction, chaque chambre doit avoir les dimensions minimales suivantes, la salle de bains incluse et ne mesurant pas moins de huit (8) pieds (2,4m) de largeur:

- 120 pieds carrés (11m²) pour 1 lit simple ou double;
- 140 pieds carrés (13m²) pour 2 lits simples;
- 160 pieds carrés (15m²) pour 1 lit double et 1 lit simple;
- 180 pieds carrés (17m²) pour 2 lits doubles;
- 200 pieds carrés (19m²) pour 3 lits simples.

98. Dans les établissements existant avant la date d'entrée en vigueur du présent règlement, la superficie des chambres ne peut être modifiée de façon à la réduire, sauf pour l'installation de facilités sanitaires, mais alors, la nouvelle superficie ne doit pas être inférieure à quatre-vingt (80) pieds carrés (7,5m²), mesurer moins de huit (8) pieds (2,4m) de largeur et doit pouvoir recevoir au moins un lit simple.

99. Les chambres communicantes doivent être séparées au moyen de deux (2) portes insonorisées faisant double porte, chacune d'elles munie du côté intérieur, d'un verrou ou d'une serrure.

100. Aucune chambre à coucher destinée aux clients ne doit être situés dans la cave ou le sous-sol d'un établissement.

101. Aucune chambre à coucher destinée aux clients n'est permise dans une pièce ou un bâtiment utilisé comme cuisine, remise, garage, boutique, magasin ou grenier.

BEDROOMS

94. Bedrooms intended for customers must be sound-proofed so that at all times the maximum noise level in these rooms does not exceed 38 dB (A).

95. In every new construction, sound-proof doors, at least thirty-two (32) inches (80 cm) wide, shall be required for the bedrooms and such doors must be equipped with a commercial type lock opening from the outside by means of a key which cannot be used to open the doors of other rooms.

95.1 In every establishment, all doors of rooms must be numbered consecutively on every floor and, on the inside have a bolt and a safety chain in good working order. Every room door must have a lock whose key cannot open the door of another room.

96. The door of every bedroom must give access to an inside corridor, except in the case of motels or lodges, cabins or cottages, and no object must be placed in its opening space.

97. In every new construction each bedroom must be of at least the following dimensions, bathroom included, and shall not be less than eight (8) feet (2.4 m) wide:

- 120 square feet (11 m²) for 1 single or double bed;
- 140 square feet (13 m²) for 2 single beds;
- 160 square feet (15 m²) for 1 double bed and 1 single bed;
- 180 square feet (17 m²) for 2 double beds;
- 200 square feet (19 m²) for 3 single beds.

98. In establishments existing prior to the date of the coming into force of this Regulation, the floor area of the bedrooms shall not be modified so as to reduce it, except for the installation of sanitary facilities, but then, the new floor area shall not be less than eighty (80) square feet (7.5 m²), measure less than eight (8) feet (2.4 m) in width and must be capable of accommodating at least one single bed.

99. Communicating rooms must be separated by means of two (2) sound-proof doors which make a double door, each of which shall be equipped on the inside with a bolt or lock.

100. No bedroom intended for customers shall be situated in the cellar or basement of an establishment.

101. No bedroom intended for customers shall be permitted in a room or building used as a kitchen, shed, garage, workshop, store or attic.

102. Aucune chambre à coucher destinée aux clients ne doit s'ouvrir directement sur une cuisine ou un garde-manger.

103. Chaque chambre doit comprendre au minimum, le mobilier suivant en bon état d'entretien:

- un lit ou divan-lit avec sommier et matelas;
- une table de chevet avec lampe;
- un bureau avec tiroir(s);
- un miroir;
- une table avec lampe;
- une chaise;
- un fauteuil;
- des cendriers;
- une penderie ou des crochets avec cintres;
- une corbeille à rebuts.

103.1 Tout le mobilier d'une chambre doit être en bon état d'entretien et de fonctionnement.

104. Les lits superposés sont interdits dans les chambres à coucher destinées aux clients.

105. Chaque lit doit comporter au moins deux (2) draps, une couverture, un couvre-lit, un oreiller avec une taie par lit simple, deux (2) oreillers avec taies par lit double et, disponibles sur demande en tout temps, une couverture et des oreillers supplémentaires avec taies.

106. On doit mettre à la disposition de chaque client dans sa chambre ou sa salle de bains, au moins une serviette de bain, une serviette à mains, une débarbouillette, du savon enveloppé et des verres stérilisés.

107. Chaque chambre ou salle de bains particulière doit être pourvue d'une descente de bain.

108. Les couvre-lits doivent être en bon état d'entretien et sans tache. Les matelas doivent être recouverts d'une housse.

109. Les draps, les serviettes et les taies d'oreillers ayant servi doivent être remplacés chaque jour et lavés.

110. Toute cuisinette intégrée à une chambre à coucher doit être pourvue au moins des appareils ou accessoires suivants en bon état d'entretien et de fonctionnement: rond de cuisson, évier, réfrigérateur, vaisselle, ustensiles de cuisine et de table, verres pour chacun des occupants.

102. No bedroom intended for customers shall give direct access to a kitchen or pantry.

103. Every bedroom must include at least the following furniture in good condition:

- a bed or hide-a-bed with a box spring and mattress;
- a bedside table with a lamp;
- a bureau with drawer(s);
- a mirror;
- a table with a lamp;
- a chair;
- an armchair;
- ashtrays;
- a wardrobe or hooks with hangers;
- a waste-paper basket.

103.1 All the furniture of a room must be in good repair and working order.

104. Bunkbeds are prohibited in bedrooms intended for customers.

105. Every bed must have at least two (2) sheets, one blanket, one bedspread, one pillow with a pillowcase for each single bed, two (2) pillows with pillowcases for each double bed and, available at any time upon request, one additional blanket and pillows with pillowcases.

106. Every customer must have at his disposal in his room or bathroom at least one bath towel, one face towel, one face cloth, wrapped soap and sterilized glasses.

107. Every bedroom or private bathroom must be provided with a bath mat.

108. Bedspreads must be spotless and in good condition. The mattresses must have a protective cover.

109. Sheets, towels and pillowcases which have been used must be replaced each day and washed.

110. Every kitchenette attached to a bedroom must be provided with at least the following appliances or accessories in good repair and working order; cooking burner, sink, refrigerator, dishes, kitchen and table utensils and glasses for each occupant.

SALLES DE BAINS

111. Dans toute nouvelle construction, les salles de bains doivent avoir une superficie minimale de quarante (40) pieds carrés (3,7m²), d'une largeur de pas moins de huit (8) pieds

BATHROOMS

111. In every new construction, the floor area of the bathrooms must be at least forty (40) square feet (3.7 m²), and be not less than eight (8) feet (2.4 m) wide; an impermea-

(2,4m); un fini mural imperméable doit être posé jusqu'à une hauteur de six (6) pieds (1,8m) au-dessus du plancher dans les cabines de douches et de quatre (4) pieds (1,2m) au-dessus du bord de la baignoire.

112. Le mobilier et l'équipement d'une salle de bains doit comprendre au moins:

- une baignoire avec douche et munie d'un dispositif sécuritaire pour prévenir les chutes;
- un rideau de douche;
- une cuvette munie d'un siège;
- un lavabo avec robinet mélangeur;
- un miroir avec tablette;
- une tablette ou un support à serviettes;
- un distributeur de papier de toilette;
- un porte-savon;
- une corbeille à rebuts;
- un système de ventilation mécanique en l'absence d'une fenêtre qui s'ouvre.

112.1 Tout le mobilier et l'équipement de la salle de bains doit être en constant état d'entretien et de bon fonctionnement.

113. Les baignoires, les cuvettes et les lavabos doivent avoir un fini d'émail ou de porcelaine ou de toute substance dont la surface est vitrifiée ou polie.

114. Les robinets de douche doivent s'ouvrir dans le sens contraire des aiguilles d'une horloge, à moins qu'il s'agisse de robinets mélangeurs thermostatiques.

115. Dans toute nouvelle construction, les portes de salles de bains doivent être d'une largeur minimale de vingt-huit (28) pouces (70cm).

ENTRETIEN DES SALLES DE BAINS

116. Les lavabos, les cuvettes, les baignoires et les douches doivent être lavés et désinfectés au moins une fois par jour de location et après le départ des clients.

Les rideaux de douches doivent être maintenus dans un constant état de propreté et d'entretien.

117. Chaque salle de bains doit être constamment pourvue de serviettes, de papier de toilette et de savon enveloppé, de même que de verres stérilisés.

118. Tout savon ayant servi à une personne ne doit pas servir aux autres personnes. Il est interdit de mettre à la disposition des clients, des peignes et des brosses à cheveux.

ble wall covering must be installed up to a height of six (6) feet (1.8 m) above the floor in shower cubicles and four (4) feet (1.2 m) above the edge of the bathtub.

112. The furniture and equipment of a bathroom must include at least:

- a bathtub with shower, equipped with a safety device to prevent falls;
- a shower curtain;
- a toilet with a seat;
- a washbasin with mixing-tap;
- a mirror with shelf;
- a towel rack;
- a toilet paper dispenser;
- a soap dish;
- a waste-paper basket;
- where there is no opening window, a mechanical ventilation system.

112.1 All furniture and equipment in a bathroom must be in good repair and working order at all times.

113. Bathtubs, toilets and washbasins must be of enamel or porcelain finish or any other substance whose surface is glazed or polished.

114. Shower taps must open counterclockwise, unless they are thermostatic mixing taps.

115. In every new construction, the bathroom doors must be at least twenty-eight (28) inches wide (70 cm).

MAINTENANCE OF BATHROOMS

116. Washbasins, toilets, bathtubs and showers must be washed and disinfected at least once each day of rental and after the departure of the customers. Shower curtains must be kept clean and in good repair at all times.

117. Every bathroom must at all times be provided with towels, toilet paper, wrapped soap and sterilized glasses.

118. Soap which has been used by a person shall not be left for the use of other persons. It is prohibited to place combs and hair brushes at the disposal of customers.

LITERIE ET LINGERIE

119. Tout établissement hôtelier doit posséder au moins un placard pour le rangement exclusif du linge propre et des articles de toilette destinés aux chambres, aux salles de bains, à la salle à manger et aux restaurants.

120. Tout établissement doit posséder au moins un placard de rangement pour la lingerie destinée au lavage, les rebuts provenant des chambres et les articles d'entretien.

121. Les matelas doivent être de mêmes dimensions que les sommiers.

122. Les articles suivants doivent avoir les dimensions minimales indiquées ci-après:

POUR LIT SIMPLE

Draps	100 x 72 pouces (250 x 180cm)
Couvertures	90 x 60 pouces (225 x 150cm)
Couvre-lits	94 x 60 pouces (235 x 150cm)
Taies d'oreillers	42 x 33 pouces (105 x 80cm)

POUR LIT DOUBLE

* Draps	100 x 81 pouces (250 x 200cm)
Couvertures	90 x 72 pouces (225 x 180cm)
Couvre-lits	94 x 76 pouces (235 x 190cm)
Taies d'oreillers	42 x 33 pouces (105 x 80cm)

* Dans le cas des draps recouvrant les matelas, les dimensions mentionnées ci-dessus ne s'appliquent pas s'il s'agit de draps-housses.

Serviettes de bain	22 x 44 pouces (55 x 110cm)
Serviettes à mains	16 x 27 pouces (40 x 65cm)
Débarbouillettes	12 x 12 pouces (30 x 30cm)
Descentes de bain	20 x 30 pouces (50 x 75cm)

123. Les réserves totales minimales requises sont les suivantes:

123.1 Pour les draps et les taies d'oreillers, trois (3) fois la quantité nécessaire à chacun des lits de l'établissement hôtelier.

BED LINEN AND LINEN

119. Every hotel establishment must have at least one wall cupboard for the exclusive storage of clean linen and toilet requisites intended for the bedrooms, bathrooms, dining-rooms and restaurants.

120. Every establishment must have at least one storage cupboard for the bed linen intended for laundry, the rubbish collected from bedrooms and the maintenance items.

121. Mattresses must be of the same size as the box spring.

122. The following articles must be of the following minimum sizes:

FOR A SINGLE BED

Sheets	100 x 72 inches (250 x 180 cm)
Blankets	90 x 60 inches (225 x 150 cm)
Bedspread	94 x 60 inches (235 x 150 cm)
Pillowcases	42 x 33 inches (105 x 80 cm)

FOR A DOUBLE BED

* Sheets	100 x 81 inches (250 x 200 cm)
Blankets	90 x 72 inches (225 x 180 cm)
Bedspread	94 x 76 inches (235 x 190 cm)
Pillowcases	42 x 33 inches (105 x 80 cm)

* In the case of sheets covering the mattresses, the sizes mentioned above do not apply to fitted sheets.

Bath towels	22 x 44 inches (55 x 110 cm)
Face towels	16 x 27 inches (40 x 65 cm)
Face cloths	12 x 12 inches (30 x 30 cm)
Bath mats	20 x 30 inches (50 x 75 cm)

123. The total minimum reserves required are the following:

123.1 in the case of sheets and pillow cases, three (3) times the quantity required for each bed in the hotel establishment;

123.2 Pour les débarbouillettes, les serviettes de bain, les serviettes à mains et les essuie-mains, trois (3) fois la quantité requise pour chaque salle de bains ou chaque chambre de l'établissement hôtelier;

123.3 Pour les descentes de bain, deux (2) fois la quantité requise pour chaque salle de bains ou pour chaque chambre de l'établissement hôtelier.

123.2 in the case of face cloths, bath towels, face towels and hand towels, three (3) times the quantity required for each bathroom or bedroom in the hotel establishment;

123.3 in the case of bath mats, twice the quantity required for each bathroom or bedroom in the hotel establishment.

Section VII

LOCATION DES CHAMBRES

124. Tout détenteur d'un permis d'établissement hôtelier doit:

124.1 Avant le 1^{er} octobre de chaque année, déclarer au ministre le prix minimum et maximum qui sera en vigueur dans l'établissement à compter du 1^{er} mai suivant.

124.2 Avant le 1^{er} mars de chaque année, compléter une déclaration détaillée du prix qui sera en vigueur pour chaque chambre à compter du 1^{er} mai suivant. Cette dernière déclaration devra respecter les prix minimum et maximum déclarés au paragraphe 124.1 et devra faire mention, le cas échéant, des repas compris dans le prix indiqué et de toute variation saisonnière en spécifiant les dates.

124.3 Chaque page de ces deux (2) déclarations doit être signée par le détenteur du permis.

124.4 Le prix minimum pouvant être annoncé doit être:

- a) Le prix d'au moins dix pour cent (10%) des chambres, cette proportion ne pouvant représenter moins de trois (3) chambres, ou,
- b) Le prix qui se situe le plus près de la moyenne obtenue en additionnant le prix de chacune des chambres et en divisant le total obtenu par le nombre des chambres.

125. Les tarifs visés aux articles 124.1, 124.2 et 124.3 sont en vigueur pendant une année à compter du 1^{er} mai de chaque année. Ils ne peuvent être modifiés au cours de l'année, sauf dans les cas suivants:

125.1 Hausse de taxes municipales ou scolaires;

125.2 Majoration du salaire minimum exigé par la Loi;

125.3 Entrée en vigueur d'une nouvelle convention collective majorant les salaires des employés;

Division VII

RENTAL OF ROOMS

124. Every holder of a hotel establishment permit must:

124.1 Before 1 October each year, declare to the Minister the minimum and maximum price which will be in force in the establishment effective from the following 1 May.

124.2 Before 1 March each year, complete a detailed declaration stating the price which will be in force for each bedroom effective from the following 1 May. Such declaration must comply with the minimum and maximum prices declared in subsection 124.1 and shall specify, where applicable, which meals are included in the price indicated and any seasonal variation, specifying the dates thereof.

124.3 Each page of these two (2) declarations must be signed by the permit holder.

124.4 The minimum price which may be advertised shall be:

- (a) the price of at least ten per cent (10%) of the bedrooms; such percentage not covering less than three (3) bedrooms, or,
- (b) the price which is the closest to the average obtained by adding the price of each bedroom and by dividing the total obtained by the number of bedrooms.

125. The tariffs contemplated in sections 124.1, 124.2 and 124.3 shall be in force for one year from 1 May of each year. They shall not be changed during the year except in the following cases:

125.1 Rise of school or municipal taxes;

125.2 Increase in the minimum wage required by law;

125.3 Coming into force of a new collective labour agreement increasing the wages of employees;

- 125.4** Augmentation du coût du combustible;
- 125.5** Augmentation du coût de l'électricité;
- 125.6** Dépenses en immobilisation aux fins de la classification.
- 126.** Ces modifications n'entreront en vigueur qu'après avoir été déposées et vérifiées par le ministre. Cependant, toute demande de majoration des tarifs dans les cas mentionnés aux articles 125.1, 125.2, 125.3, 125.4 et 125.5 ne sera considérée que si elle s'appuie sur des déboursés additionnels résultant de hausses entrées en vigueur après le 1^{er} mars de l'année et non prévisibles à la date à laquelle la déclaration de prix avait été complétée: de plus, ces hausses de prix devront être proportionnelles à l'augmentation invoquée pour effectuer le changement.
- 127.** Si le détenteur d'un permis omet de faire adéquatement la déclaration visée aux articles 124.1 et 124.2 les taux approuvés à compter du 1^{er} mai de l'année seront ceux qui étaient en vigueur jusqu'à cette date.
- 128.** Les prix déclarés sont inscrits sur des cartes fournies par le ministre à l'établissement et les cartes de l'année en cours doivent être affichées bien à la vue à raison d'une par chambre, conformément au numéro de la chambre qui y apparaît; ces cartes ne peuvent, en aucun cas, être modifiées.
- 129.** Le détenteur de permis ne peut exiger ou accepter un prix plus élevé que celui qui est déclaré en vertu des articles 124 et 125 et affiché en vertu de l'article 128 du présent règlement et ceci impose à l'exploitant l'obligation de restituer toute somme perçue en trop.
- 130.** Il est défendu d'afficher à l'extérieur de son établissement ou à tout autre endroit, le prix de la location des chambres. Cependant, il est permis d'annoncer dans les média d'information le prix de location de ces mêmes chambres.
- 131.** Si un exploitant exige le paiement du prix de location de la chambre au moment de l'enregistrement, il doit permettre que la chambre soit visitée, et si le client refuse d'occuper la chambre ou toute autre chambre pouvant lui être offerte, l'exploitant doit immédiatement rembourser le plein montant déjà exigé et versé.
- 132** La durée maximale de la journée de location d'une chambre est de vingt-quatre (24) heures consécutives, mais l'exploitant peut fixer l'heure de départ à son gré, pourvu qu'elle ne soit pas établie plus tôt qu'à douze (12) heures.
- 125.4** Increase in the cost of fuel;
- 125.5** Increase in the cost of electricity;
- 125.6** Capital expenditures for classification purposes.
- 126.** Such modifications shall come into force only following their filing with and verification by the Minister. However, every application for an increase in tariff in the cases referred to in subsection 125.1, 125.2, 125.3, 125.4 and 125.5 shall be considered only if it is based upon additional expenditures resulting from increases which came into force after 1 March for the year and which were not foreseeable on the date when the declaration of prices was completed; such price increases must, in addition, be in proportion to the increase on which the modification is based.
- 127.** Where the permit holder omits to make the declaration contemplated in subsections 124.1 and 124.2 in the appropriate manner, the rates approved effective from 1 May of the year shall be those in force until that date.
- 128.** The prices declared shall be entered on cards supplied to the establishment by the Minister and the cards of the current year must be posted conspicuously on the basis of one per bedroom in accordance with the room number entered thereon; under no circumstance shall such cards be modified.
- 129.** The permit holder shall not charge or accept a price higher than that declared under sections 124 and 125 and posted pursuant to section 128 of this Regulation, and the operator shall be bound thereby to refund any overpaid amount.
- 130.** It is prohibited to post outside his establishment, or in any other place, the price of the rental for bedrooms. Nevertheless, the price of the rental for these same bedrooms may be advertised in the information media.
- 131.** Where an operator demands payment of the price of the rental for a bedroom upon registration, he must allow the customer to see the room, and should the customer refuse to occupy the bedroom or any other room that may be offered to him, the operator must thereupon refund the full amount already charged and paid.
- 132.** The maximum duration of the rental day of a bedroom is twenty-four (24) consecutive hours, but the operator may fix the time of departure as he chooses, provided it is not earlier than 12 o'clock noon.

Section VIII

TENUE DES REGISTRES

133. Tout détenteur d'un permis d'établissement hôtelier doit tenir un registre ou fichier prénuméroté en caractères d'imprimerie et identifié au nom de l'établissement, dans lequel:

133.1 Chaque client doit inscrire lisiblement, sans blanc ni rature, son nom, son adresse et s'il y a lieu, le numéro d'enregistrement du véhicule automobile qu'il conduit ainsi que le nom de la province ou de l'état qui a émis cet enregistrement.

133.2 Le détenteur du permis ou le préposé à l'accueil de l'établissement doit inscrire le numéro et le taux de la chambre occupée par le client, le nombre des autres personnes qui occupent la même chambre et la date et l'heure d'arrivée; dans tous les cas, le client doit être informé avant la location du prix qu'il aura à payer.

134. Le registre ou fichier mentionné à l'article 133 ne devra en aucun cas être détruit si, pour une raison ou une autre, l'enregistrement doit être annulé.

135. Le détenteur du permis ou le préposé à l'accueil ne doit pas sciemment inscrire ou permettre d'inscrire de faux renseignements au registre.

136. Tout exploitant doit produire une facture détaillée au moins en deux (2) copies pour le séjour du ou des clients, remettre l'original au client et conserver une copie en vue de toute inspection ou vérification par un inspecteur dûment autorisé par le ministre.

137. Le détenteur du permis doit conserver ce registre ou ce fichier pendant une période d'au moins deux (2) ans et le mettre à la disposition de l'inspecteur visé à l'article 7 de la Loi, lorsqu'il en fait la demande. Tout acquéreur d'un établissement existant doit exiger ce registre ou fichier et en assurer la continuité.

138. Un registre officiel des objets déclarés, perdus, retrouvés ou non, doit être tenu, comportant la description de l'objet, le nom de la personne qui l'a perdu ou trouvé, la date et l'endroit où on l'a présumément perdu ou trouvé.

Division VIII

KEEPING OF REGISTERS

133. Every holder of a hotel establishment permit must keep a register or a pre-numbered card-index in block letters, identified by the name of the establishment, in which:

133.1 Every customer must enter legibly, without blanks or erasures, his name, address and where applicable, the registration number of the motor vehicle which he is driving together with the name of the province or state that issued such registration.

133.2 The permit holder or desk clerk of the establishment must enter the number and rate of the bedroom occupied by the customer, the number of other persons who occupy the same bedroom, and the date and time of arrival; in all cases the customer must be notified prior to the rental of the price he will have to pay.

134. The register or card-index referred to in section 133 shall in no case be destroyed if, for one reason or another, the registration is cancelled.

135. The permit holder or the desk clerk shall not knowingly enter or permit the entering of false information in the register.

136. Every operator must prepare a detailed invoice that must be at least in duplicate covering the stay of the customer(s), remit the original to the customer and retain a copy for the purposes of any inspection or verification by an inspector duly authorized by the Minister.

137. The permit holder must retain the register or card-index for a period of at least two (2) years and make it available to the inspector contemplated in section 7 of the Act where he so requests. The acquirer of an existing establishment must demand such register or card-index and ensure the continuance thereof.

138. An official register of objects declared lost, whether found or not, must be kept, and must include the description of the object, the name of the person who lost or found it and the date and place where reportedly lost or found.

Section IX

AFFICHAGE DES MENUS

139. Tout détenteur d'un permis de restaurant doit afficher durant les heures d'exploitation, près de chaque porte d'entrée, les prix des repas ou portions de repas, de façon à ce que ces prix soient lisibles de l'extérieur.

140. Tout détenteur d'un permis d'établissement hôtelier doit afficher durant les heures d'exploitation, à l'extérieur de chacune des portes d'entrée de chaque salle à manger, les prix des repas ou des portions de repas.

141. Les menus des repas dans les salles à manger et les restaurants doivent comprendre au moins:

141.1 Pour le repas du matin: fruit ou jus, choix de céréales avec lait ou crème, choix de deux (2) plats principaux de: viande ou d'oeufs, marmelade, gelée, pain et beurre, café, thé, lait;

141.2 Pour le repas du midi ou du soir: un choix de deux (2) jus, un choix de deux (2) soupes, un choix de trois (3) plats principaux de: viande, de poisson ou d'oeufs, deux (2) légumes, pain et beurre, deux (2) desserts, thé, café, lait;

141.3 Les condiments nécessaires à chaque repas: sel, poivre, sucre, moutarde, marinades et sauces, doivent être fournis sur demande.

142. Nul exploitant ou détenteur de permis ne doit exiger un prix plus élevé que le prix affiché en vertu des articles 139 et 140.

Section X

ENSEIGNES, ÉCRITAIUX
PUBLICITÉ ET SOLLICITATION

143. Tout établissement doit être pourvu à l'extérieur d'une enseigne portant l'appellation prévue aux articles 28, 29, 30, 34, 35, 36, 37 et 38.

144. Lorsque apposées à toute bâtisse, les enseignes doivent être érigées à au moins dix (10') pieds (3m) du sol et ne jamais obstruer une fenêtre même partiellement.

145. Seuls peuvent figurer sur les enseignes principales et les enseignes secondaires, la destination de l'établissement, l'appellation autorisée selon la catégorie et le symbole de la classification officielle accordée par le Conseil du Tourisme; cependant, les enseignes peuvent comporter un espace pour

Division IX

POSTING OF MENUS

139. Every holder of a restaurant permit must post during operating hours, near the door of each entrance the prices of meals or portions of meals in such a manner that the prices are readable from outside.

140. Every holder of a hotel establishment permit must, during operating hours, post outside the door of each entrance to every dining-room the prices of meals or portions of meals.

141. The menus of the meals in the dining-rooms and restaurants must include at least:

141.1 In the case of the morning meal: fruit or juice, choice of cereals with milk or cream, choice of two (2) main courses of meat or eggs, marmalade, jelly, bread and butter, coffee, tea, milk.

141.2 In the case of the noon or evening meal: a choice of two (2) juices, a choice of two (2) soups, a choice of three (3) main courses of meat, fish or eggs, two (2) vegetables, bread and butter, two (2) desserts, tea, coffee, milk.

141.3 The condiments required for each meal, salt, pepper, sugar, mustard, pickles and sauce, must be supplied upon request.

142. No operator or permit holder must charge a price higher than that posted pursuant to sections 139 and 140.

Division X

SIGNS, PLACARDS,
PUBLICITY AND SOLICITING

143. Every establishment must be provided with an out sign bearing the appropriate designation set forth in sections 28, 29, 30, 34, 35, 36, 37 and 38.

144. When affixed to any building, the signs must be erected at not less than ten (10) feet (3 m) from the ground and must never obstruct a window, even partly.

145. Only the name and purpose of the establishment, the designation authorized in accordance with the class, and the official classification symbol accorded by the *Conseil du Tourisme* may appear on the main signs and the secondary signs; however, the signs may have a space on which

la mention des réunions, des activités qui ont lieu dans l'établissement ou tous autres services offerts en excluant les prix des chambres.

145.1 Sur toute enseigne principale, le nom de l'établissement doit toujours y apparaître.

145.2 Les enseignes doivent être maintenues en bon état d'entretien.

146. Toutes les salles à manger, les salles publiques, les issues d'urgence, les ascenseurs et les salles de toilettes d'un établissement ou d'un restaurant, doivent être identifiés.

Les issues d'urgence doivent être indiquées clairement par des affiches facilement visibles, éclairées, de couleur contrastante avec l'environnement (le blanc sur fond rouge est préférable).

146.1 Les salles de toilettes publiques et les salles de bains publiques doivent de plus indiquer le sexe pour lequel elles sont réservées dans les cas où le présent règlement exige des pièces différentes pour chaque sexe.

147. Nulle publicité, annonce, enseigne ou sollicitation relatives à un établissement hôtelier ou à un restaurant ne doit contenir de renseignements inexacts, de fausses représentations ou des renseignements à l'encontre du présent règlement.

148. Toute publicité ou sollicitation relative aux prix de location des chambres ou aux prix des repas doit stipuler ce que ces prix comprennent, de même que la nature et le coût de tout service additionnel.

149. Lorsqu'un dépôt de garantie ou des arrhes sont demandés ou exigés de tout client éventuel, la publicité, sollicitation ou correspondance doit mentionner les conditions de remboursement ou de non-remboursement de ces dépôts ou arrhes.

149.1 A défaut de convention précise, le détenteur de permis doit rembourser le dépôt de garantie ou les arrhes sur simple avis d'annulation de réservation.

150. Nul établissement ne peut commenter dans sa publicité la classification qui lui aura été assignée. Seules pourront être annoncées, la catégorisation et la classification officielles accordées par le Conseil du Tourisme.

meetings, activities held in the establishment, or any other miscellaneous services offered, excluding room prices, are indicated.

145.1 The name of the establishment must always appear on every main sign.

145.2 The signs must be kept in good repair.

146. Every dining-room, public hall, emergency exit, elevator and lavatory of an establishment or restaurant must be identified.

The emergency exits must be clearly indicated by easily seen, lighted, signs of a colour that contrasts with surroundings (white on a red background is preferable).

146.1 Public lavatories and public washrooms must also indicate for which sex they are reserved where this Regulation requires different rooms for each sex.

147. No publicity, advertising, sign or soliciting in respect of a hotel establishment or restaurant shall contain inaccurate information, misrepresentations or information contrary to this Regulation.

148. All publicity or soliciting in respect of the prices of rental of bedrooms or the prices of meals must stipulate what is included in such prices as well as the nature and cost of every additional service.

149. Where the deposit of a guarantee or a down payment is requested or required from a prospective customer, the publicity, soliciting or correspondence must indicate the conditions of refund or non-refund of such deposit or down payment.

149.1 In the absence of a specific contract, the permit holder must refund the guarantee deposit or the down payment upon simple notice of cancellation of the reservation.

150. No establishment shall, in its publicity, comment on the classification that has been assigned to it. Only the categorization and official classification assigned by the *Conseil du Tourisme* may be advertised.

Section XI

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

151. L'exploitant doit maintenir sur les lieux d'un établissement hôtelier ou d'un restaurant, en tout temps durant les heures d'exploitation, au moins un employé adulte aux fins de surveillance et d'exploitation de l'établissement.

152. Les issues doivent être maintenues en bon état d'entretien et de fonctionnement et sans obstruction et leurs portes doivent s'ouvrir dans le sens de la sortie.

153. Les plafonds, les tentures, les murs, les planchers, les couvre-planchers et les tapis doivent être tenus en bon état d'entretien.

154. Les portes des salles de toilettes et des salles de bains doivent être en bon état de fonctionnement et d'entretien.

Les portes des salles de toilettes et des salles de bains doivent être munies de compresseurs ou ressorts, afin qu'elles se referment d'elles-mêmes hermétiquement.

155. Le degré minimum de chaleur requis en tout temps de l'année, doit être de vingt degrés C (20°C) dans toutes les parties de l'établissement.

156. Les systèmes d'eau potable chaude ou froide doivent alimenter en tout temps les établissements hôteliers et restaurants. La température de l'eau chaude doit être d'au moins soixante degrés C (60°C).

157. Aucune pièce servant à la consommation ou à la distribution de boissons alcooliques ne doit servir de passage pour atteindre une salle à manger ou tout autre endroit public.

158. Tout établissement doit être pourvu d'une trousse de premiers soins et l'exploitant doit en plus pouvoir fournir rapidement les renseignements nécessaires afin de demander un médecin ou une ambulance de même que la police, si nécessaire.

159. Le détenteur de permis ne peut exiger du client ou porter à son compte tout montant ayant trait à des services que le client pourrait ne pas utiliser, si le coût de tels services n'est pas pourvu par contrat ou porté au préalable à l'attention du client; dans le cas des repas ou les frais de services ou tout autre frais sont obligatoires, une note apparaîtra à cette fin sur le menu. Dans tous les cas, de tels renseignements doivent être inclus dans la publicité.

160. Les animaux, propriété d'un client, peuvent être admis dans l'établissement pourvu qu'ils soient sous la garde constante du client ou logés dans un chenil et ils ne peuvent

Division XI

GENERAL PROVISIONS

151. The operator must keep on the premises of a hotel establishment or restaurant at all times during business hours at least one adult employee for the purpose of supervising and operating the establishment.

152. The exits must be kept in good repair and working order and not be obstructed, and their doors must open outwards.

153. The ceilings, curtains, walls, floors, floor coverings and carpets must be kept in good repair.

154. The doors of lavatories and bathrooms must be kept in good repair and working order. The doors of lavatories and bathrooms must be equipped with compressors or springs so that they automatically close hermetically.

155. The minimum degree of heat required at all times throughout the year must be twenty (20) degrees C (20°C) in all parts of the establishment.

156. Hotel establishments and restaurants must be supplied at all times with hot and cold drinking water systems. The temperature of the hot water must be at least sixty degrees C (60°C).

157. No room used for the consumption or distribution of alcoholic beverages shall be used as a passage way giving access to a dining-room or any other public place.

158. Every establishment must be provided with a first-aid kit and the operator must, in addition, be able to furnish quickly the information necessary in order to send for a physician or ambulance, as well as the police, where necessary.

159. The permit holder shall not require from or charge a customer any amount relating to services which the customer may not use where the cost of such services is not prescribed by contract or previously indicated to the customer; in the case of meals where a service charge or any other additional charge is obligatory, a note to that effect is to be included on the menu. In all cases, such information must be included in the publicity.

160. Animals, owned by a customer, may be admitted in an establishment provided they are under the constant care of the customer or lodged in a kennel. They shall not be

être admis dans des endroits où l'on consomme des boissons ou des aliments. Cette disposition est sujette à la réglementation du détenteur de permis. Cependant, aucun exploitant ne peut refuser l'accès à son établissement à un aveugle accompagné d'un chien guide.

161. A l'exception des chiens guides pour les aveugles, aucun animal ne peut être admis dans un restaurant, salle à manger ou autre salle publique d'un établissement hôtelier.

162. Toute personne ne peut exploiter un établissement visé à l'article 3 de la Loi de l'hôtellerie lorsqu'une inspection révèle la présence de vermine ou de rongeurs.

163. Le ministre refuse, suspend ou annule le permis à toute personne déclarée coupable d'infraction, à la Loi de la sécurité dans les édifices publics (1964, c. 149) et à la Loi de la Qualité de l'environnement (1972, c. 49), et à la Loi de la Protection du consommateur (1971, c. 74).

164. Le présent règlement entre en vigueur à compter de sa publication dans la *Gazette Officielle*.

165. Nonobstant les dispositions du présent règlement, les établissements hôteliers existants comprenant moins de six (6) chambres, détenteurs d'un permis du Service de l'hôtellerie antérieurement au 8 octobre 1975, conservent leur privilège quant au nombre de chambres permises mais demeurent assujettis au présent règlement. Ces établissements se verront accorder un permis de la catégorie « C » tel que mentionné à l'article 25. Les droits accordés en vertu du présent article ne sont en aucun cas transférables.

admitted in places where drinks or food are consumed. This provision is subject to the rules of the permit holder. However, an operator shall not refuse a blind person accompanied by a seeing-eye dog access to his establishment.

161. With the exception of seeing-eye dogs for blind persons, no animal shall be admitted in a restaurant, dining-room or other public room of a hotel establishment.

162. No person shall operate an establishment governed by section 3 of the Hotels Act where an inspection reveals the presence of vermin or rodents.

163. The Minister shall refuse, suspend or cancel the permit of any person convicted of an offence against the Public Buildings Safety Act (1964, c. 149), the Environment Quality Act (1972, c. 49), and the Consumer Protection Act (1971, c. 74).

164. This Regulation shall come into force upon its publication in the *Québec Official Gazette*.

165. Notwithstanding the provisions of this Regulation, existing hotel establishments with less than six (6) rooms, holding a permit from the hostelry division prior to 8 October 1975, maintain their privileges with respect to the number of rooms permitted but remain subject to this Regulation. These establishments shall be accorded a Class "C" permit as mentioned in section 25. The rights granted under this section are not transferable under any circumstance.

(ANNEXE A)

ACCOMMODATIONS SANITAIRES

OCCUPATION	W.C.		Urinoirs	Lavabos		Fontaines	Baignoires ou Douches	Autres appareils	Remarques
	Hommes	Femmes		Hommes	Femmes				
DÉBITS DE BOISSONS (ayant un permis de la C.C.P.A.Q.)	1/25	1/30		1/50	1/60				(c) Les $\frac{2}{3}$ des W.C. pour hommes peuvent être remplacés par des urinoirs.
Clients:	X	X	Voir (c)	X	X				
HOTEL — MOTEL	Voir (m)			Voir (n)					(m) Les cabinets d'aisances à usage général doivent être sé- parés des salles de bains et de lavabos.
1) chambre privée	1/chambre			1/chambre			1/chambre		
2) chambres avec salle de toilette commune:									(n) Un lavabo est obligatoire dans chaque cham- bre non pour- vue d'une salle de toilette (privée).
104 ch./étage	1/étage			1/étage			1/étage		
598 ch./étage	1/étage	1/étage		1/étage	1/étage		1/sexes		
9 ch. et plus/étage	ajouter 1/8	ajouter 1/8		ajouter 1/8	ajouter 1/8		ajouter 1/8		
	chambres chambres			chambres chambres			chambres pour chaque sexe		
RESTAURANTS									
1 @ 25 clients	1	voir (x)		1	voir (x)				(x) Au-dessous de 26 clients 1 w.c. et 1 lavo- bo suffiront à l'usage des clients et ses employés. De 26 @ 50 clients 2 w.c. et 2 lavabos s'uffiront à l'usage des clients et des employés mais dans 2 salles sé- parées. Là où la
26 @ 60 clients	1 voir (x)	1 voir (x)		1 voir (x)	1 voir (x)				
51 @ 100 clients	1	2		1	1				
101 @ 150 clients	1	2	voir (e)	1	2				
151 @ 200 clients	2	3		2	2				
201 @ 300 clients	3	3		3	3				
301 et plus clients	ajouter 1/50	ajouter 1/50		ajouter 1/50	ajouter 1/50				
	hommes femmes			hommes femmes					
Employés: voir (f) et (y)									

OCCUPATION	W.C.		Urinoirs	Lavabos		Fontaines	Baignoires ou Douches	Autres appareils	Remarques
	Hommes	Femmes		Hommes	Femmes				
SALLES DE RECEPTION — SALLES DE RÉUNION, etc. (avec permis de la C.C.P.A.Q.)			Voir (c)						consommation se fait à l'exté- rieur des salles séparées pour chaque sexe sont obligatoi- res avec accès à l'intérieur. (e) Pour les hom- mes, la moitié de w.c. obliga- toires peuvent être remplacés par des urinoirs. (f) Les installa- tions sanitaires pour les em- ployés doivent être les mêmes que celles qui sont exigées dans les édifices à bureaux. (y) Une salle de toilette n'est pas requise pour moins de 5 employés.
Clients	1/30	1/30		1/60	1/60	1/1000 clients			Voir (***) (***) L'évier de service peut avoir un siphon de 2 pouces de diamètre si le plancher est recouvert de tapis. L'évier de service peut être rem- placé par un bac de service.
	hommes	femmes		hommes	femmes				

FACILITY	W.C.		Urinals	Washbasins		Drinking fountains	Baths or showers	Other equipment	Remarks
	Men	Women		Men	Women				
									rooms. Where consumption takes place outside, separate rooms for each sex giving access to the outside are compulsory.
									(e) For men, half of the obligatory W.C.'s may be replaced by urinals.
									(f) The sanitary installations for employees must be the same as those required for office buildings.
									(y) A lavatory shall not be compulsory for less than 5 employees.
RECEPTION ROOMS-MEETING ROOMS, etc. (with a permit from the Q.L.P.C.C.)			see (c)						See (***) (***) The service sink may
Customers	1/30 men	1/30 women		1/60 men	1/60 women	1/1000 customers		1 service sink or 1 tub	have a 2 inch diameter trap if the floor is carpeted. The service sink may be replaced by a service tub.

A.C. 1696-77, 26 mai 1977
Règ. 77-302, 31 mai 1977

LOI DE LA CONSERVATION DE LA FAUNE
 (1969, c. 58)

Zones de chasse — Modifications

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT les zones de chasse du Québec.

ATTENDU QU'il y a lieu d'apporter certaines modifications au territoire de certaines zones de chasse du Québec pour une meilleure administration;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du Ministre du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche:

QUE le règlement modifiant le règlement relatif aux zones de chasse du Québec, annexé au présent arrêté en conseil, soit adopté.

QUE l'arrêté en conseil 2399-75, du 11 juin 1975, soit modifié en conséquence.

Le greffier du conseil exécutif,
 GUY COULOMBE.

**Règlement modifiant le Règlement relatif
 aux zones de chasse du Québec**

Loi de la Conservation de la Faune
 (1969, c. 58, a. 77, par. c)

I. L'article 19 du règlement concernant les zones de chasse du Québec adopté par l'arrêté en conseil no 2399-75, est remplacé par le suivant:

« **19. ZONE K-1:** Cette partie du Québec, dont le périmètre peut être décrit comme suit:

Partant d'un point situé à la rencontre de la frontière Québec — Ontario avec la limite sud du canton Massicotte; de là, vers l'est, en suivant la limite sud des cantons Massicotte, La Peltrie, Lanouillier, Gaudet, Fénelon, Subercase, Grasset, La Pérouse et Corbière jusqu'à la rive ouest du lac Matagami; de là, dans une direction générale sud-est, la rive ouest du lac Matagami, la rive gauche de la rivière Bell (en passant par la rive nord-est de l'île Canica) jusqu'à la limite nord du canton Comtois; de là, vers l'est, en suivant la limite nord du canton Quévillon jusqu'à la limite ouest de l'emprise de la route 113; de là, vers le sud, en suivant la limite ouest de l'emprise de la route 113 jusqu'à sa rencontre avec la limite

O.C. 1696-77, 26 May 1977
Reg. 77-302, 31 May 1977

WILD-LIFE CONSERVATION ACT
 (1969, c. 58)

Hunting zones — Amendments

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING hunting zones in Québec.

WHEREAS it is expedient to change the territory of certain hunting zones in Québec for better administration purposes;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Tourism, Fish and Game:

THAT the Regulation amending the Regulation respecting hunting zones in Québec, annexed to this Order in Council, be made.

THAT Order in Council 2399-75 dated 11 June 1975 be therefore amended.

GUY COULOMBE,
 Clerk of the Executive Council.

**Regulation amending the Regulation
 respecting hunting zones in Québec**

Wild-life Conservation Act
 (1969, c. 58, s. 77, subpar. c)

I. Section 19 of the Regulation respecting hunting zones in Québec made under Order in Council 2399-75 is replaced by the following:

“**19. ZONE K-1:** That part of Québec the perimeter of which may be described as follows:

Starting from a point situated at the meeting of the Québec — Ontario border with the southern limit of the township of Massicotte; thence easterly following the southern limit of the townships of Massicotte, La Peltrie, Lanouillier, Gaudet, Fénelon, Subercase, Grasset, La Pérouse and Corbière to the west shore of Matagami Lake; thence in a general southeasterly direction, the west shore of Matagami Lake, the left bank of Bell River (by the northeast shore of Canica Island) to the northern limit of the township of Comtois; thence easterly following the northern limit of the township of Quévillon to the western limit of the right of way of Highway 113; thence southerly following the western limit of the right

sud de l'emprise du chemin de fer Canadien National à Senneterre; de là, vers le nord-ouest, suivant la limite sud de l'emprise dudit chemin de fer jusqu'à sa rencontre avec la frontière Québec — Ontario près de La Reine; de là, vers le nord, ladite frontière jusqu'au point de départ.

2. L'article 20 dudit règlement est remplacé par les suivants:

« **20. ZONE K-2:** Cette partie du Québec, dont le périmètre peut être décrit comme suit:

Partant d'un point situé à la rencontre de la limite ouest de l'emprise de la route 113 avec la limite nord du canton Quévillon; de là, vers l'est, en suivant la limite nord des cantons Quévillon, Verneuil, Wilson, Ralleau, Effiat, Carpiquet, Urban, la limite ouest du canton Belmont, la limite nord des cantons Belmont, L'Espinay, Bressani, Chambalon, Beaucours et Feuquières jusqu'à la ligne de partage des eaux des bassins hydrographiques se déversant dans le fleuve Saint-Laurent et des bassins hydrographiques se déversant dans la Baie James; de là, vers le nord-est, en suivant ladite ligne de partage des eaux jusqu'au parallèle de latitude 50°; de là, vers l'est, suivant ledit parallèle jusqu'à sa rencontre avec la limite est de la réserve de Chibougamau; de là, vers le sud-est, en suivant la limite est de la réserve de Chibougamau, puis vers le sud-ouest et l'ouest, en suivant la limite sud de ladite réserve jusqu'à sa rencontre avec la rive gauche de la rivière Raimbault; de là, dans une direction générale sud, en suivant la rive gauche de la rivière Raimbault jusqu'à sa rencontre avec la rive gauche de la rivière Trenche; de là, vers le sud, en suivant la rive gauche de la rivière Trenche jusqu'à sa rencontre avec la rive gauche de la rivière Saint-Maurice; de là, vers le nord-ouest, puis le sud-ouest, en suivant la rive gauche de la rivière Saint-Maurice jusqu'à sa rencontre avec la limite sud de l'emprise du chemin de fer Canadien National à Duplessis; de là, vers le nord-ouest, en suivant la limite sud de l'emprise du chemin de fer Canadien National jusqu'à sa rencontre avec la limite ouest de l'emprise de la route 113 à Senneterre; de là, vers le nord, en suivant la limite ouest de l'emprise de la route 113 jusqu'au point de départ.

« **20a ZONE K-3:** Cette partie du Québec, dont le périmètre peut être décrit comme suit:

Partant d'un point situé à la rencontre de la frontière Québec — Ontario avec la limite sud du canton Massicotte; de là, vers l'est, en suivant la limite sud des cantons Massicotte, La Peltrie, Lanouillier, Gaudet, Fénelon, Subercase, Grasset, La Pérouse et Corbière jusqu'à la rive ouest du lac Matagami; de là, dans une direction générale sud-est, la rive ouest du lac Matagami, la rive gauche de la rivière Bell (en passant par la rive nord-est de l'île Canica) jusqu'à la limite nord du canton Comtois; de là, vers l'est, en suivant la limite

of way of Highway 113 to its meeting with the southern limit of the right of way of the Canadian National Railway at Senneterre; thence northwesterly following the southern limit of the right of way of the said railway to its meeting with the Québec — Ontario border close to La Reine; thence northerly the said border to the starting point.

2. Section 20 of the said Regulation is replaced by the following:

“**20. ZONE K-2:** That part of Québec the perimeter of which may be described as follows:

Starting from a point situated at the meeting of the western limit of the right of way of Highway 113 with the northern limit of the township of Quévillon; thence easterly following the northern limit of the townships of Quévillon, Verneuil, Wilson, Ralleau, Effiat, Carpiquet, Urban, the western limit of the township of Belmont, the northern limit of the townships of Belmont, L'Espinay, Bressani, Chambalon, Beaucours and Feuquières to the watershed of the river basins emptying into the St. Lawrence River and the river basins emptying into James Bay; thence northeasterly following the said watershed to the parallel of latitude 50°; thence easterly following the said parallel to its meeting with the eastern limit of the Chibougamau Reserve, thence southeasterly following the eastern limit of the Chibougamau Reserve; thence southwesterly and westerly following the southern limit of the said reserve to its meeting with the left bank of Raimbault River; thence in a general southerly direction following the left bank of the Raimbault River to its meeting with the left bank of the Trenche River; thence southerly following the left bank of the Trenche River to its meeting with the left bank of the St. Maurice River; thence northwesterly then southwesterly following the left bank of the St. Maurice River to its meeting with the southern limit of the right of way of the Canadian National Railway at Duplessis; thence northwesterly following the southern limit of the right of way of the Canadian National Railway to its meeting with the western limit of the right of way of Highway 113 at Senneterre; thence northerly following the western limit of the right of way of Highway 113 to the starting point.

“**20a ZONE K-3:** That part of Québec the perimeter of which may be described as follows:

Starting from a point situated at the meeting of the Québec — Ontario border with the southern limit of the township of Massicotte; thence easterly following the southern limit of the townships of Massicotte, La Peltrie, Lanouillier, Gaudet, Fénelon, Subercase, Grasset, La Pérouse and Corbière to the west shore of Matagami Lake; thence in a general southeasterly direction, the west shore of Matagami Lake, the left bank of Bell River (by the northeast shore of Canica Island) to the northern limit of the township of Comtois; thence

nord des cantons Quévillon, Verneuil, Wilson, Ralleau, Effiat, Carpiquet, Urban, la limite ouest du canton Belmont, la limite nord des cantons Belmont, L'Espinay, Bressani, Chambalon, Beaujours et Feuquières jusqu'à la ligne de partage des eaux des bassins hydrographiques se déversant dans le fleuve Saint-Laurent et des bassins hydrographiques se déversant dans la Baie James; de là, vers le nord-est, en suivant ladite ligne de partage des eaux jusqu'au parallèle de latitude 50°; de là, vers l'ouest, en suivant ledit parallèle de latitude jusqu'à sa rencontre avec la frontière Québec — Ontario; de là, vers le sud, en suivant ladite frontière jusqu'au point de départ.

3. L'article 24 dudit règlement est remplacé par le suivant:

« **24. ZONE O-1:** Cette partie du Québec, dont le périmètre peut être décrit comme suit:

Le territoire situé au nord du parallèle de latitude 50°, à l'est et au sud de la ligne de partage des eaux des bassins hydrographiques se déversant dans le fleuve Saint-Laurent et des bassins hydrographiques se déversant dans les baies de James, d'Hudson et d'Ungava.

4. L'article 25 dudit règlement est remplacé par le suivant:

« **25. ZONE O-2:** Cette partie du Québec, dont le périmètre peut être décrit comme suit:

Le territoire situé au nord du parallèle de latitude 50°, à l'ouest de la ligne de partage des eaux des bassins hydrographiques se déversant dans le fleuve Saint-Laurent et des bassins hydrographiques se déversant dans les baies de James, d'Hudson et d'Ungava, et à l'ouest du méridien de longitude 71°.

5. L'article 26 dudit règlement est remplacé par le suivant:

« **26. ZONE O-3:** Cette partie du Québec, dont le périmètre peut être décrit comme suit:

Le territoire situé au nord de la ligne de partage des eaux des bassins hydrographiques se déversant dans le fleuve Saint-Laurent et des bassins hydrographiques se déversant dans les baies de James, d'Hudson et d'Ungava, et à l'est du méridien de longitude 71°; à distraire de cette zone le territoire de la zone O-4.

6. Le présent règlement entre en vigueur lors de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

Le greffier du Conseil exécutif.
GUY COULOMBE.

easterly following the northern limit of the townships of Quévillon, Verneuil, Wilson, Ralleau, Effiat, Carpiquet, Urban, the western limit of the township of Belmont, the northern limit of the townships of Belmont, L'Espinay, Bressani, Chambalon, Beaujours and Feuquières to the watershed of the river basins emptying into the St. Lawrence River and the river basins emptying into James Bay; thence northeasterly following the said watershed to the parallel of latitude 50°; thence westerly following the said parallel of latitude to its meeting with the Québec — Ontario border; thence southerly following the said border to the starting point.

3. Section 24 of the said Regulation is replaced by the following:

“**24. ZONE O-1:** That part of Québec the perimeter of which may be described as follows:

The territory situated north of the parallel of latitude 50°, east and south of the watershed of the river basins emptying into the St. Lawrence River and the river basins emptying into the James, Hudson and Ungava Bays.

4. Section 25 of the said Regulation is replaced by the following:

“**25. ZONE O-2:** That part of Québec the perimeter of which may be described as follows:

The territory situated north of the parallel of latitude 50°, west of the watershed of the river basins emptying into the St. Lawrence River and the river basins emptying into the James, Hudson and Ungava Bays, and west of the meridian of longitude 71°.

5. Section 26 of the said Regulation is replaced by the following:

“**26. ZONE O-3:** That part of Québec the perimeter of which may be described as follows:

The territory situated north of the watershed of the river basins emptying into the St. Lawrence River and the river basins emptying into the James, Hudson and Ungava Bays and east of the meridian of longitude 71° saving and excepting therefrom the territory of Zone O-4.

6. This Regulation shall come into force upon its publication in the *Québec Official Gazette*.

GUY COULOMBE,
Clerk of the Executive Council.



A.C. 1768-77, 1^{er} juin 1977
Règ. 77-313, 3 juin 1977

LOI DE LA PREUVE PHOTOGRAPHIQUE
DE DOCUMENTS
(S.R.Q., 1964, c. 280)

S. Albert et Compagnie, Limitée —
Application de la Loi.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la preuve photographique des documents de la
compagnie S. Albert et Compagnie, Limitée.

ATTENDU QU'en vertu de l'article 6 de la Loi de la preuve
photographique de documents (S.R.Q. 1964, c. 280) le
lieutenant-gouverneur en conseil peut statuer que cette loi
sera applicable à toute association, société ou corporation
publique ou privée qui n'est pas déjà comprise dans l'énumé-
ration contenue au paragraphe *b* de l'article 1;

ATTENDU QUE la compagnie « S. Albert et Compagnie,
Limitée », dument constituée en corporation le 30 septembre
1932 en vertu de la première partie de la Loi des compagnies
et dont le siège social est situé à 5763, boulevard St-Laurent,
Montréal a demandé que la Loi de la preuve photographique
de documents lui soit applicable;

ATTENDU QUE cette corporation privée n'est pas comprise
dans l'énumération contenue au paragraphe *b* de l'article 1 et
qu'il y a lieu de lui appliquer la Loi de la preuve photogra-
phique de documents;

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la proposition du
ministre de la Justice:

QUE la Loi de la preuve photographique de documents
(S.R.Q. 1964, c. 280) soit applicable à la compagnie « S.
Albert et Compagnie, Limitée », dont le siège social est situé
à 5763, boulevard St-Laurent, Montréal:

QUE le présent arrêté en conseil soit publié dans la *Gazette
officielle du Québec* et ait son effet à compter de cette publi-
cation.

Le greffier du conseil exécutif,
GUY COULOMBE.

1457-o

O.C. 1768-77, 1 June 1977
Reg. 77-313, 3 June 1977

PHOTOGRAPHIC PROOF
OF DOCUMENTS ACT
(R.S.Q., 1964, c. 280)

S. Albert and Company, Limited —
Application of the Act

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the photographic proof of documents of S.
Albert and Company, Limited.

WHEREAS under section 6 of the Photographic Proof of
Documents Act (R.S.Q., 1964, c. 280), the Lieutenant-
Governor in Council may enact that this act shall be applica-
ble to any society, firm or corporation, public or private,
which is not already included in the enumeration contained in
paragraph *b* of section 1;

WHEREAS "S. Albert and Company, Limited", duly in-
corporated on 30 September 1932 under Part I of the Compa-
nies Act and whose head office is situate at 5763 St. Lawren-
ce Boulevard, Montreal, has requested that the Photographic
Proof of Documents Act be applied to it;

WHEREAS this private corporation is not included in the
enumeration contained in paragraph *b* of section 1 and
whereas it is expedient that the Photographic Proof of Docu-
ments Act be applied to the said company;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the
Minister of Justice:

THAT the Photographic Proof of Documents Act (R.S.Q.,
1964, c. 280) be applicable to "S. Albert and Company,
limited", whose head office is situate at 5763 St. Lawrence
Boulevard, Montreal;

THAT this Order in Council be published in the *Québec
Official Gazette* and come into force upon its publication.

GUY COULOMBE,
Clerk of the Executive Council.

1457-o



Décision du 10 juin 1977
Règ. 77-332, 15 juin 1977

LOI SUR LA MISE EN MARCHÉ
DES PRODUITS AGRICOLES
(1974, c. 36)

Producteurs de lait industriel
— Contributions — Modifications

Prenez avis que lors d'une séance tenue le 10 juin 1977, la Régie des marchés agricoles du Québec a approuvé, en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par l'article 71 de la Loi, les amendements suivants au règlement de la Fédération des producteurs de lait industriel du Québec imposant un prélevé spécial pour fin de publicité.

Régie des marchés agricoles du Québec,

Le secrétaire,
ME GILLES LE BLANC.

Règlement modifiant le
Règlement imposant un prélevé spécial
pour fins de publicité.

La Fédération des producteurs de lait industriel du Québec, en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par la Loi sur la mise en marché des produits agricoles, modifie ainsi qu'il suit son règlement imposant une contribution spéciale pour fin de publicité tel que publié dans la *Gazette Officielle du Québec* le 17 octobre 1970.

1. L'article 1 dudit règlement est remplacé par le suivant:

1. Chaque producteur assujéti au plan conjoint des producteurs de lait industriel du Québec est tenu de payer une contribution de \$0.05 les 100 livres de lait et de \$0.0143 la livre de gras de crème sur tout le lait et la crème livrés à un marchand de lait.

2. Le présent règlement entre en vigueur le 1^{er} juillet 1977.

1462-o

Decision, 10 June 1977
Reg. 77-332, 15 June 1977

FARM PRODUCTS
MARKETING ACT
(1974, c. 36)

Industrial Milk Producers
— Contributions — Amendments

Notice is given that at a sitting held on 10 June 1977, the Québec Agricultural Marketing Board approved, pursuant to the powers conferred upon it by section 71 of the Act, the following amendments to the By-law of the *Fédération des producteurs de lait industriel du Québec* enforcing the withholding of a special sum for advertising purposes.

Québec Agricultural Marketing Board,

ME GILLES LE BLANC,
Secretary.

By-law amending the By-law enforcing
the withholding of a special sum
for advertising purposes.

Pursuant to the powers conferred upon it by the Farm Products Marketing Act, the *Fédération des producteurs de lait industriel du Québec* amends as follows its By-law enforcing the withholding of a special sum for advertising purposes as published in the *Québec Official Gazette* of 17 October 1970.

1. Section 1 of the said Regulation is replaced by the following:

1. Each producer bound by the Québec Industrial Milk Producers' Joint Plan shall pay a contribution of \$0.05 per 100 weight of milk and \$0.0143 per pound of fat based on his total delivery of milk and cream to a milk dealer.

2. This By-law shall come into force on 1 July 1977.

1462-o



A.C. 1988-77, 15 juin 1977
Règ. 77-347, 17 juin 1977

LOI DES DÉCRETS DE CONVENTION COLLECTIVE
(S.R.Q., 1964, c. 143)

Garage — Joliette — Modifications

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT une modification au décret relatif aux salariés
de garage dans la région de Joliette.

ATTENDU QUE, conformément à la Loi des décrets de
convention collective (S.R.Q., 1964, c. 143), le « Congrès
du Travail du Canada » a présenté une requête au ministre du
Travail et de la Main-d'oeuvre à l'effet d'être accepté comme
partie contractante de seconde part au décret 824 du 23 avril
1965 et amendements, relatif aux salariés de garage dans la
région de Joliette.

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette
officielle du Québec* du 9 février 1977;

ATTENDU QUE l'objection formulée a été appréciée confor-
mément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation
du ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre:

QUE le décret 824 soit modifié de la façon suivante: Le
nom: « Congrès du Travail du Canada » est ajouté comme
partie contractante de deuxième part.

Le greffier du Conseil exécutif,
GUY COULOMBE.

1461-o

O.C. 1988-77, 15 June 1977
Reg. 77-347, 17 June 1977

COLLECTIVE AGREEMENT DECREES ACT
(R.S.Q., 1964, c. 143)

Garage — Joliette — Amendment

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING an amendment to the decree respecting garage
employees in the Joliette region.

WHEREAS, pursuant to the Collective Agreement Decrees
Act (R.S.Q., 1964, c. 143), the "Canada Labour Council"
has petitioned the Minister of Labour and Manpower to be
accepted as a contracting party of the second part to Decree
824 of April 23, 1965 and amendments, respecting garage
employees in the Joliette region;

WHEREAS the said petition has been published in the *Qué-
bec Official Gazette* of February 9, 1977;

WHEREAS the objection brought forward has been duly
considered in accordance with the Act;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the
Minister of Labour and Manpower:

THAT Decree 824 be amended as follows: The name:
"Canada Labour Council" is added as contracting party of
the second part.

GUY COULOMBE,
Clerk of the Executive Council.

1461-o



Avis

Notices

AVIS D'APPROBATION DE RÈGLEMENT

CODE DES PROFESSIONS

(1973, c. 43)

Le ministre responsable de l'application des lois professionnelles, l'honorable Jacques-Yvan Morin, donne avis par les présentes, conformément à l'article 93 du Code des professions, que le « Règlement concernant le code de déontologie » adopté par le Conseil général du Barreau du Québec et publié dans la Partie 2 de la *Gazette officielle du Québec* du 9 février 1977, aux pages 755 à 766, a été approuvé avec modifications, le 4 mai 1977, en vertu de l'arrêté en conseil 1425-77 apparaissant ci-dessous avec le texte du règlement tel qu'il a été approuvé.

En conséquence, ce règlement entre en vigueur le jour de la publication du présent avis dans la *Gazette officielle du Québec*.

*Le ministre responsable de l'application
des lois professionnelles,
JACQUES-YVAN MORIN.*

A.C. 1425-77, 4 mai 1977

Règ. 77-250, 5 mai 1977

LOI DU BARREAU

(1966/67, c. 77)

CODE DES PROFESSIONS

(1973, c. 43)

Code de déontologie — Barreau

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le règlement concernant le code de déontologie du Barreau du Québec.

ATTENDU QU'en vertu du sous-paragraphe *a* du paragraphe 3 de l'article 13 de la Loi du Barreau (1966/67, c. 77), le Conseil général du Barreau du Québec doit, par règlement, assurer le maintien de l'honneur et de la dignité du Barreau et de la discipline de ses membres et, à cette fin, adopter un code d'éthique professionnelle;

ATTENDU QU'en vertu du sous-paragraphe *b* du paragraphe 3 de l'article 13 de ladite loi, ledit Conseil général doit, par règlement, définir les professions, métiers, industries,

NOTICE OF APPROVAL OF A BY-LAW

PROFESSIONAL CODE

(1973, c. 43)

The Minister responsible for the application of the laws respecting the professions, the Honourable Jacques-Yvan Morin, hereby gives notice in accordance with section 93 of the Professional Code that the "By-law respecting the Code of Professional Ethics" made by the General Council of the Bar of the Province of Québec and published in Part 2 of the *Québec Official Gazette* of 9 February 1977, pages 755 to 766, was approved with amendments on 4 May 1977 under Order in Council 1425-77, a copy of which is annexed hereto together with the text of the By-law as approved.

Therefore, this By-law shall come into force on the day of publication of this notice in the *Québec Official Gazette*.

JACQUES-YVAN MORIN,
*Minister responsible for the application
of the laws respecting the professions.*

O.C. 1425-77, 4 May 1977

Reg. 77-250, 5 May 1977

BAR ACT

(1966/67, c. 77)

PROFESSIONAL CODE

(1973, c. 43)

Code of ethics — Bar

Present: The Lieutenant-Governor in Council

CONCERNING the By-law respecting the Code of Ethics of the Bar of the Province of Québec.

WHEREAS under paragraph *a* of subsection 3 of section 13 of the Bar Act (1966/67, c. 77), the General Council of the Bar of the Province of Québec must, by regulation, ensure the maintenance of the honour and dignity of the Bar and of the discipline of its members and to that end adopt a code of professional ethics;

WHEREAS under paragraph *b* of subsection 3 of section 13 of the said Act, the said General Council must, by regulation, define the professions, callings, industries, trades, offices or

commerces, charges ou fonctions incompatibles avec la dignité ou l'exercice de la profession;

ATTENDU QUE ledit Conseil général, sous l'autorité dudit article, a adopté un « Règlement concernant le code de déontologie »;

ATTENDU QUE, conformément au premier alinéa de l'article 93 du Code des professions (1973, c. 43), ledit règlement a été publié dans la Partie 2 de la *Gazette officielle du Québec* du 9 février 1977, aux pages 755 à 766, avec avis qu'il sera soumis au lieutenant-gouverneur en conseil pour approbation au moins trente jours après cette publication;

ATTENDU QU'il y a lieu d'approuver ledit règlement tel qu'il apparaît, avec modifications, en annexe du présent arrêté;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre responsable de l'application des lois professionnelles:

QUE le règlement en annexe du présent arrêté en conseil soit approuvé sous le titre de « Règlement concernant le code de déontologie ».

Le greffier du conseil exécutif,
GUY COULOMBE.

functions incompatible with the dignity or practice of the profession;

WHEREAS the said General Council, pursuant to the said section, made a "By-law respecting the Code of Professional Ethics";

WHEREAS, in accordance with the first paragraph of section 93 of the Professional Code (1973, c. 43), such By-law was published in Part 2 of the *Québec Official Gazette* of 9 February 1977, pages 755 to 766, with a notice that it would be submitted to the Lieutenant-Governor in Council for approval at least thirty days after such publication;

WHEREAS it is expedient to approve the said By-law as it appears, with amendments, annexed to this Order;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister responsible for the application of the laws respecting the professions:

THAT the by-law entitled "By-law respecting the Code of Ethics," a copy of which is annexed to this Order in Council, be approved.

GUY COULOMBE,
Clerk of the Executive Council.

Règlement concernant le code de déontologie

Loi du Barreau
(1966/67, c. 77, a. 13, par. 3, sous-par. a et b)

CHAPITRE 1

DISPOSITION GÉNÉRALE

1.01 La Loi d'interprétation (S.R.Q., 1964, c. 1), avec ses modifications présentes et futures, s'applique au présent règlement.

CHAPITRE 2

DEVOIRS GÉNÉRAUX ET OBLIGATIONS ENVERS LE PUBLIC

2.01 L'avocat ne doit pas prononcer des paroles ou publier des écrits contraires aux lois, ni inciter quiconque à y porter atteinte, mais il peut, pour des raisons et par des moyens légitimes, critiquer toute disposition de la loi, en contester l'application et requérir qu'elle soit abrogée ou modifiée.

By-law respecting the Code of Ethics

Bar Act
(1966/67, c. 77, s. 13, s.-s. 3, p. a and b)

CHAPTER 1

GENERAL PROVISION

1.01 The Interpretation Act (R.S.Q., 1964, c. 1), with present and future amendments, applies to this By-law.

CHAPTER 2

GENERAL DUTIES AND RESPONSIBILITY TO THE PUBLIC

2.01 The advocate must not utter words or publish writings contrary to law, nor incite anyone to violate the law, but he may, for good reason and by legitimate means, criticize any provision of law, contest the application thereof, and seek to have it repealed or amended.

2.02 L'avocat ne doit pas fomenter de dissensions ou provoquer de procès en recherchant les défauts, inexactitudes ou lacunes dans des titres ou documents de nature privée et en les portant à la connaissance d'autrui dans le but d'obtenir le mandat d'intenter des procédures ou d'en retirer un avantage.

2.03 La conduite de l'avocat doit être empreinte d'objectivité, de modération et de dignité.

2.04 L'avocat peut entreprendre la défense d'un client quelle que soit son opinion personnelle sur sa culpabilité ou sa responsabilité.

2.05 L'avocat doit éviter tout procédé purement dilatoire et coopérer avec ses confrères pour assurer la bonne administration de la justice.

2.06 L'avocat doit soutenir l'autorité des tribunaux.

2.07 L'avocat doit, lorsque sa présence est requise, se présenter ou se faire représenter devant le tribunal dans une cause où il occupe, à moins d'en être empêché pour une raison qui ne dépend pas de sa volonté et d'avoir donné au préalable, dans la mesure du possible, avis de son absence à son client, au tribunal et à la partie adverse.

2.08 L'avocat ne doit pas, directement ou indirectement, publier ou diffuser un rapport ou des commentaires qu'il sait être faux ou qui sont manifestement faux à l'égard d'un tribunal ou de l'un de ses membres.

2.09 L'avocat ne doit pas, directement ou indirectement, commenter publiquement de quelque manière une affaire pendante devant un tribunal dans laquelle lui-même ou un de ses associés occupe.

2.10 L'avocat doit favoriser les mesures d'éducation et d'information dans le domaine où il exerce.

2.02 The advocate must not foment dissension or promote disputes by searching for flaws, imperfections or shortcomings in titles or documents of a private nature and bringing them to the attention of others for the purpose of obtaining a mandate to institute proceedings or to benefit therefrom.

2.03 The conduct of an advocate must bear the stamp of objectivity, moderation and dignity.

2.04 The advocate may undertake the defence of a client no matter what his personal opinion may be on the latter's guilt or liability.

2.05 The advocate must avoid any procedure of a purely dilatory nature and co-operate with his colleagues to ensure the proper administration of justice.

2.06 The advocate must uphold the authority of the courts.

2.07 The advocate must, when his presence is required, attend or be represented before the court in a cause he has undertaken, unless he cannot attend for a reason beyond his control and has given the earliest possible notice of his projected absence to his client, the court, and the opposite party.

2.08 The advocate must not, directly or indirectly, publish or circulate any report or commentary which he knows to be false or is manifestly false with respect to a court or to one of its members.

2.09 The advocate must not, directly or indirectly, in any manner whatsoever, publicly comment on a cause pending before a court which he or one of his associates has undertaken.

2.10 The advocate must promote educational and information measures pertinent to the field in which he practises.

CHAPITRE 3

DEVOIRS ET OBLIGATIONS ENVERS LE CLIENT

Section 1

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

3.01.01 Avant d'accepter un mandat, l'avocat doit tenir compte des limites de ses aptitudes, de ses connaissances ainsi que des moyens dont il dispose. Il ne doit pas, notam-

CHAPTER 3

DUTIES AND OBLIGATIONS TOWARDS THE CLIENT

Division 1

GENERAL PROVISIONS

3.01.01 Before accepting a mandate, the advocate must bear in mind the extent of his proficiency, knowledge and the means at his disposal. He must not, in particular, undertake

ment entreprendre ou continuer un mandat pour lequel il n'est pas suffisamment préparé sans obtenir l'aide nécessaire.

3.01.02 L'avocat doit reconnaître en tout temps le droit du client de consulter un confrère, un membre d'une autre corporation professionnelle ou toute autre personne.

3.01.03 L'avocat doit chercher à établir une relation de confiance mutuelle entre lui-même et son client.

3.01.04 Lorsqu'un avocat prévoit que le mandat que son client lui confie pourra être exécuté en tout ou en partie sous ses aspects essentiels par un autre avocat, il doit en informer ce client.

3.01.05 Lorsqu'un avocat croit que son client est admissible à l'aide juridique, il doit en informer celui-ci.

or continue any mandate for which he is not sufficiently prepared without obtaining the necessary assistance.

3.01.02 The advocate must at all times acknowledge the client's right to consult a colleague, a member of another professional corporation or any other person.

3.01.03 The advocate must seek to establish a relationship of mutual trust between himself and his client.

3.01.04 When an advocate foresees that the mandate entrusted to him by his client may be carried out in whole or in part in its essential aspects by another advocate, he must so inform his client.

3.01.05 When an advocate believes that his client qualifies for legal aid, he must so inform the latter.

Section 2

INTÉGRITÉ

3.02.01 L'avocat doit s'acquitter de ses obligations professionnelles avec intégrité. Sans restreindre la généralité de ce qui précède, l'avocat ne doit pas:

- a) supprimer des faits ou cacher l'identité de témoins qui pourraient établir l'innocence d'un accusé;
- b) empêcher un prévenu ou un accusé d'être représenté par avocat ou de communiquer avec ce dernier;
- c) induire ou tenter d'induire le tribunal en erreur ou, par des moyens illégaux, créer le doute en faveur de son client;
- d) encourager son client ou un témoin à poser un acte ou à prononcer des paroles qu'il ne pourrait lui-même poser ou prononcer à l'égard des tribunaux, des officiers de justice, des jurés, des parties, des confrères ou des autres témoins;
- e) soustraire une preuve que lui-même ou son client a l'obligation légale de conserver, de révéler ou de produire.
- f) directement ou indirectement, faire en sorte qu'une personne se cache ou se soustraie illégalement à une ordonnance de comparution d'un tribunal, ou lui conseiller, l'aider ou l'inciter à le faire;

Division 2

INTEGRITY

3.02.01 The advocate must carry out his professional duties with integrity. Without respecting the generality of the foregoing, the advocate must not:

- (a) withhold facts or conceal the identity of witnesses who could establish the innocence of an accused;
- (b) prevent a prisoner or an accused from being represented by an advocate or communicating with the latter;
- (c) lead or attempt to lead the Court into error or, by illegal means, create doubt in favour of his client;
- (d) encourage his client or a witness to do or say anything which he could not do or say himself in respect of the courts, officers of the courts, jurors, parties, colleagues or other witnesses;
- (e) suppress evidence which he or his client is legally obliged to preserve, reveal or produce;
- (f) directly or indirectly act in such a manner that a person may illegally conceal himself or avoid an order to appear in court, or advise, help or induce him to do so;

- g) directement ou indirectement, payer ou offrir de payer à un témoin une compensation qui soit conditionnelle au contenu de son témoignage ou à l'issue du litige;
- h) communiquer dans une affaire avec une personne qu'il sait être représentée par un avocat si ce n'est en la présence ou avec le consentement de ce dernier ou à moins d'y être autorisé par la loi;
- i) agir de façon à induire en erreur la partie adverse non représentée par avocat ou surprendre sa bonne foi;
- j) directement ou indirectement, retenir indûment, dérober, receler, falsifier, mutiler ou détruire une pièce d'un dossier du tribunal;
- k) comparaître ou plaider devant un juge, un magistrat ou une personne exerçant des fonctions judiciaires ou quasi-judiciaires qui exerce sa profession dans la même étude que lui ou avec qui il est parent ou allié au sens du paragraphe 9 de l'article 234 du *Code de procédure civile*;
- l) refuser de remettre, lorsque son mandat prend fin, toute partie d'une avance d'honoraires pour laquelle un travail n'a pas été exécuté.
- (g) directly or indirectly pay or offer to pay to a witness compensation which is conditional upon the content of his testimony or to the conclusion of the dispute;
- (h) communicate in a matter with a person whom he knows to be represented by an advocate except in the latter's presence or with his consent or unless he is authorized to do so by law;
- (i) act in such a manner as to lead into error the opposite party who is not represented by an advocate, or abuse his good faith;
- (j) directly or indirectly unduly retain, steal, conceal falsify, mutilate or destroy an exhibit from a court record;
- (k) appear or plead before a judge, magistrate or any person exercising judicial or quasijudicial functions who practises his profession in the same law firm as himself or with whom he is related or allied within the meaning of subsection 9 of article 234 of the Code of Civil Procedure;
- (l) refuse to reimburse, when his mandate has terminated, any portion of advance fees for work which was not carried out.

3.02.02 Le paragraphe g de l'article 3.02.01 ne doit pas être interprété comme empêchant l'avocat de garantir le paiement ou de consentir au paiement:

- a) des dépenses raisonnables encourues par un témoin pour se présenter ou pour témoigner;
- b) d'une compensation raisonnable à un témoin pour perte de temps subie pour se présenter ou pour témoigner;
- c) d'un honoraire raisonnable pour les services professionnels d'un témoin expert.

3.02.03 L'avocat doit éviter toute fausse représentation quant à son niveau de compétence ou quant à l'efficacité de ses services.

3.02.04 L'avocat doit exposer à son client de façon objective la nature et la portée du problème qui, à son avis, ressort de l'ensemble des faits qui ont été portés à sa connaissance et des risques inhérents aux mesures recommandées.

3.02.05 L'avocat doit, dès que possible, informer son client de l'ampleur et des modalités du mandat que ce dernier lui a confié et il doit obtenir son accord à ce sujet.

3.02.02 Paragraph g of section 3.02.01 must not be interpreted as preventing the advocate from guaranteeing payment of or agreeing to pay:

- (a) reasonable expenses incurred by a witness to appear or testify;
- (b) reasonable compensation to a witness for loss of time in appearing or testifying;
- (c) reasonable fees for the professional services of an expert witness.

3.02.03 The advocate must avoid any misrepresentation with respect to his level of competence or the efficiency of his services.

3.02.04 The advocate must set out in an objective manner to his client the nature and implications of the problem as he sees it on the basis of the facts brought to his attention and of the risks inherent in the measures recommended.

3.02.05 The advocate must inform his client as soon as possible of the extent and terms and conditions of the mandate entrusted to him by the latter and obtain his consent to that effect.

3.02.06 L'avocat doit apporter un soin raisonnable aux biens confiés à sa garde par un client et il ne peut prêter ou utiliser ceux-ci pour des fins autres que celles pour lesquelles ils lui ont été confiés.

3.02.07 L'avocat doit s'abstenir d'endosser un chèque fait à l'ordre d'un client à moins d'avoir reçu de ce dernier une autorisation écrite à cet effet et à condition que l'endossement soit fait uniquement pour dépôt dans un compte en fidéicommiss.

3.02.08 L'avocat ne doit pas retenir les sommes d'argent, titres, documents ou biens d'un client, sauf dans les cas où la loi le permet.

3.02.09 L'avocat doit cesser de représenter un client, si son mandat est révoqué.

3.02.10 L'avocat doit soumettre à son client toute offre de règlement se rapportant au mandat que ce dernier lui a confié.

3.02.11 L'avocat doit éviter de poser ou de multiplier sans raison suffisante des actes professionnels dans l'exercice de son mandat. Il ne doit pas notamment abuser de la procédure en introduisant et en continuant des instances qui, bien qu'autorisées par la loi, ne sont pas utiles suivant les principes généralement reconnus dans sa profession.

Section 3

DISPONIBILITÉ ET DILIGENCE

3.03.01 L'avocat doit faire preuve, dans l'exercice de sa profession, d'une disponibilité et d'une diligence raisonnable.

3.03.02 En plus des avis et des conseils, l'avocat doit fournir à son client les explications nécessaires à la compréhension et à l'appréciation des services qu'il lui rend.

3.03.03 L'avocat doit rendre compte à son client lorsque celui-ci le requiert et être diligent à son égard dans ses rapports, redditions de comptes et remises.

3.03.04 L'avocat ne peut, sauf pour un motif juste et raisonnable, cesser d'agir pour le compte d'un client. Constituent notamment des motifs justes et raisonnables:

a) la perte de la confiance du client;

3.02.06 The advocate must take reasonable care of the property entrusted to him by a client and may not lend or use it for purposes other than those for which it was entrusted to him.

3.02.07 The advocate must refrain from endorsing a cheque made to the order of a client unless he has received the latter's written authorization to that effect and provided that the endorsement is made solely for deposit in a trust account.

3.02.08 The advocate must not retain monies, titles, documents or property belonging to a client, except where permitted by law.

3.02.09 The advocate must cease to represent a client if his mandate is revoked.

3.02.10 The advocate must inform his client of any offer of settlement relating to the mandate conferred upon him by the latter.

3.02.11 The advocate must avoid making or multiplying, without sufficient reason, professional acts in the carrying out of his mandate. He must not, in particular, abuse procedure by introducing or continuing actions which, although permissible under the law, are fruitless according to the generally recognized principles of his profession.

Division 3

AVAILABILITY AND DILIGENCE

3.03.01 In the practice of his profession, the advocate must display reasonable availability and diligence.

3.03.02 In addition to opinions and advice, the advocate must provide his client with any explanation necessary for the understanding and evaluation of the services rendered to him.

3.03.03 The advocate must give an accounting to his client when the latter so requests and be diligent in sending him reports, accounting statements and remittances.

3.03.04 Unless he has sound and reasonable grounds to the contrary, an advocate may not cease to act for the account of a client. The following shall, in particular, constitute sound and reasonable grounds:

(a) loss of the client's confidence;

- | | |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>b) le fait d'être trompé par le client ou son défaut de collaborer;</p> <p>c) l'incitation, de la part du client, à l'accomplissement d'actes illégaux, injustes, immoraux ou frauduleux;</p> <p>d) la persistance, de la part du client, à continuer une poursuite futile ou vexatoire;</p> <p>e) le fait que l'avocat soit en situation de conflit d'intérêts ou dans un contexte tel que son indépendance professionnelle puisse être mise en doute;</p> <p>f) le refus par le client de reconnaître une obligation relative aux frais, déboursés et honoraires ou, après un préavis raisonnable, de verser à l'avocat une provision pour y pourvoir.</p> | <p>(b) the fact that he has been deceived by the client or his failure to co-operate;</p> <p>(c) inducement by the client to perform illegal, unfair, immoral or fraudulent acts.</p> <p>(d) persistence by the client to continue a futile or vexatious proceeding;</p> <p>(e) the fact that the advocate is placed in a situation of conflict of interest or in a circumstance whereby his professional independence could be called in question;</p> <p>(f) refusal by the client to acknowledge an obligation respecting costs, disbursements and fees or, after reasonable notice, to make to the advocate provision therefor.</p> |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

3.03.05 L'avocat peut unilatéralement mettre fin à un mandat, après avoir pris les dispositions nécessaires pour éviter à son client un préjudice sérieux et prévisible.

3.03.05 The advocate may unilaterally terminate mandate after having taken the necessary provisions to avoid serious and foreseeable prejudice to his client.

Section 4

Division 4

RESPONSABILITÉ

LIABILITY

3.04.01 L'avocat ne doit pas, dans l'exercice de sa profession, éluder ou tenter d'éluder sa responsabilité civile personnelle envers son client.

3.04.01 The advocate must not, in the practice of his profession, elude or attempt to elude his personal civil liability towards his client.

Section 5

Division 5

INDÉPENDANCE ET DÉSENTÉRESSEMENT

INDEPENDENCE AND IMPARTIALITY

3.05.01 L'avocat peut accepter ou refuser un mandat.

3.05.01 The advocate may accept or refuse a mandate.

3.05.02 L'avocat ne doit en aucune façon porter atteinte au droit d'un client de choisir son avocat.

3.05.02 The advocate must in no way interfere with the right of a client to choose his advocate.

3.05.03 L'avocat ne doit pas tenir compte d'interventions d'un tiers qui pourraient influencer sur l'exécution de ses devoirs professionnels au préjudice de son client.

3.05.03 The advocate must ignore any intervention of a third party which could influence the performance of his professional duties to the prejudice of his client.

3.05.04 L'avocat ne peut représenter des intérêts opposés. Il doit sauvegarder en tout temps son indépendance professionnelle et éviter toute situation où il serait en conflit d'intérêts. Sans restreindre la généralité de ce qui précède, un avocat:

3.05.04 The advocate may not represent conflicting interests. He must at all times safeguard his professional independence and avoid any situation in which he would be in conflict of interest. Without restricting the generality of the foregoing, an advocate:

- a) n'est pas indépendant comme conseiller pour un acte donné, s'il y trouve un avantage personnel, direct ou indirect, actuel ou éventuel;

- (a) is not an objective adviser if he derives a direct or indirect, real or possible, personal benefit from any given act;

b) est en conflit d'intérêts:

- i) lorsque les intérêts sont tels qu'il peut être porté à préférer certains d'entre eux à ceux de son client ou que son jugement et sa loyauté envers celui-ci peuvent en être défavorablement affectés;
- ii) s'il s'agit à titre d'avocat d'un syndic ou d'un liquidateur, sauf à titre d'avocat du liquidateur nommé en vertu de la Loi de la liquidation des compagnies (S.R.Q., 1964, c. 281), et représente le débiteur, la compagnie ou la société en liquidation, un créancier garanti ou un créancier dont la réclamation est contestée ou a représenté une de ces personnes dans les 2 années précédentes, à moins qu'il ne dénonce par écrit aux créanciers ou aux inspecteurs tout mandat antérieur reçu du débiteur, de la compagnie ou de la société ou de leurs créanciers pendant cette période.

3.05.05 L'avocat doit refuser un mandat dans une affaire:

- a) dans laquelle un membre de son étude ou lui-même a exercé des fonctions judiciaires ou quasi judiciaires;
- b) dont il a été saisi à titre de membre ou de représentant d'un organisme public, tel le gouvernement du Canada ou d'une province, une corporation municipale ou scolaire, sauf s'il représente cet organisme.

3.05.06 L'avocat ne doit pas, personnellement, accepter un mandat ou en continuer l'exécution dans un litige, s'il sait ou s'il est évident qu'il y sera appelé comme témoin. Toutefois, il peut accepter ou continuer pareil mandat, si le fait de ne pas occuper est de nature à causer au client un préjudice sérieux et irréparable, ou si son témoignage ne se rapporte qu'à:

- a) une affaire non contestée;
- b) une question de forme et s'il n'y a aucune raison de croire qu'une preuve sérieuse sera offerte pour contredire ce témoignage;
- c) la nature et la valeur des services juridiques rendus au client par lui-même ou par son étude.

3.05.07 Lorsqu'un avocat agit à titre de juge auprès d'une corporation municipale, cet avocat ou un membre de son étude ne peuvent accepter un mandat ou un emploi de cette corporation municipale.

(b) is in conflict of interest:

- (i) when the interests in question are such that he might tend to favour certain of them over those of his client or where his judgment and his loyalty towards the latter may be unfavourably affected;
- (ii) if he acts as the advocate of a syndic or a liquidator, except as an advocate or liquidator appointed under the Winding-up Act (R.S.Q., 1964, c. 281), and represents the debtor, company or partnership that is winding-up, a secured creditor or a creditor whose claim is contested or has represented one of these persons in the 2 preceding years, unless he gives written notice to the creditors or inspectors of any previous mandate received from the debtor, company or partnership or from their creditors during that period.

3.05.05 The advocate must refuse a mandate in a case in which:

- (a) a member of his law firm or he himself has carried out judicial or quasi-judicial functions;
- (b) he has been engaged as a member of or representative of a public organization, such as the Government of Canada or of a province, a municipal or school corporation, unless he represents such organization.

3.05.06 The advocate must not, personally, accept a mandate or continue the execution thereof in a dispute if he knows or if it is evident that he shall be called upon as witness. However, he may accept or continue such mandate if the fact of not filing it is of a nature to cause serious and irrevocable prejudice to the client, or if his testimony only refers to:

- (a) an uncontested matter;
- (b) a question of form and where there is no reason to believe that serious proof shall be offered to contradict such testimony;
- (c) the nature and value of the legal services he or his law firm have rendered the client.

3.05.07 When an advocate acts as judge with a municipal corporation, that advocate or a member of his law firm may not accept a mandate or employment from such municipal corporation.

3.05.08 L'avocat ne doit pas acquérir un droit de propriété dans un bien litigieux à l'occasion d'un mandat qui lui a été confié par un client.

3.05.09 L'avocat qui occupe une fonction publique ne doit pas:

- a) tirer profit de sa fonction pour obtenir ou tenter d'obtenir un avantage pour lui-même ou pour un client lorsqu'il sait ou s'il est évident que tel avantage va à l'encontre de l'intérêt public;
- b) se servir de sa fonction pour influencer ou tenter d'influencer un juge ou un tribunal afin qu'il agisse en sa faveur ou en faveur de son client;
- c) accepter un avantage de qui que ce soit alors qu'il sait ou qu'il est évident que cet avantage lui est consenti dans le but d'influencer sa décision à titre d'employé public.

3.05.10 Un avocat ne peut cumuler les fonctions de greffier et d'avocat auprès d'un même tribunal, à moins d'une disposition législative au contraire.

3.05.11 L'avocat ne peut se porter caution dans aucune affaire de la compétence d'un tribunal de juridiction pénale, sauf le cas où des relations de famille avec l'inculpé le justifie.

3.05.12 L'avocat ne doit pas emprunter d'un client des sommes d'argent qu'il a perçues pour lui.

3.05.13 L'avocat doit s'abstenir de recevoir, en sus de la rémunération à laquelle il a droit, tout avantage, ristourne ou commission relatif à l'exercice de sa profession. De même, il ne doit verser, offrir de verser, ni s'engager à verser aucun avantage, ristourne ou commission.

3.05.14 L'avocat doit s'abstenir de partager ses honoraires avec une personne qui n'est pas membre du Barreau ou de les lui remettre ou d'y renoncer à l'avance en sa faveur.

3.05.15 L'avocat ne peut partager ses honoraires avec un confrère que dans la mesure où ce partage correspond à une répartition des services et des responsabilités.

Section 6

SECRET PROFESSIONNEL

3.06.01 L'avocat doit exercer une prudence raisonnable afin d'empêcher que ses associés, employés ou autres personnes dont il retient les services ne divulguent les confidences de son client.

3.05.08 The advocate must not acquire a right of ownership on litigious property during a mandate entrusted to him by a client.

3.05.09 The advocate who occupies a public office must not:

- (a) benefit from his office to obtain or attempt to obtain an advantage for himself or for a client when he knows or it is evident that such advantage is not in the public interest;
- (b) use his office to influence or attempt to influence a judge or a court in order that they may act in his favor or that of his client;
- (c) accept an advantage from any person when he knows or it is evident that that advantage has been granted to him for the purpose of influencing his decision as a public employee.

3.05.10 An advocate may not hold both the office of clerk and advocate before the same court, unless there exists a legislative provision to the contrary.

3.05.11 The advocate may not be surety in any matter under the jurisdiction of a court of penal jurisdiction, except in the case where family relationship with the accused so justifies.

3.05.12 The advocate must not borrow from a client the sums of money that he has collected for him.

3.05.13 The advocate shall refrain from receiving, in addition to the remuneration to which he is entitled, any benefit, discount or commission relating to the practice of his profession. He shall not, in addition, pay, offer to pay nor undertake to pay any benefit, discount or commission.

3.05.14 The advocate shall refrain from sharing his fees with, or remitting them to, or renouncing them in advance in favour of any person who is not a member of the Bar.

3.05.15 The advocate may only share his fees with a colleague where such sharing corresponds to an apportionment of services and responsibilities.

Division 6

PROFESSIONAL SECRECY

3.06.01 The advocate must exercise reasonable prudence in order to prevent his associates, employees or other persons hired by him from revealing the confidences of his client.

3.06.02 L'avocat ne peut accepter un mandat ou en continuer l'exécution s'il comporte ou peut comporter la révélation ou l'usage de renseignements et documents confidentiels obtenus d'un autre client sans le consentement de ce dernier.

3.06.03 L'avocat ne doit pas faire usage de renseignements de nature confidentielle au préjudice d'un client ou en vue d'obtenir directement ou indirectement un avantage pour lui-même ou pour autrui.

3.06.02 The advocate may not accept a mandate or continue the execution thereof if it includes or may include the revelation or use of confidential information and documents obtained from another client without the latter's consent.

3.06.03 The advocate shall not make use of confidential information which may be prejudicial to a client or with a view to obtaining a direct or indirect benefit for himself or for another person.

Section 7

ACCESSIBILITÉ DES DOSSIERS

3.07.01 L'avocat doit permettre à son client de prendre connaissance des documents qui le concernent dans tout dossier qu'il a constitué à son sujet et d'obtenir une copie de ces documents.

Section 8

FIXATION ET PAIEMENT DES HONORAIRES

3.08.01 L'avocat doit demander et accepter des honoraires justes et raisonnables.

3.08.02 Les honoraires sont justes et raisonnables s'ils sont justifiés par les circonstances et proportionnés aux services rendus. L'avocat doit notamment tenir compte des facteurs suivants pour la fixation de ses honoraires:

- a) son expérience;
- b) le temps consacré à l'affaire;
- c) la difficulté du problème soumis;
- d) l'importance de l'affaire;
- e) la responsabilité assumée;
- f) la prestation de services inhabituels ou exigeant une compétence ou une célérité exceptionnelles;
- g) le résultat obtenu;
- h) les honoraires judiciaires et extrajudiciaires prévus aux tarifs.

3.08.03 L'avocat doit éviter toutes les méthodes et attitudes susceptibles de donner à sa profession un caractère de lucre et de commercialité.

Division 7

ACCESSIBILITY OF RECORDS

3.07.01 The advocate must allow his client to consult the documents which concern him in every record made in his respect and to obtain a copy of such documents.

Division 8

DETERMINATION AND PAYMENT OF FEES

3.08.01 The advocate must charge and accept fair and reasonable fees.

3.08.02 The fees are fair and reasonable if they are warranted by the circumstances and correspond to the services rendered. In determining his fees, the advocate must in particular take the following factors into account:

- (a) his experience;
- (b) the time devoted to the matter;
- (c) the difficulty of the question involved;
- (d) the importance of the matter;
- (e) the responsibility assumed;
- (f) the performance of unusual services or services requiring exceptional competence or celerity;
- (g) the result obtained;
- (h) the judicial and extrajudicial fees fixed in the tariffs.

3.08.03 The advocate must avoid all methods and attitudes likely to give to his profession a profit-seeking or commercial character.

3.08.04 L'avocat doit s'assurer que son client est informé du coût approximatif et prévisible de ses services, sauf s'il peut raisonnablement présumer que ce client en est déjà informé.

3.08.05 L'avocat doit fournir à son client toutes les explications nécessaires à la compréhension de son relevé d'honoraires et des modalités de paiement, sauf s'il a conclu avec son client une entente écrite pour recevoir une rémunération forfaitaire ou s'il peut raisonnablement présumer que son client en est déjà informé.

3.08.06 L'avocat ne peut convenir avec un client qu'il recevra ou acceptera de ce dernier un salaire, en lui abandonnant les honoraires auxquels il pourrait avoir droit contre la partie adverse.

3.08.07 L'avocat ne peut percevoir des intérêts sur les comptes en souffrance qu'après en avoir dûment avisé son client. Les intérêts ainsi exigés doivent être d'un taux raisonnable.

3.08.08 L'avocat doit d'assurer que son client est informé des honoraires, commissions ou frais extrajudiciaires qui lui sont payés par un tiers.

Dans toute affaire où il perçoit d'un client des honoraires extrajudiciaires, l'avocat doit aussi informer celui-ci des honoraires judiciaires qui lui sont payés par un tiers, sauf s'il peut raisonnablement présumer que ce client en est déjà informé ou s'il a conclu avec celui-ci une entente écrite pour recevoir une rémunération forfaitaire ou à pourcentage.

3.08.04 The advocate must be assured that his client is informed of the approximate and foreseeable cost of his services, except where he may reasonably assume that the client is already informed thereof.

3.08.05 The advocate must provide his client with all the explanations necessary to the understanding of his statement of fees and the terms and conditions of payment, except where he has concluded a written agreement with his client to receive lump-sum payment or where he may reasonably assume that his client is already informed thereof.

3.08.06 The advocate may not conclude an agreement with a client to receive or accept a salary from the latter in surrendering to him the fees to which he could be entitled against the opposite party.

3.08.07 The advocate may collect interest on outstanding accounts only after having duly notified his client thereof. The interest thus charged must be at a reasonable rate.

3.08.08 The advocate must be assured that his client is informed of the extrajudicial fees, commissions or costs paid to him by a third party. In any matter in which he collects extrajudicial fees from a client, the advocate must also inform the latter of the judicial fees paid to him by a third party, except where he may reasonably assume that the client is already informed thereof or where he has concluded a written agreement with the latter to receive a lump-sum or percentage payment.

CHAPITRE 4

DEVOIRS ET OBLIGATIONS ENVERS LA PROFESSION

Section 1

CHARGES ET FONCTIONS INCOMPATIBLES

4.01.01 Sont incompatibles avec l'exercice de la profession d'avocat:

- a) la fonction judiciaire à titre permanent et à temps complet;
- b) la fonction de syndic de faillite, de sténographe judiciaire, d'agent de police ou d'huissier;
- c) la fonction ou l'emploi d'agent de recouvrement, d'enquêteur ou d'investigateur, directement ou indirectement, personnellement, par personne interposée ou par une corporation.

CHAPTER 4

DUTIES AND OBLIGATIONS TOWARDS THE PROFESSION

Division 1

INCOMPATIBLE DUTIES AND RESPONSIBILITIES

4.01.01 The following are incompatible with the practice of the profession of advocate:

- (a) judicial office on a permanent or full-time basis;
- (b) the office of bankruptcy syndic, legal stenographer, police officer or bailiff;
- (c) the office or work of collection agent, investigator, directly or indirectly, personally, through an intermediary or by a corporation.

Section 2

ACTES DÉROGATOIRES

4.02.01 En outre des actes dérogatoires mentionnés aux articles 56 et 57 du Code des professions, est dérogatoire à la dignité de la profession le fait pour un avocat:

- a) d'intenter une demande, d'adopter une attitude, d'assumer une défense, de retarder un procès ou de prendre quelque autre mesure au nom de son client, quand il sait ou quand il est évident que pareille action ne sert qu'à harasser une autre personne ou à lui nuire de façon malicieuse;
- b) dans une affaire contestée, de communiquer, au sujet de cette affaire, avec le juge ou toute personne exerçant une fonction judiciaire ou quasi-judiciaire devant qui cette affaire est pendante, sauf:
 - i) par écrit, s'il livre promptement copie à la partie adverse qui a comparu ou à son procureur;
 - ii) verbalement, après avoir donné un avis raisonnable à la partie adverse qui a comparu ou à son procureur;
- c) de tirer sciemment avantage d'un parjure ou d'une fausse preuve;
- d) de faire une déclaration en droit ou en faits, la sachant être fausse;
- e) de participer à la confection ou à la conservation d'une preuve, qu'il sait être fausse ou qui est manifestement fausse;
- f) de cacher ou d'omettre sciemment de divulguer ce que la loi l'oblige à révéler;
- g) de conseiller ou d'encourager son client à poser un acte qu'il sait être illégal ou frauduleux;
- h) de ne pas informer son client et la partie adverse lorsqu'il constate un empêchement à la continuation de son mandat;
- i) d'inciter une personne de façon pressante ou répétée à recourir à ses services professionnels;
- j) de laisser son client avant l'instruction de sa cause sans lui donner le temps de se constituer un nouvel avocat, ou de menacer de le faire en lui imposant des conditions injustes;

Division 2

DEROGATORY ACTS

4.02.01 In addition to the derogatory acts referred to in sections 56 and 57 of the Professional Code, the following are derogatory to the dignity of the profession of advocate:

- a) introducing a demand, adopting attitudes, assuming a defence, delaying a trial or taking any other such measure on his client's behalf when he knows or when it is evident that such action only serves to harass another person or to harm him in a malicious manner;
- b) in contested matters, communicating, in respect of that matter, with the judge or any person holding a judicial or quasi-judicial office before whom such matter is pending, except:
 - (i) in writing, if he promptly delivers a copy to the opposite party who has appeared or to his attorney;
 - (ii) orally, after having given reasonable notice to the opposite party who has appeared or to his attorney;
- c) knowingly benefit from perjury or false evidence;
- d) making a declaration *de facto* or *de jure*, knowing it to be false;
- e) participating in the fabrication or preserving of evidence he knows to be false or which is manifestly false;
- f) concealing or knowingly omitting to reveal what the law obliges him to reveal;
- g) advising or encouraging his client to perform an act which he knows to be illegal or fraudulent;
- h) not informing his client and the opposite party when he becomes aware of an impediment to the continuation of his mandate;
- i) pressing or repeated inducement of a person to retain his own professional services;
- j) leaving his client before his case is tried without giving him time to find a new advocate, or threatening to do so by imposing unfair conditions upon him;

- k) d'exiger d'un client des avances hors de proportion avec la nature, l'importance, les circonstances de la cause et l'état des parties;
- l) de rechercher, dans le but de les représenter, des personnes qui pourraient exercer des réclamations en justice;
- m) d'employer ou de payer des agents ou démarcheurs pour obtenir des mandats;
- n) de pactiser de quelque manière que ce soit avec toute personne pour se procurer des clients ou des affaires;
- o) de retenir les services d'un huissier en lui payant un salaire pour qu'il agisse à ce titre, ou de partager avec lui les honoraires ou autres frais que l'un ou l'autre est en droit de réclamer pour ses services;
- p) dans un délai raisonnable, ne pas informer le syndic d'un acte dérogatoire commis à sa connaissance personnelle par un confrère;
- q) de refuser ou de négliger, sans justification, de se rendre au bureau du syndic, de l'un de ses adjoints ou d'un syndic correspondant, sur demande à cet effet par l'un deux;
- r) de communiquer avec le plaignant sans la permission écrite et préalable du syndic ou de son adjoint, lorsqu'il est informé d'une enquête sur sa conduite ou sa compétence professionnelle ou lorsqu'il a reçu signification d'une plainte à son endroit;
- s) de présenter à un client une note d'honoraires pour entrevues, communications ou correspondance avec le syndic quand ce dernier demande à l'avocat des explications ou des renseignements concernant le mandat qu'il a reçu de ce client;
- t) de ne pas informer immédiatement le directeur général du Barreau lorsqu'il connaît un empêchement quelconque à l'admission d'un candidat au Barreau;
- u) d'exercer sa profession en société nominale ou réelle avec d'autres personnes que des avocats;
- v) de faire ou de permettre que l'on fasse de la publicité l'identifiant comme avocat et visant la promotion ou la vente de produits ou de services par tous moyens audio-visuels, annonces écrites ou verbales;
- w) de réclamer des honoraires pour des actes professionnels non dispensés ou faussement décrits;
- (k) requiring from a client advances out of proportion to the nature, importance, circumstances of the case and situation of the parties;
- (l) seeking out persons who could make legal claims for the purpose of representing them;
- (m) employing or paying agents or runners to obtain mandates;
- (n) coming to terms in any manner whatsoever with any person in order to procure clients or business;
- (o) retaining the services of a bailiff in paying him a salary to have him act in that capacity or sharing with him the fees or other costs that one or the other is entitled to claim for his services;
- (p) not informing the syndic within a reasonable time limit of a derogatory act committed to his personal knowledge by a colleague;
- (q) refusing or failing without good cause to appear at the office of the syndic, of one of his assistants or of a corresponding syndic, upon request to that effect by one of those persons;
- (r) communicating with the plaintiff without the prior written permission of the syndic or his assistant whenever he is informed of an inquiry into his professional conduct or competence or whenever a complaint has been laid against him;
- (s) charging a client for interviews, communications or correspondence with the syndic when the latter asks the advocate for explanations or information respecting the mandate he has received from such client;
- (t) not immediately informing the executive director of the Bar when he knows of any impediment whatsoever to the admission of a candidate to the Bar;
- (u) practising his profession in a nominal or real corporation with persons other than advocates;
- (v) making or allowing to be made, advertisements identifying him as an advocate and envisaging the promotion or sale of products or services by any audiovisual means, written or oral advertisements;
- (w) claiming fees for unperformed or falsely described professional acts;

- x) de réclamer d'un client des honoraires extrajudiciaires pour un service professionnel ou une partie d'un service professionnel dont le coût est assumé par un tiers, sauf s'il conclut avec le client une entente non prohibée par la loi.
- (x) claiming from a client extrajudicial fees for a professional service or a part of a professional service the cost of which is assumed by a third party, except where he has concluded with the client an agreement not prohibited by law.

Section 3

RELATION AVEC LE BARREAU ET LES CONFRÈRES

4.03.01 L'avocat à qui le Barreau demande de participer à un arbitrage de compte, à un comité de discipline ou d'inspection professionnelle, doit accepter cette fonction à moins de motifs exceptionnels.

4.03.02 L'avocat doit répondre par écrit et avec diligence à toute correspondance provenant du syndic du Barreau, de l'un de ses adjoints, d'un syndic correspondant, des enquêteurs ou des membres du comité d'inspection professionnelle quand l'un d'eux requiert des renseignements ou des explications sur toute matière relative à l'exercice de la profession.

4.03.03 L'avocat ne doit pas surprendre la bonne foi d'un confrère ou se rendre coupable envers lui d'un abus de confiance ou de procédés déloyaux.

4.03.04 Le mandat de rendre des services professionnels à tout groupe, constitué ou non en corporation, dans les affaires où ce groupe comme tel est intéressé, ne doit pas comprendre l'engagement de rendre des services professionnels aux membres et employés de tel groupe.

Section 4

CONTRIBUTION À L'AVANCEMENT DE LA PROFESSION

4.04.01 L'avocat doit, dans la mesure de ses possibilités, aider au développement de sa profession par l'échange de ses connaissances et de son expérience avec ses confrères et les étudiants, et par sa participation aux cours et aux stages de formation permanente.

Division 3

RELATIONS WITH THE BAR AND COLLEAGUES

4.03.01 The advocate whose participation in a council for the arbitration of accounts, a committee on discipline or a professional inspection committee is requested by the Bar, must accept that duty unless he has exceptional reasons for refusing it.

4.03.02 The advocate must answer in writing and with diligence all correspondence from the syndic of the Bar, one of his assistants, a corresponding syndic, investigators or members of the professional inspection committee when one of them requires information or explanations on any matter respecting the practice of the profession.

4.03.03 The advocate shall not abuse a colleague's good faith or be guilty of breach of trust or disloyal practices towards him.

4.03.04 The mandate to render professional services to any group, whether or not incorporated, in matters in which the group as such is interested, must not include the obligation to render professional services to the members and employees of such group.

Division 4

CONTRIBUTION TO THE ADVANCEMENT OF THE PROFESSION

4.04.01 The advocate must, as far as he is able, contribute to the development of his profession through the exchange of his knowledge and experience with his colleagues and students and by his participation in courses and permanent training periods.

CHAPITRE 5

DISPOSITIONS FINALES

5.01 Le présent règlement remplace les articles 26, 29 à 37, 39 à 71, 74 et 75, 78 à 85 et 88 du règlement 1 du Barreau du Québec.

5.02 Le présent règlement entre en vigueur le jour de la publication dans la *Gazette officielle du Québec* d'un avis qu'il a été approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil.

1454-o

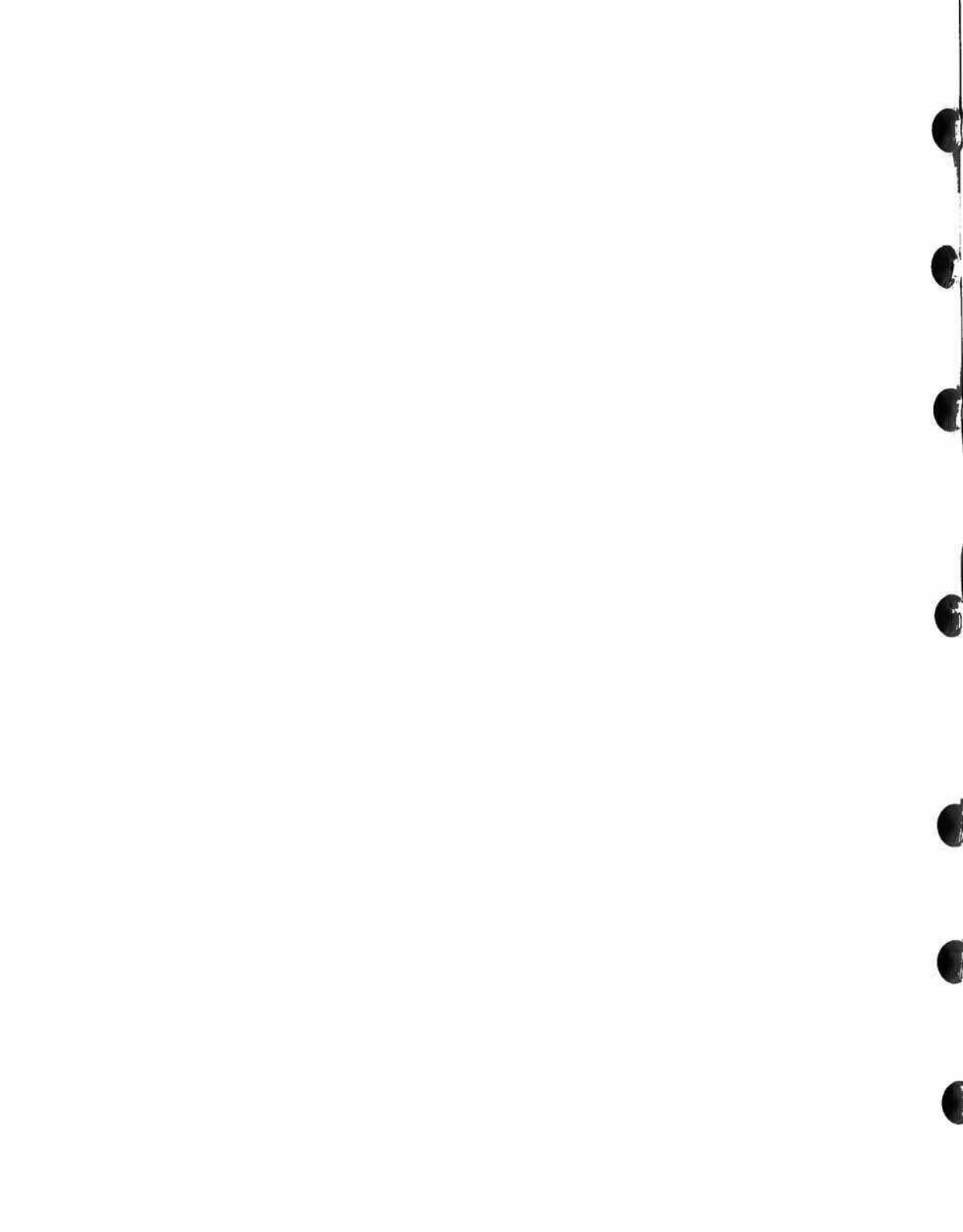
CHAPTER 5

FINAL PROVISIONS

5.01 This By-law replaces sections 26, 29 to 37, 39 to 71, 74 and 75, 78 to 85 and 88 of By-law 1 of the Bar of Québec.

5.02 This By-law shall come into force on the day of publication in the *Québec Official Gazette* of a notice that it has been approved by the Lieutenant-Governor in Council.

1454-0



Projets de règlement

Draft Regulations

PROJET DE MODIFICATION

Confection pour dames — Province

Le ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre, monsieur Jacques Couture, donne avis par les présentes, conformément à la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q., 1964, c. 143), que des parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie de la confection pour dames de la province de Québec, rendue obligatoire par le décret 523 du 11 mai 1955, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil les modifications suivantes audit décret:

1. Abroger le nom « The Rainwear and Sportswear Manufacturers' Association » apparaissant dans l'énumération des parties contractantes.

2. Abroger le paragraphe 2 de l'article I « Champ d'application industriel ».

3. Remplacer l'article III « Définitions des métiers » par ce qui suit:

« III. DÉFINITIONS DES MÉTIERS:

Les termes suivants ont, pour les fins du décret, la signification qui leur est ci-après donnée:

1. Coupeurs qualifiés: Ceux qui assortissent les grandeurs ou marquent sur l'étoffe ou sur du papier, placent ou étendent les étoffes, coupent au moyen de ciseaux, à la machine, au couteau ou autrement, selon les règles de l'art, toutes les étoffes utilisées dans la confection de vêtements.

2. Coupeurs semi-qualifiés et garnisseurs: Ceux qui font seulement une partie du travail des coupeurs qualifiés et qui ne marquent, ni n'assortissent les grandeurs sur les étoffes ou le papier, excepté les garnitures.

3. Tailleurs de fourrure: Ceux qui épinglent et cousent les garnitures de fourrure selon les règles de l'art.

4. Tailleurs de fourrure adjoints: Ceux qui exécutent à la main certaines tâches du tailleur de fourrure, mais qui n'épinglent pas la fourrure.

5. Opérateurs de col de fourrure: Ceux qui cousent un col de fourrure ou de la garniture de fourrure à la machine sur le matériel.

DRAFT AMENDMENT

Ladies' Cloak and Suit Industry — Province

Pursuant to the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q., 1964, ch. 143), the Minister of Labour and Manpower, Mr. Jacques Couture, hereby gives notice that the contracting parties to the collective labour agreement respecting the Ladies' Cloak and Suit Industry in the Province of Québec, rendered obligatory by Decree No. 523 of May 11, 1955, have petitioned him to submit to the Lieutenant-Governor in Council for consideration and decision the following amendments to the said decree:

1. The name of "The Rainwear and Sportswear Manufacturers' Association" appearing in the listing of the contracting parties shall be deleted.

2. Subsection 2 of Section 1 "Industrial Jurisdiction" shall be deleted.

3. Section III "Definitions of Crafts" shall be replaced by the following:

"III. DEFINITIONS OF CRAFTS:

For the purposes of the decree, the following terms shall have the meaning hereafter given to him:

1. Skilled Cutters: Those who grade sizes or make markers on material or on paper, laying or spreading materials, cut by shears, machine, knife or otherwise in a workmanlike manner, all raw materials used in the manufacture of garments.

2. Semi-Skilled Cutters and Trimmers: Those who do some but not all work of skilled cutters and who do not make markers or grade sizes on materials or paper, except on trimmings.

3. Fur Tailors: Those who pin and sew fur trimmings in a workmanlike manner.

4. Assistant Fur Tailors: Those who do by hand some of the operations of the fur tailor but who do not pin on fur.

5. Fur Collar Operators: Those who sew a fur collar or fur trimmings by machine onto the cloth body.

- 6. Examineurs:** Ceux qui inspectent les vêtements finis pour y découvrir un défaut de fabrication.
- 7. Ouvriers généraux:** Ceux qui accomplissent divers travaux à l'usine relatifs à la confection comme, par exemple, mais sans restreindre la généralité de ce qui précède, couper les fils, nettoyer, etc.
- 8. Opérateurs:** Ceux qui, de fait, exécutent à l'aide d'une machine à coudre ordinaire et d'une façon satisfaisante, l'opération qui consiste à coudre un vêtement une fois que ledit vêtement ait été coupé; ainsi que ceux qui sont opérateurs de section et qui sont capables d'exécuter, et de fait, exécutent, à l'aide d'une machine à coudre, de façon satisfaisante, une ou plusieurs des opérations qui, ensemble, comprennent la tâche complète de coudre n'importe lequel des vêtements prévus aux termes du présent décret; cette définition comprend aussi les opérateurs de machines dites « overlock » ou les machines à deux aiguilles lorsque ces machines servent à fermer les coutures. Dans tous les autres cas, les opérateurs de machines spéciales ne sont pas visés par la présente définition.
- 9. Échantillonneurs:** Les opérateurs qui confectionnent des modèles ou des vêtements communément appelés « échantillons ».
- 10. Opérateurs de doublures:** Ceux qui font ou posent à la machine à coudre les doublures du vêtement.
- 11. Opérateurs de machines spéciales:** Ceux qui exécutent les opérations suivantes: ourlage, plissage, fronçage, boutonnières, dentelage, bas du vêtement, pose des agrafes, rabattage, coupage du bas.
- 12. Presseurs de dessus:** Ceux qui, après la pose de la doublure par les finisseurs, repassent et complètent le pressage du vêtement à l'aide d'un fer à repasser ou de toute machine ou de tout équipement.
- 13. Presseurs de dessous:** Ceux qui pressent toutes les coutures, les manches et les doublures et qui terminent le pressage du vêtement afin de le préparer pour le finisseur.
- 14. Presseurs de pièces:** Ceux qui exécutent le pressage accessoire et le pressage des pièces nécessaires pour préparer le vêtement pour les opérateurs.
- 15. Finisseurs:** Ceux qui, de fait, exécutent de façon satisfaisante, l'opération de coudre à la main tout détail, garniture ou autre travail nécessaire pour la finition du vêtement après qu'il ait été cousu par l'opérateur, et sans restreindre la généralité de ce qui précède, comprenant un travail à la main tel que la pose des agrafes, boutons, cravates, ceintures, ganses, crochets et bas rabattus.
- 6. Examiners:** Those performing the work of inspecting finished garments for faults in workmanship.
- 7. General Hands:** Those performing sundry factory work incidental to the manufacture of garments as, for example, but not so as to limit the generality of the foregoing, such work as thread-clipping, cleaning, etc.
- 8. Operators:** Those actually performing by ordinary sewing machine in a workmanlike manner the operation of sewing together a garment after the said garment has been cut; as well as those who being section operators, are able to and actually perform by sewing machine in a workmanlike manner, any one or more of the operations which together comprise the complete work of sewing anyone of the garments falling within the jurisdiction of this Decree; also included are operators on overlock machine or two-needle machines when used for closing seams. Otherwise, special machine operators are excluded.
- 9. Sample Makers:** Those operators who make models or garments commonly called "samples".
- 10. Lining Operators:** Those who by sewing machine make or sew in linings into the garment.
- 11. Special Machine Operators:** Those who perform the following operations: hemstitching, tucking, shirring, button-hole making, pinking, bottom-making, snap-fastening, bottom-filling, bottom-cutting.
- 12. Top Pressers:** Those who, by iron, machine or equipment of any kind, press and complete the pressing of the garment after it is lined by the finisher.
- 13. Under Pressers:** Those who press all seams, sleeves and linings and complete the pressing of the garment so that it is ready for the finisher.
- 14. Piece Pressers:** Those who do all incidental and piece pressing necessary so as to make the garment ready for the operator.
- 15. Finishers:** Those actually performing in a workmanlike manner the operation of sewing by hand any details, trimmings, or other necessary work for the completion of the garment after it has been sewn by the operator, and without limiting the generality of the foregoing including such work by hand as sewing on snaps, buttons, ties, belts, loops, hooks, and felling bottoms.

16. Faufileurs: Ceux qui faufilent à la main ou à la machine.

17. Séparateurs: Ceux qui effectivement trient, posent les étiquettes ou mettent en paquets les différentes parties du vêtement après qu'elles aient été coupées par les coupeurs.

18. Colleurs; ceux qui appliquent de la colle ou un adhésif sur toute partie du vêtement après que ce vêtement ait été coupé, et sans restriction, qui en appliquent sur les bords des poches, les bas ou les ourlets et collent la toile aux revers et à toute autre partie d'un vêtement avant ou après que le vêtement ait été cousu par l'opérateur.

Définition spéciale: Employeurs et employés: Sans limiter d'aucune façon les définitions contenues dans ledit décret, tout entrepreneur, détaillant ou autre personne qui fait fabriquer des vêtements est considéré comme employeur; tout entrepreneur est considéré comme employé et employeur, et tout employeur faisant personnellement l'ouvrage d'un ouvrier de l'industrie de la confection pour dames est considéré comme employé suivant les clauses du décret et est assujéti à ses dispositions. »

4. Remplacer l'article V-A. « Durée du travail » par ce qui suit:

« **V-A. DURÉE DU TRAVAIL:**

Heures normales de travail:

1. La semaine de travail est de trente-cinq (35) heures, réparties en cinq (5) jours ouvrables, du lundi au vendredi de chaque semaine. Le travail débute à 8h et se poursuit jusqu'à 16h. Une période d'une (1) heure pour le repas est prévue de midi à 13h.

2. Tout travail en dehors des heures susmentionnées est considéré comme du surtemps.

3. Cependant, à l'extérieur de l'Île de Montréal, dans tout établissement où une association accréditée a négocié une convention collective qui prévoit des heures normales de travail différentes de celles du décret, les clauses de cette convention quant aux heures normales de travail s'appliquent.

4. Aucun travail n'est exécuté le samedi ou le dimanche.

Heures supplémentaires:

1. Un total maximum de huit (8) heures de surtemps est permis chaque semaine durant les quatre (4) premiers jours ouvrables, pourvu que ce surtemps soit limité à deux (2) heures par jour ouvrable.

16. Basters: Those who do basting by hand or by machine.

17. Separators: Those actually separating affixing tickets or bundling the several parts of a garment after they are cut by the cutter.

18. Gluers: Those who apply glue or adhesive to any part of garments after such garments are cut, and without restriction, to edges of pockets, bottoms or hems, canvas to facings, and to any other parts of a garment before or after such garment is sewn by an operator.

Special Definition: Employers and Employees: Without in any way limiting the definitions contained in the said decree, every jobber, retailer or other person having goods manufactured for him, shall be deemed to be an employer, and every contractor shall be deemed to be both an employer and an employee, and every employer personally engaged in doing any work ordinarily done by an employee in the cloak and suit industry, shall be deemed to be an employee for the purpose of this decree and shall be bound by its provisions. ''

4. Section V-A "Working Hours" shall be replaced by the following:

''**V-A. WORKING HOURS:**

Standard Working Hours:

1. A week's work shall consist of 35 hours, scheduled over 5 working days from Monday to Friday of each week. Work shall begin at 8:00 a.m. and shall continue until 4:00 p.m. with an interval of one hour for lunch from 12:00 o'clock noon to 1:00 p.m.

2. All work outside of the aforesaid hours shall be considered as overtime.

3. However, in any establishment outside the Island of Montréal where a certified labour association has negotiated a collective labour agreement providing for standard working hours different from those provided for in the decree, the provisions of such collective agreement as to standard working hours shall apply.

4. No work shall be done on Saturday or Sunday.

Overtime Hours:

1. A total not exceeding 8 hours of overtime shall be admitted in each week during the first 4 working days thereof, provided that such overtime shall be limited to 2 hours in any one working day.

2. Tout travail en surtemps après 16h est payé à raison du taux régulier majoré de moitié pourvu que l'employé ait travaillé pendant la journée régulière de travail de 8h à 16h.

3. Aucun travail n'est exécuté après 18h.

4. Nonobstant les dispositions des présentes, tout surtemps effectué entre 17h et 18h est payé à raison du taux régulier majoré de moitié.

5. Aucun surtemps n'est exécuté le vendredi, le samedi ou le dimanche. ».

5. Ajouter à l'article V-C « Rémunération pour travail supplémentaire » le paragraphe suivant:

« 3. Toute perte de temps causée à un employé par une mise à pied ou une période creuse s'ajoute aux heures où il a travaillé aux fins du calcul de la journée de travail régulière. »

6. Remplacer l'article VI-C « Augmentation des salaires effectivement payés » par ce qui suit:

« VI-C. AUGMENTATION DES SALAIRES EFFECTIVEMENT PAYÉS:

Les salaires effectivement payés pour le travail de confection de vêtements doivent être augmentés de la façon suivante:

À compter de l'entrée en vigueur de la présente modification:

a) Tous les coupeurs doivent recevoir une augmentation de \$0.70 l'heure;

b) Tous les autres salariés, y compris les salariés payés à l'heure et à la pièce, doivent recevoir une augmentation de 12% de leur rémunération totale.

À compter du 1^{er} juillet 1977:

a) Tous les coupeurs doivent recevoir une augmentation de \$0.50 l'heure;

b) Tous les autres salariés, y compris les salariés payés à l'heure et à la pièce, doivent recevoir une augmentation de 10% de leur rémunération totale.

Toutes les augmentations payées par l'employeur à ses salariés le ou après le 1^{er} juillet 1976 devront être prises en considération lors du calcul des augmentations prévues ci-haut. »

7. Remplacer l'article VII « Taux minimaux de salaires » par ce qui suit:

2. All overtime work after 4:00 p.m. shall be paid at the rate of time and one half, provided the employee has worked the regular workday from 8:00 a.m. to 4:00 p.m.

3. No work shall be performed after 6:00 p.m.

4. Notwithstanding any provision contained herein, all overtime worked from 5:00 p.m. to 6:00 p.m. shall be paid at the rate of time and one half.

5. In no event shall any overtime work be done on Friday, Saturday or Sunday."

5. The following subsection shall be added to Section V-C "Payment for Overtime":

"3. All time lost during the day by an employee resulting from lay-off or slack periods shall be added to time worked in order to complete the regular workday."

6. Section VI-C "Increase in Actual Wages" shall be replaced by the following:

"VI-C. INCREASE IN ACTUAL WAGES:

The wages actually paid for work performed in the manufacturing of garments shall be increased as follows:

Effective on the coming into force of this amendment:

(a) All cutters shall receive an increase of \$0.70 per hour;

(b) All other employees, including time workers and piece workers, shall receive an increase of 12% of their total earnings.

Effective as of July 1st, 1977:

(a) All cutters shall receive an increase of \$0.50 per hour;

(b) All other employees, including time workers and piece workers, shall receive an increase of 10% of their total earnings.

In calculating increases in wages as herein provided, employers shall receive due credit for all increases paid to their employees on and after July 1st, 1976."

7. Section VII "Minimum Wage Rates" shall be replaced by the following:

« VII. TAUX MINIMAUX DE SALAIRES:

1. L'échelle des salaires minimaux qui suit s'applique aux salariés des métiers mentionnés ci-dessous qui travaillent sur une base horaire ou hebdomadaire:

	<i>À compter de l'entrée en vigueur</i>
Opérateur.....	\$4.25
Opérateur de travail à section	4.25
Échantillonneur	4.25
Coupeur qualifié.....	6.50
Coupeur semi-qualifié et garnisseur	6.25
Examineur	4.05
Ouvrier général.....	3.95
Finisseur.....	4.10
Faufileur (à la main ou à la machine).....	4.10
Opérateur de machine spéciale	4.10
Séparateur.....	4.05
Colleur.....	4.13
Opérateur de col de fourrure	4.44
Tailleur de fourrure	4.92
Tailleur de fourrure adjoint.....	4.10
Opérateur de cuir	5.61

2. L'échelle des salaires minimaux qui suit s'applique aux salariés des métiers mentionnés ci-dessous qui travaillent sur une base de travail à la pièce:

	<i>À compter de l'entrée en vigueur</i>
Presseur de dessus « A »	\$5.35
Presseur de dessus « B »	5.35
Presseur de dessous « A »	4.83
Presseur de dessous « B »	4.83
Presseur de pièces	4.40
Opérateur de doublure	4.25
Finisseur.....	4.10
Opérateur.....	4.25
Opérateur de cuir	5.61

3. Lorsqu'une association accréditée a négocié une convention collective qui prévoit un taux horaire pour les opérateurs supérieur à celui ci-dessus prévu, tel taux horaire supérieur prévu dans la convention collective s'applique.

4. Les taux à la pièce doivent être fixés de façon à ce que les salariés de ces métiers reçoivent au moins les taux horaires prévus ci-dessus. »

8. Remplacer l'article IX « Apprentissage » par ce qui suit:

« IX. DÉBUTANTS ET APPRENTIS:

1. Un débutant est celui qui est employé pour la première fois dans l'industrie du vêtement pour dames, pour une

“VII. MINIMUM RATES:

1. The following minimum wage rates shall apply to employees in the respective crafts listed below, working on an hourly or weekly basis:

	<i>Effective as of the coming into force</i>
Operator.....	\$4.25
Section Work Operator	4.25
Sample Maker	4.25
Cutter-Skilled.....	6.50
Cutter — Semi-Skilled and Trimmer	6.25
Examiner	4.05
General Hand	3.95
Finisher.....	4.10
Baster (Hand and Machine)	4.10
Special Machine Operator.....	4.10
Separator	4.05
Gluer.....	4.13
Fur Collar Operator	4.44
Fur Tailor.....	4.92
Assistant Fur Tailor	4.10
Leather Operator	5.61

2. The following minimum rates shall apply to employees in the respective crafts listed below, working on a piecework basis:

	<i>Effective as of the coming into force</i>
Top Presser “A”	\$5.35
Top Presser “B”	5.35
Under Presser “A”	4.83
Under Presser “B”	4.83
Piece Presser	4.40
Lining Operator	4.25
Finisher.....	4.10
Operator	4.25
Leather Operator	5.61

3. Wherever a certified labour association has negotiated a collective labour agreement providing for a higher hourly rate for operators than above stipulated, such higher collective agreement rate for operators shall apply.

4. Piece work rates shall be set to yield to the employees in these crafts at least the above rates.”

8. Section IX “Training” shall be replaced by the following:

“IX. BEGINNERS AND APPRENTICES:

1. A beginner is one employed for the first time in the ladies' garment industry for a period of 2 months, and who

période de deux (2) mois, et qui, après un emploi de deux (2) mois, devient un apprenti.

2. Un apprenti est un employé qui, après deux (2) mois de travail dans l'industrie du vêtement pour dames comme débutant, est entraîné pour apprendre un des métiers de l'industrie du vêtement pour dames tel que défini aux présentes, y compris, sans restriction, soit un apprenti coupeur ou opérateur, ou finisseur, ou presseur, ou examinateur, ou presseur-adjoint, ou opérateur de machine spéciale, ou ouvrier général ou séparateur. Il doit monter les échelons dans la période indiquée ci-dessous.

after employment for 2 months becomes an apprentice.

2. An apprentice is an employee who after 2 months' employment in the ladies' garment industry as a beginner, is being trained to learn any one craft in the ladies' garment industry as defined herein, including without limitation either an apprentice cutter, or operator, or finisher, or presser, or examiner, or assistant-presser, or special machine operator, or general hand or separator. He shall graduate in the period indicated below.

3. Minimums horaires pour débutants et apprentis: *Hourly Minimums for Beginners and Apprentices:*

À compter de l'entrée en vigueur: *Effective as of the coming into force of this amendment:*

	Premiers 2 mois Débutant First 2 months Beginners	Après 2 mois After 2 months	Après 5 mois After 5 months	Après 7 mois After 7 months	Après 9 mois After 9 months	Après 10 mois After 10 months	Après 13 mois After 13 months	Après 17 mois After 17 months
Opérateur/Operator.....	\$3.00	3.23	3.44	3.65	3.85	4.05	4.25	
Opérateur de travail à section/ Section Work Operator.....	3.00	3.23	3.49	3.75	4.00	4.25		
Coupeur semi-qualifié et garnisseur/ Semi-Skilled Cutter and Trimmer.....	3.00	3.23	3.74	4.25	4.75	5.25	5.75	6.25
Examinateur/Examiner.....	3.00	3.23	3.64	4.05				
Ouvrier général/General Hand.....	3.00	3.23	3.95					
Finisseur/Finisher.....	3.00	3.23	3.52	3.81	4.10			
Faufileur (à la main ou à la machine)/ Baster (Hand and Machine).....	3.00	3.23	3.45	3.67	3.88	4.10		
Opérateur de machine spéciale/ Special Machine Operator.....	3.00	3.23	3.45	3.67	3.88	4.10		
Séparateur/Separator.....	3.00	3.23	3.64	4.05				
Colleur/Gluer.....	3.00	3.23	3.68	4.13				
Opérateur de col de fourrure/ Fur Collar Operator.....	3.00	3.23	3.53	3.84	4.14	4.44		
Tailleur de fourrure/Fur Tailor.....	3.00	3.23	3.57	3.91	4.24	4.58	4.92	
Tailleur de fourrure adjoint/ Assistant Fur Tailor.....	3.00	3.23	4.10					
Presseur de dessus « A »/Top Presser "A"....	3.00	3.23	3.66	4.09	4.51	4.93	5.35	
Presseur de dessus « B »/Top Presser "B"....	3.00	3.23	3.66	4.09	4.51	4.93	5.35	
Presseur de dessous « A »/Under Presser "A"....	3.00	3.23	3.64	4.03	4.43	4.83		
Presseur de dessous « B »/Under Presser "B"....	3.00	3.23	3.64	4.03	4.43	4.83		
Presseur de pièces/Piece Presser.....	3.00	3.23	3.82	4.40				
Opérateur de doublure/Lining Operator.....	3.00	3.23	3.44	3.65	3.85	4.05	4.25	
Opérateur de cuir/Leather Operator.....	3.00	3.23	3.71	4.18	4.66	5.13	5.61	

9. Remplacer l'article XV « Jours fériés » par ce qui suit:

« XV. CONGÉS STATUTAIRES PAYÉS

1. Tous les employeurs doivent accorder à leurs employés les congés statutaires suivants:

9. Section XV "Holidays" shall be replaced by the following:

"XV. STATUTORY HOLIDAYS WITH PAY:

1. All employers shall grant to their employees the following statutory holidays:

Premier jour de l'an, le vendredi-saint, la fête de la reine Victoria, la Saint-Jean-Baptiste, le jour de la Confédération, l'Action de Grâce, la fête du Travail, le jour de Noël et la journée où une élection fédérale ou provinciale générale a lieu.

Cependant, lorsqu'une association accréditée a négocié une convention collective qui prévoit une troisième semaine de vacances payées pour la semaine débutant le jour de Noël, dans les ateliers où une telle disposition s'applique, le lendemain du jour de l'An remplacera le jour de Noël comme congé statutaire.

2. Par consentement mutuel des parties contractantes, un congé payé qui tombe le mardi peut être déplacé au lundi précédant et celui qui tombe le mercredi ou le jeudi peut être déplacé au vendredi suivant de la même semaine.

3. Pour avoir droit à la paie de congé, un employé doit avoir été à l'emploi de son employeur pendant une période minimum d'un (1) mois avant l'octroi de l'un des congés susmentionnés.

4. Les employeurs doivent payer leurs employés pour lesdits congés de la façon suivante:

- a) **travailleurs à la pièce:** le taux minimum fixé par le décret multiplié par le nombre d'heures normales de la journée de travail pour le métier concerné;
- b) **salariés payés à l'heure ou à la semaine:** une journée de rémunération au taux que reçoivent régulièrement tels salariés.

Le taux horaire payé pour un congé ne doit jamais être inférieur aux taux minimums apparaissant au présent décret.

On doit faire rapport à la Commission conjointe du paiement de ces congés pour chaque salarié sur des formules fournies par la Commission. Aussi, tout employeur doit fournir à la Commission conjointe tous les renseignements relatifs à ce paiement que cette dernière juge nécessaires.

5. L'absence d'un employé à cause de maladie, grossesse, période creuse, mise à pied, jour férié, fête religieuse ou le fait qu'un congé statutaire tombe le samedi ou le dimanche ou pendant la période annuelle de vacances n'affecte pas son droit à la rémunération, comme susdit.

6. Lorsqu'un employé est absent pendant la semaine dans laquelle tombe un congé, il sera rémunéré de la façon suivante:

- a) pour une journée complète d'absence, 80% de la rémunération prévue au paragraphe 1;
- b) pour 2 journées complètes d'absence, 60% de la rémunération prévue au paragraphe 1;

New Year's Day, Good Friday, Victoria Day, St. John the Baptist Day, Confederation Day, Thanksgiving Day, Labour Day, Christmas and the day on which a general federal or provincial election is held.

However, where a certified labour association has negotiated a collective labour agreement provision providing for a third week of vacation with pay to be taken the week commencing Christmas Day, in those shops where such provision is applicable, the day after New Year's Day will replace Christmas Day as a statutory holiday.

2. By mutual consent between the contracting parties, a paid holiday which falls on Tuesday, may be moved to the preceding Monday and one which falls on Wednesday or Thursday may be moved to the following Friday of the same week.

3. In order to be eligible for holiday pay, the employee must have been in the service of his employer for at least 1 month prior to the granting of the aforesaid holidays.

4. Employers shall pay their employees for the said holidays as follows:

- (a) **Piece Workers:** The minimum rate fixed by the decree and multiplied by the total standard hours per working day for the craft concerned.
- (b) **Weekly or Hourly Paid Employees:** One day's wages at their regular rate.

The average hourly rate paid for a holiday shall never be inferior to the minimum rates in this decree.

The Joint Commission shall receive a report of the holiday pay given to each employee on the forms supplied by the said Commission. Also each employer shall supply the Joint Commission with any information respecting such pay as the latter may consider necessary.

5. The right of an employee to pay, as aforesaid, shall not be affected by his/her absence due to illness, pregnancy, slackness, lay-off, holiday, religious holiday, or the fact that any statutory holiday falls on a day during the annual vacation period or on Saturday or Sunday.

6. When an employee is absent during the week in which a holiday falls, he shall be paid in the following manner:

- (a) for a complete day's absence, 80% of the remuneration provided for in subsection 1;
- (b) for 2 complete days' absence, 60% of the remuneration provided for in subsection 1;

- c) pour 3 journées complètes d'absence, 40% de la rémunération prévue au paragraphe 1;
- d) pour plus de 3 journées complètes d'absence, aucune rémunération.
7. L'employé peut s'abstenir de travailler pendant les jours fériés autres que ceux prévus au paragraphe 1.
8. Tous les établissements doivent rester fermés les jours de congés ci-haut mentionnés. »
- 11.** À compter du 1^{er} janvier 1978, remplacer les paragraphes 2 et 3 de l'article XV-A « Vacances payées » par ce qui suit:
« Cette période annuelle de vacances est fixée pour les deux dernières semaines complètes (c'est-à-dire du dimanche au samedi) de juillet. »
- 12.** Modifier l'article XXI-A, en remplaçant les mots « Au milieu de l'après-midi » par les mots « Au milieu de l'avant-midi ».
- 13.** Remplacer le paragraphe 1. de l'article XXII « Général » par ce qui suit:
« Tous les salaires doivent être payés intégralement chaque semaine en argent comptant ou par chèque. »
- 14.** Abroger le paragraphe 4 de l'article XXII « Général ».
- 15.** Modifier l'article XXIII « Durée du décret » en remplaçant les mots « 30 juin 1976 » par les mots « 31 juillet 1978 » et en remplaçant les mots « juin de l'année 1976 » par les mots « mai de l'année 1978 ».
- La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.
- Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle du Québec*, le ministre du travail et de la main-d'oeuvre recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.
- (c) for 3 complete days' absence, 40% of the remuneration provided for in subsection 1;
- (d) for more than 3 complete days' absence, no remuneration is given.
7. The employee may abstain from work during a holiday other than those provided for in subsection 1.
8. All establishments shall be closed on the above mentioned holidays."
- 11.** As of January 1, 1978, subsections 2 and 3 of Section XV-A "Vacation with pay" shall be replaced by the following:
"Such vacation period each year shall be set for the last 2 full (i.e. Sunday to Saturday) weeks in July."
- 12.** Section XXI-A shall be amended by replacing the words "at mid-afternoon" by the words "at mid-morning".
- 13.** Subsection 1 of Section XXII "General" shall be replaced by the following:
"All wages are to be paid fully each week in cash or by cheque."
- 14.** Subsection 4 of Section XXII "General" shall be deleted.
- 15.** Section XXIII "Term of the Decree" shall be amended by replacing the words "June 30, 1976" by the words "July 31, 1978" and by replacing the words "June 1976" by the words "May 1978".
- Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an order in council that cannot come into force before the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.
- During the thirty days following publication of this notice in the *Québec Official Gazette*, the Minister of Labour and Manpower will consider objections which interested parties may wish to make.

Le sous-ministre,
GILLES LAPORTE.

GILLES LAPORTE,
Deputy Minister.

Ministère du travail et de la main-d'oeuvre.

Department of Labour and Manpower.
Québec,

PROJET DE MODIFICATION

Garages — Sherbrooke

Le ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre, monsieur Jacques Couture, donne avis par les présentes, conformément à la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q., 1964, c. 143), que « L'Association des Marchands de Pièces d'Automobiles des Cantons de l'Est Inc. » lui a présenté une requête à l'effet d'être acceptée comme partie contractante de première part au décret 1982 du 1^{er} juin 1971, relatif à l'industrie de l'automobile dans les régions d'Arthabaska, Thetford Mines, Granby et Sherbrooke.

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle du Québec*, le ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le sous-ministre,
GILLES LAPORTE.

Ministère du travail et
de la Main-d'oeuvre.

1461-o

DRAFT AMENDMENT

Garage — Sherbrooke

Pursuant to the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q., 1964, c. 143), the Minister of Labour and Manpower, Mr. Jacques Couture, hereby gives notice that "L'Association des Marchands de Pièces d'Automobiles des Cantons de l'Est Inc." has petitioned him to be accepted as contracting party of the first part to Decree No. 1982 of June 1, 1971, respecting the Automobile Industry in the Arthabaska, Thetford Mines, Granby and Sherbrooke regions.

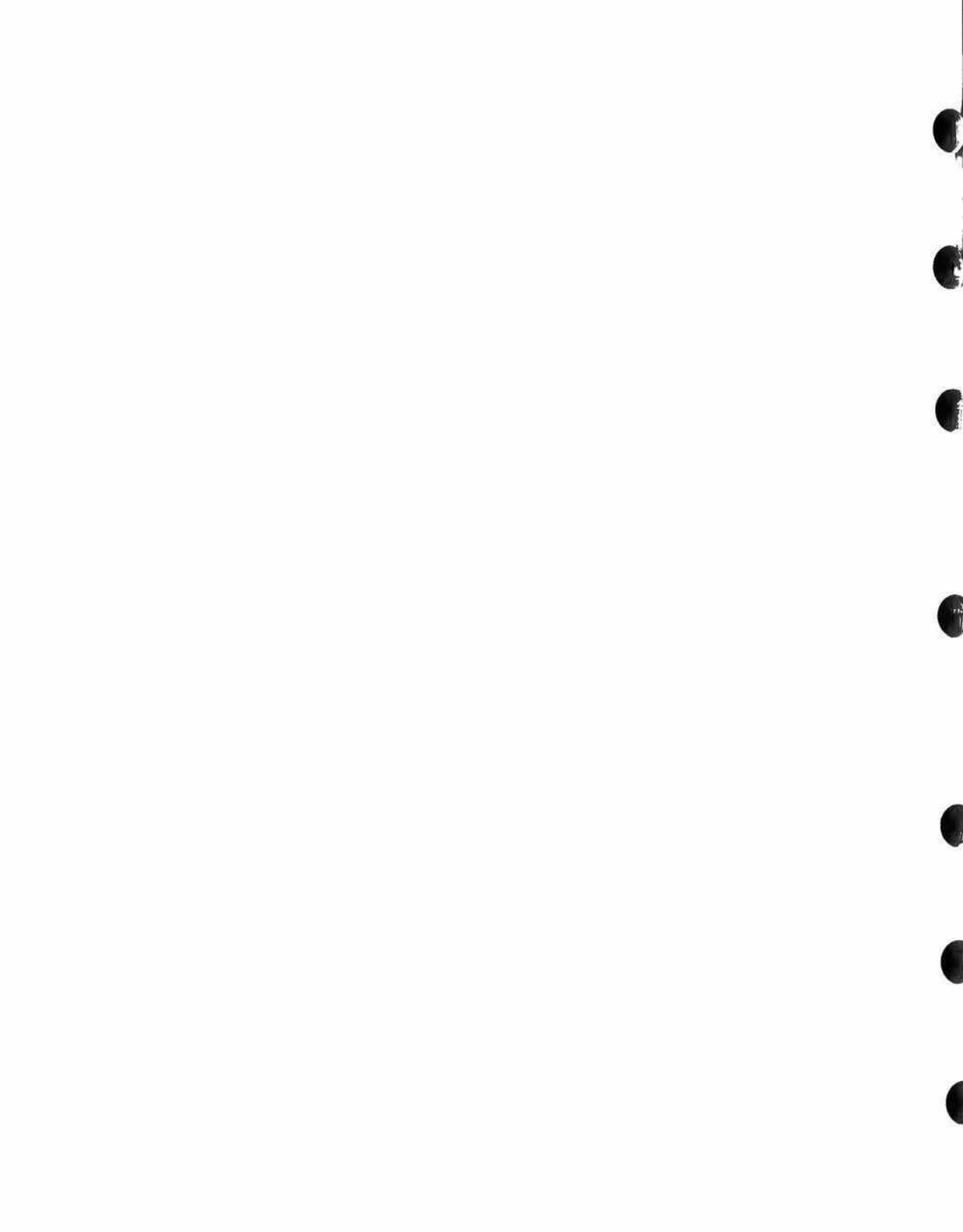
Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an order in council that cannot come into force before the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

During the thirty days following publication of this notice in the *Québec Official Gazette*, the Minister of Labour and Manpower will consider objections which interested parties may wish to make.

GILLES LAPORTE,
Deputy Minister.

Department of Labour
and Manpower.

1461-o



PROJET DE RÈGLEMENT

CODE DES PROFESSIONS
(1973, c. 43)

Projet de règlement

Le ministre responsable de l'application des lois professionnelles, l'honorable Jacques-Yvan Morin, donne avis conformément au deuxième alinéa de l'article 178 du Code des professions que, 30 jours après la publication du présent avis, il soumettra au lieutenant-gouverneur en conseil pour qu'il soit adopté en vertu du paragraphe *b* du premier alinéa de l'article 178 dudit Code, le « Règlement constituant un Comité de la formation en urbanisme », dont le texte apparaît ci-dessous.

*Le ministre responsable de l'application
des lois professionnelles,
JACQUES-YVAN MORIN.*

**Règlement constituant un Comité
de la formation en urbanisme**

Code des professions
(1973, c. 43, a. 178, al. 1, par. *b*)

Section 1**DISPOSITION GÉNÉRALE**

1.01 Dans le présent règlement, l'expression « représentant institutionnel » désigne la personne nommée par une université afin de coordonner pour cette université la mise en place et le fonctionnement des Comités établis par le lieutenant-gouverneur en conseil en vertu du paragraphe *b* du premier alinéa de l'article 178 du Code des professions.

Section 2**CRÉATION DU COMITÉ**

2.01 Il est établi un Comité composé de la façon suivante:

- a) 2 représentants de la Corporation professionnelle des urbanistes du Québec;

DRAFT REGULATION

PROFESSIONAL CODE
(1973, c. 43)

Draft Regulation

The Minister responsible for the application of the laws respecting the professions, the Honourable Jacques-Yvan Morin, hereby gives notice in accordance with the second paragraph of section 178 of the Professional Code that, 30 days after the publication of this notice, he will submit to the Lieutenant-Governor in Council for adoption, pursuant to subparagraph *b* of the first paragraph of section 178 of the said Code, the "Regulation constituting a Committee on training in town planning", a copy of which is annexed hereto.

JACQUES-YVAN MORIN,
*Minister responsible for the application
of the laws respecting the professions.*

**Regulation constituting a committee
on training in town planning**

Professional Code
(1973, c. 43, s. 178, par. 1, subpar. *b*)

Division 1**GENERAL PROVISION**

1.01 In this Regulation, the expression "institution representative" means the person appointed by a university to co-ordinate on behalf of such university the setting up and working of the Committees established by the Lieutenant-Governor in Council under subparagraph *b* of the first paragraph of section 178 of the Professional Code.

Division 2**SETTING UP OF COMMITTEE**

2.01 A Committee shall be set up composed as follows:

- a) 2 representatives of the Professional Corporation of Town Planners of Québec;

- | | |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>b) un représentant de l'Institut d'urbanisme de l'Université de Montréal désigné par le représentant institutionnel de cette université;</p> <p>c) un représentant de la School of Urban Planning de l'Université McGill désigné par le représentant institutionnel de cette université;</p> <p>d) 2 représentants des étudiants en urbanisme, l'un de l'Institut d'urbanisme de l'Université de Montréal, l'autre de la School of Urban Planning de l'Université McGill.</p> | <p>(b) 1 representative of the <i>Institut d'urbanisme</i> of the University of Montreal designated by the latter's institution representative;</p> <p>(c) 1 representative of the School of Urban Planning of McGill University designated by the latter's institution representative;</p> <p>(d) 2 representatives of the students in town planning, 1 from the <i>Institut d'urbanisme</i> of the University of Montreal, the other from the School of Urban Planning of McGill University.</p> |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

Section 3

MANDAT DU COMITÉ

3.01 Le mandat du Comité est de soumettre aux organismes ou groupements représentés au sein du Comité ainsi qu'à l'Office des professions, à la Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec, au Comité conjoint des programmes du ministère de l'Éducation et du Conseil des universités et au représentant institutionnel de chaque université mentionnée à l'article 2.01, des recommandations au sujet des questions suivantes:

- a) les programmes d'étude en urbanisme;
- b) les examens et autres mécanismes d'évaluation;
- c) les stages de formation professionnelle;
- d) les examens professionnels;
- e) la formation continue.

Section 4

PROCÉDURE DU COMITÉ

- 4.01** Chaque membre du Comité a droit de vote.
- 4.02** Les membres du Comité désignent un président parmi eux.
- 4.03** Le secrétariat du Comité est assuré par la Corporation professionnelle des urbanistes du Québec.
- 4.04** Le président fixe la date et l'heure des réunions du Comité, convoque ces réunions et les préside.

Division 3

MANDATE OF COMMITTEE

3.01 The mandate of the Committee is to submit to the bodies or groups represented in the Committee as well as to the Professions Board, the Conference of rectors and principals of the universities of Québec, the Joint Committee on programmes of the Department of Education and of the Council of Universities and to the institution representative of each university referred to in section 2.01, its recommendations on the following matters:

- (a) the study programmes in town planning;
- (b) the examinations and other means of evaluation;
- (c) the professional training periods;
- (d) the professional examinations;
- (e) continuing training.

Division 4

COMMITTEE PROCEDURE

- 4.01** Each member of the Committee is entitled to vote.
- 4.02** The members of the Committee shall choose a chairman from among themselves.
- 4.03** The secretariat of the Committee shall be the responsibility of the Professional Corporation of Town Planners of Québec.
- 4.04** The chairman shall fix the date and hour of the meetings of the Committee, convene the meetings and chair them.

4.05 Le quorum du Comité est de 4 membres.

4.06 Le secrétaire dresse un procès-verbal de chaque réunion du Comité et en expédie une copie aux organismes, groupements et personnes mentionnés à l'article 3.01.

4.07 Les recommandations du Comité sont formulées à la majorité des voix; en cas d'égalité, le président donne un vote supplémentaire.

4.08 Les recommandations ne lient pas les organismes ou groupements représentés au sein du Comité.

4.09 Les recommandations qui ne sont pas acceptées par les organismes ou groupements représentés au sein du Comité, sont retournées à ce dernier pour révision.

4.10 Le Comité doit tenir au moins une réunion par année.

4.05 The quorum of the Committee shall be 4 members.

4.06 The secretary shall draw up the minutes of each meeting of the Committee and send a copy thereof to the bodies, groups and persons mentioned in section 3.01.

4.07 The recommendations of the Committee are made by majority vote; in the case of a tie-vote, the chairman shall cast an additional vote.

4.08 The recommendations shall not bind the bodies or groups represented in the Committee.

4.09 The recommendations that are not accepted by the bodies or groups represented in the Committee shall be returned to the latter for review.

4.10 The committee must hold at least one meeting a year.

Section 5

DISPOSITION FINALE

5.01 Le présent règlement entre en vigueur le jour de la publication dans la *Gazette officielle du Québec* d'un avis qu'il a été adopté par le lieutenant-gouverneur en conseil.

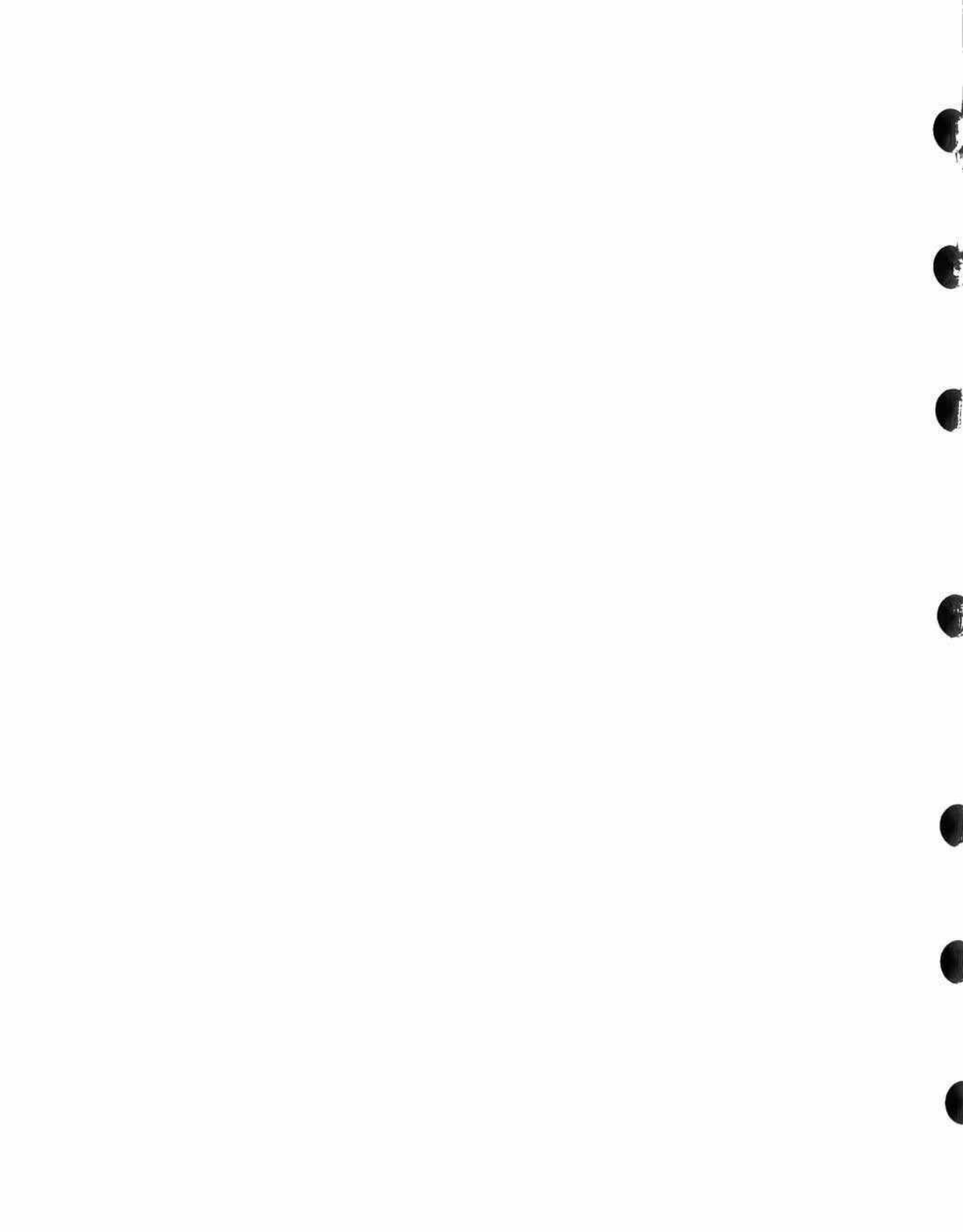
1454-o

Division 5

FINAL PROVISION

5.01 This Regulation shall come into force on the day of publication in the *Québec Official Gazette* of a notice that it has been passed by the Lieutenant-Governor in Council.

1454-o



Errata**Errata****ERRATUM****ERRATUM****Ordre des arpenteurs-géomètres du Québec****Order of Land Surveyors of Québec**

1. *Gazette officielle du Québec*, Partie 2, 20 avril 1977, vol. 109, no 13, p. 1683. Avis d'approbation de règlement. Code des professions:

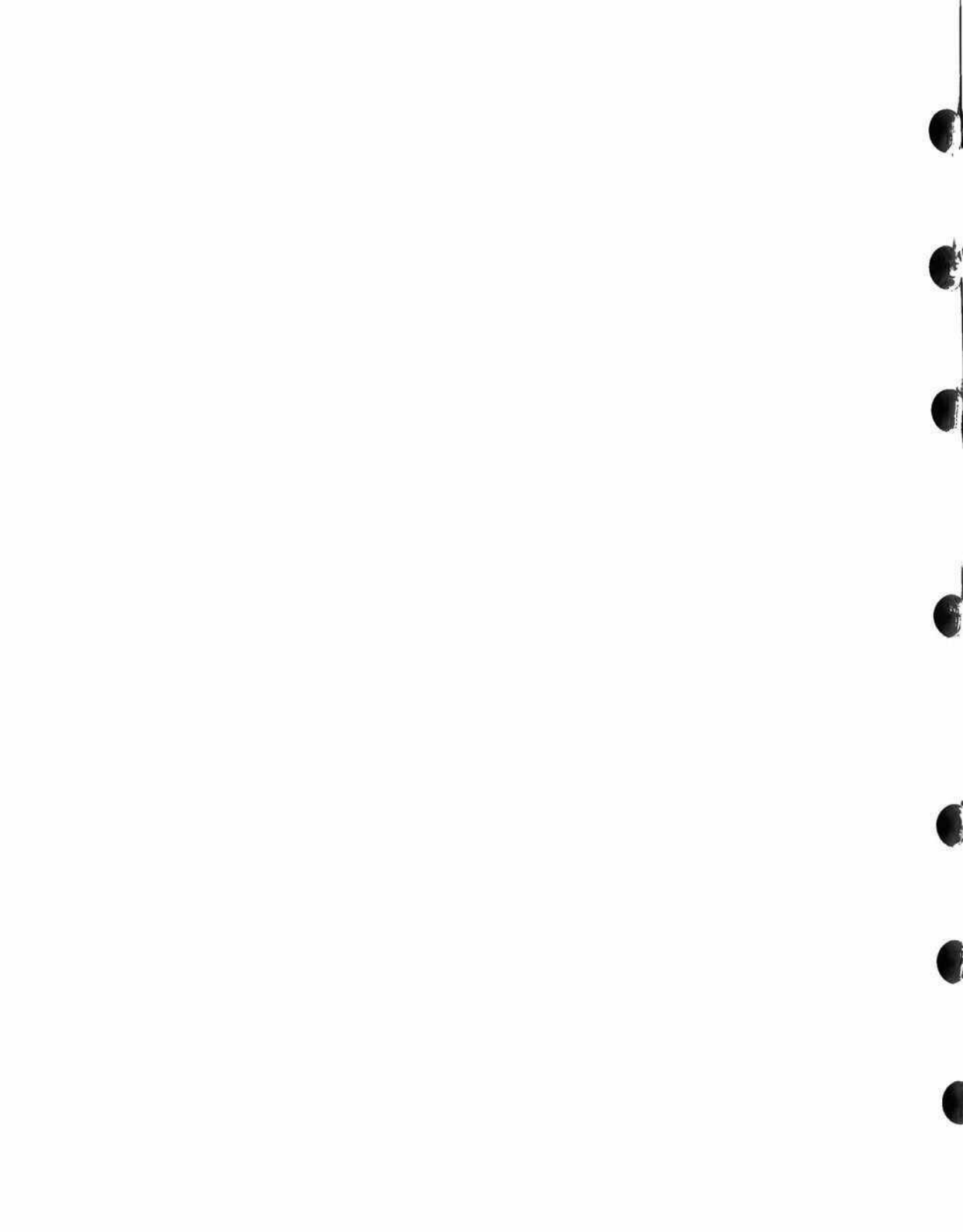
Le deuxième alinéa de l'avis d'approbation doit se lire: « En conséquence, ce règlement entre en vigueur 3 mois après la publication dans la *Gazette officielle du Québec* d'un avis qu'il a été approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil. »

1454-o

1. *Québec Official Gazette*, Part 2, 20 April 1977, vol. 109, no. 13, p. 1683. Notice of approval of a Regulation. Professional Code:

The second paragraph of the notice of approval must read: "Therefore, this Regulation shall come into force 3 months after publication in the *Québec Official Gazette* of a notice that it has been approved by the Lieutenant-Governor in Council."

1454-o



INDEX	Textes réglementaires (Règlements)	Abréviations:			Commentaires
		A — Abrogé	N — Nouveau	M — Modifié	
Règlements — Lois		No	Enregistrement Date	Page	
	Achats du gouvernement - Signature des documents (Loi du ministère des Travaux publics et de l'approvisionnement, 1973, c. 27)	Règ. 77-232	26-04-77	3235	
	Arpenteurs-géomètres - Assurance - responsabilité (Avis)..... (Code des professions, 1973, c. 43)	Règ. 77-147	19-03-77	3341	Erratum
	Baie James, munic. - Ord. no 188 (Loi du développement de la région de la Baie James, 1971, c. 34)	Règ. 77-209	21-04-77	3201	
	Baie James, munic. - Ord. no 189 (Loi du développement de la région de la Baie James, 1971, c. 34)	Règ. 77-210	21-04-77	3207	
	Baie James, munic. - Ord. no 190 (Loi du développement de la région de la Baie James, 1971, c. 34)	Règ. 77-211	21-04-77	3213	
	Baie James, munic. - Ord. no 191 (Loi du développement de la région de la Baie James, 1971, c. 34)	Règ. 77-212	21-04-77	3219	
	Baie James, munic. - Ord. no 200 (Loi du développement de la région de la Baie James, 1971, c. 34)	Règ. 77-231	26-04-77	3231	
	Barreau du Québec - Code de déontologie (Code des professions, 1973, c. 43)	Règ. 77-250	05-05-77	3311	Avis
	Biens culturels, Loi sur les... - Chapelle Saint-Antoine, Lac-Bouchette - Bien culturel..... (1972, c. 19)	Règ. 77-258	09-05-77	3243	
	Biens culturels, Loi sur les... - Église de la mission catholique chinoise du Saint-Esprit, Montréal - Bien culturel..... (1972, c. 19)	Règ. 77-235	02-05-77	3227	
	Biens culturels, Loi sur les... - Objets d'art de la fabrique St-Michel de Sillery - Bien culturel..... (1972, c. 19)	Règ. 77-223	14-04-77	3223	
	Biens culturels, Loi sur les... - Orgue de l'église de Les Cèdres, Soulanges - Bien culturel (1972, c. 19)	Règ. 77-259	09-05-77	3245	
	Biens culturels, Loi sur les... - Peintures de la chapelle Saint-Antoine de Padoue, Lac-Bouchette - Bien culturel.... (1972, c. 19)	Règ. 77-260	09-05-77	3247	

INDEX — suite

Règlements — Lois	No	Enregistrement Date	Page	Commentaires
Biens culturels, Loi sur les... - Pièces d'orfèvrerie de la fabrique St-Michel de Sillery - Bien culturel (1972, c. 19)	Règ. 77-224	14-04-77	3227	
Biens culturels, Loi sur les... - Presbytère de la mission catholique chinoise du Saint-Esprit, Montréal - Bien culturel (1972, c. 19)	Règ. 77-236	02-05-77	3239	
Biens culturels, Loi sur les... - Vitraux de l'église Saint-Mathieu, St-Philippe de Laprairie - Bien culturel (1972, c. 19)	Règ. 77-261	09-05-77	3257	
Chapelle Saint-Antoine, Lac-Bouchette - Bien culturel (Loi sur les biens culturels, 1972, c. 19)	Règ. 77-258	09-05-77	3243	
Code des professions - Arpenteurs-géomètres - Assurance-responsabilité (Avis) (1973, c. 43)	Règ. 77-147	18-03-77	3341	Erratum
Code des professions - Barreau du Québec - Code de déontologie (1973, c. 43)	Règ. 77-250	05-05-77	3311	Avis
Code des professions - Tableau des membres des corporations professionnelles (1973, c. 43)	Règ. 77-294	31-05-77	3265	N
Code des professions - Urbanistes - Comité de la formation en urbanisme (1973, c. 43)			3337	Projet
Confection pour dames - Province (Loi des décrets de convention collective, S.R. 1964, c. 143)			3327	Projet
Congés (Loi de la fonction publique, 1965 sess. 1, c. 14)	Règ. 77-244	05-05-77	3241	M
Conservation de la faune, Loi de la... - Zones de chasse (1969, c. 58)	Règ. 77-302	31-05-77	3301	M
Corporations professionnelles - Tableau des membres (Code des professions, 1973, c. 43)	Règ. 77-294	31-05-77	3265	N
Église de la mission catholique chinoise du Saint-Esprit, Montréal - Bien culturel (Loi sur les biens culturels, 1972, c. 19)	Règ. 77-235	02-05-77	3237	
Employés de garage - Joliette (Loi des décrets de convention collective, S.R. 1964, c. 143)	Règ. 77-347	15-06-77	3309	M

INDEX — suite

Règlements — Lois	Enregistrement		Page	Commentaires
	No	Date		
Employés de garages - Sherbrooke (Loi des décrets de convention collective, S.R. 1964, c. 143)			3335	Projet
Énergie - Signature de documents de la compétence du ministre délégué (Loi du ministère des Richesses naturelles, S.R. 1964, c. 83)	Règ. 77-290	19-05-77	3263	
Établissements hôteliers et restaurants (Loi de l'hôtellerie, S.R. 1964, c. 205)	Règ. 77-301	31-05-77	3269	N
Fonction publique, Loi de la... - Congés (1965 sess. 1, c. 14)	Règ. 77-244	05-05-77	3241	M
Hôtellerie, Loi de l'... - Établissements hôteliers et restau- rants (S.R. 1964, c. 205)	Règ. 77-301	31-05-77	3269	N
Mise en marché des produits agricoles, Loi sur la... - Pro- ducteurs de lait industriel - Contributions (1974, c. 36)	Règ. 77-332	15-06-77	3307	M
Objets d'art de la Fabrique St-Michel de Sillery - Bien culturel (Loi sur les biens culturels, 1972, c. 19)	Règ. 77-223	14-04-77	3223	
Orgue de l'église de Les Cèdres, Soulanges - Bien cultu- rel (Loi sur les biens culturels, 1972, c. 19)	Règ. 77-259	09-05-77	3245	
Peintures de la chapelle Saint-Antoine de Padoue, Lac- Bouchette - Bien culturel (Loi sur les biens culturels, 1972, c. 19)	Règ. 77-260	09-05-77	3247	
Pièces d'orfèvrerie de la fabrique St-Michel de Sillery - Bien culturel (Loi sur les biens culturels, 1972, c. 19)	Règ. 77-224	14-04-77	3227	
Presbytère de la mission catholique chinoise du Saint-Esprit, Montréal - Bien culturel (Loi sur les biens culturels, 1972, c. 19)	Règ. 77-236	02-05-77	3239	
Preuve photographique de documents, Loi de la... - S. Albert et Compagnie, limitée - Application de la Loi (S.R. 1964, c. 280)	Règ. 77-313	03-06-77	3305	
Producteurs de lait industriel - Contributions (Loi sur la mise en marché des produits agricoles, 1974, c. 36)	Règ. 77-332	15-06-77	3307	M
Restaurants et établissements hôteliers (Loi de l'hôtellerie, S.R. 1964, c. 205)	Règ. 77-301	31-05-77	3269	N

INDEX — fin

Règlements — Lois	No	Enregistrement Date	Page	Commentaires
Richesses naturelles, Loi du ministère des... - Signature de documents de la compétence du ministre délégué à l'Énergie..... (S.R. 1964, c. 83)			3263	
S. Albert et Compagnie, Limitée - Preuve photographique..... (Loi de la preuve photographique de documents, S.R. 1964, c. 280)	Règ. 77-313	03-06-77	3305	
Tableau des membres des corporations professionnelles..... (Code des professions, 1973, c. 43)	Règ. 77-294	31-05-77	3265	N
Urbanistes - Comité de la formation en urbanisme..... (Code des professions, 1973, c. 43)			3337	Projet
Vitraux de l'église Saint-Mathieu, St-Philippe de Laprairie - Bien culturel..... (Loi sur les biens culturels, 1972, c. 19)	Règ. 77-261	09-05-77	3257	
Zones de chasse..... (Loi de la conservation de la faune, 1969, c. 58)	Règ. 77-302	31-05-77	3301	M

INDEX Statutory Instruments (Regulations)

Abbreviations: A — Abrogated
 N — New
 M — Modified

Regulations — Statutes	No.	Registration Date	Page	Comments
Bar of the Province of Québec - Code of professional ethics..... (Professional Code, 1973, c. 43)	Reg. 77-250	05-05-77	3311	Notice
Chapelle Saint-Antoine - Lake Bouchette - Cultural property (Cultural Property Act, 1972, c. 19)	Reg. 77-258	09-05-77	3243	
Church of the Chinese Catholic Mission of the Holy Spirit, Montreal - Cultural property (Cultural Property Act, 1972, c. 19)	Reg. 77-235	02-05-77	3237	
Civil Service Act - Leaves - of - absence..... (1965 sess. 1, c. 14)	Reg. 77-244	05-05-77	3241	M
Cloak and suit (Ladies') - Province..... (Collective Agreement Decrees Act, R.S. 1964, c. 143)			3327	Draft
Cultural Property Act - Chapelle Saint-Antoine, Lake Bouchette - Cultural property (Cultural Property Act, 1972, c. 19)	Reg. 77-258	09-05-77	3243	
Cultural Property Act - Church of the Chinese Catholic Mission of the Holy Spirit, Montreal - Cultural property (1972, c. 19)	Reg. 77-235	02-05-77	3237	
Cultural Property Act - Organ of l'église de Les Cèdres, Soulanges - Cultural property (1972, c. 19)	Reg. 77-259	09-05-77	3245	
Cultural Property Act - Paintings of the Chapelle Saint-Antoine de Padoue, Lac Bouchette - Cultural property (1972, c. 19)	Règ. 77-260	09-05-77	3247	
Cultural Property Act - Presbytery of the Chinese Catholic Mission of the Holy Spirit, Montreal - Cultural property (1972, c. 19)	Reg. 77-236	02-05-77	3239	
Cultural Property Act - Silverwork of the Fabrique St-Michel de Sillery - Cultural property (1972, c. 19)	Reg. 77-224	14-04-77	3227	
Cultural Property Act - Stained glass windows of the Saint-Mathieu church, St-Philippe de Laprairie - Cultural property (1972, c. 19)	Reg. 77-261	09-05-77	3257	
Cultural Property Act - Work of art of the Fabrique St-Michel de Sillery - Cultural property (1972, c. 19)	Reg. 77-223	14-04-77	3223	

INDEX — continued

Regulations — Statutes	No.	Registration Date	Page	Comments
Energy - Signing of documents within the jurisdiction of the Minister - Delegate (Natural Resources Department Act, R.S. 1964, c. 83)	Reg. 77-290	19-05-77	3263	
Farm Products Marketing Act - Industrial Milk producers - Contributions (1974, c. 36)	Reg. 77-332	15-06-77	3307	M
Garage employees - Joliette (Collective Agreement Decrees Act, R.S. 1964, c. 143)	Reg. 77-347	15-06-77	3309	M
Garage employees - Sherbrooke (Collective Agreement Decrees Act, R.S. 1964, c. 143)			3335	Draft
Government purchasing - Signing of documents (Public Works and Supply Department Act, 1973, c. 27)	Reg. 77-232	26-04-77	3235	
Hotel establishments and restaurants (Hotels Act, R.S. 1964, c. 205)	Reg. 77-301	31-05-77	3269	N
Hunting zones (Wild-life Conservation Act, 1969, c. 58)	Reg. 77-302	31-05-77	3301	M
Industrial milk producers - Contributions (Farm Products Marketing Act, 1974, c. 36)	Reg. 77-332	15-06-77	3307	M
James Bay Munic. - Ord. No. 188 (James Bay Region Development Act, 1971, c. 34)	Reg. 77-209	21-04-77	3201	
James Bay Munic. - Ord. No. 189 (James Bay Region Development Act, 1971, c. 34)	Reg. 77-210	21-04-77	3207	
James Bay Munic. - Ord. No. 190 (James Bay Region Development Act, 1971, c. 34)	Reg. 77-211	21-04-77	3213	
James Bay Munic. - Ord. No. 191 (James Bay Region Development Act, 1971, c. 34)	Reg. 77-212	12-04-77	3219	
James Bay Munic. - Ord. No. 200 (James Bay Region Development Act, 1971, c. 34)	Reg. 77-231	26-04-77	3231	
Land Surveyors - Liability insurance (Professional Code, 1973, c. 43)	Reg. 77-147	18-03-77	3341	Erratum
Leaves - of - absence (Civil Service Act, 1965 sess. 1, c. 14)	Reg. 77-244	05-05-77M	3241	
Membership rolls of professional corporations (Professional Code, 1973, c. 43)	Reg. 77-294	31-05-77	3265	N
Natural Resources Department Act - Signing of documents within the jurisdiction of the Minister - Delegate (R.S. 1964, c. 83)	Reg. 77-290	19-05-77	3263	

INDEX — continued

Regulations — Statutes	No.	Registration Date	Page	Comments
Organ of l'église de Les Cèdres, Soulanges - Cultural property (Cultural Property Act, 1972, c. 19)	Reg. 77-259	09-05-77	3245	
Paintings of the Chapelle Saint-Antoine de padoue, Lac-Bouchette - Cultural property (Cultural Property Act, 1972, c. 19)	Reg. 77-260	09-05-77	3247	
Photographic Proof of Documents Act - S. Albert and Company, Limited - Application of the Act (R.S. 1964, c. 280)	Reg. 77-313	03-06-77	3305	
Presbytery of the Chinese Catholic Mission of the Holy Spirit, Montreal - Cultural property (Cultural Property Act, 1972, c. 19)	Reg. 77-236	02-05-77	3239	
Professional Code - Bar of the Province of Québec - Code of professional ethics (1973, c. 43)	Reg. 77-250	05-05-77	3311	Notice
Professional Code - Land Surveyors - Liability insurance (Notice)..... (1973, c. 43)	Reg. 77-147	18-03-77	3341	Erratum
Professional Code - Membership rolls of professional corporations (1973, c. 43)	Reg. 77-294	31-05-77	3265	N
Professional Code - Town Planners - Committee on training in town planning (1973, c. 43)			3337	Draft
Professional corporations - Memberships rolls (Professional Code, 1973, c. 43)	Reg. 77-294	31-05-77	3265	N
Restaurants and hotel establishments (Hotels Act, R.S. 1964, c. 205)	Reg. 77-301	31-05-77	3269	N
S. Albert and Company, Limited - Photographic proof (Photographic Proof of Documents Act, R.S. 1964, c. 280)	Reg. 77-313	03-06-77	3305	
Silverwork of the Fabrique St-Michel de Sillery - Cultural property (Cultural Property Act, 1972, c. 19)	Reg. 77-224	14-04-77	3227	
Stained glass windows of the Saint-Mathieu church, St-Philippe de Laprairie - Cultural property..... (Cultural Property Act, 1972, c. 19)	Reg. 77-261	09-05-77	3257	
Town Planners - Committee on training in town planning ... (Professional Code, 1973, c. 43)			3337	Draft

INDEX Concluded

Regulations — Statutes	No	Registration Date	Page	Comments
Wild-life Conservation Act - Hunting zones (1969, c. 58)	Reg. 77-302	31-05-77	3301	M
Work of art of the Fabrique St-Michel de Sillery - Cultural Property (Cultural Property Act, 1972, c. 19)	Reg. 77-223	14-04-77	3223	

TABLE DES MATIÈRES TABLE OF CONTENTS

TEXTES RÉGLEMENTAIRES (Règlements) STATUTORY INSTRUMENTS (Regulations)

No d'enregistrement	A.C.	Recommandé ou établi par	Titre du texte réglementaire ou autre document	Page
Registration No.	O.C.	Recommended or made by	Name of statutory instrument or other document	
Règ. 77-209	1167-77	Énergie	Baie James, munic. / <i>James Bay Munic.</i> - Ord. no 188	3201
Règ. 77-210	1168-77	Énergie	Baie James, munic. / <i>James Bay Munic.</i> - Ord. no 189	3207
Règ. 77-211	1169-77	Énergie	Baie James, munic. / <i>James Bay Munic.</i> Ord. no 190	3213
Règ. 77-212	1170-77	Énergie	Baie James, munic. / <i>James Bay Munic.</i> - Ord. no 191	3219
Règ. 77-223		Affaires culturelles	Fabrique St-Michel de Sillery - Objets d'art / <i>Work of art</i> - Bien culturel / <i>Cultural property</i>	3223
Règ. 77-224		Affaires culturelles	Fabrique St-Michel de Sillery - Pièces d'orfèvrerie / <i>Silverwork</i> - Bien culturel / <i>Cultural property</i>	3227
Règ. 77-231	1268-77	Énergie	Baie James, munic. / <i>James Bay Munic.</i> - Ord. no 200	3231
Règ. 77-232	1290-77	Travaux publics et approvisionnement	Signature des documents relatifs aux achats du gouvernement / <i>Signing of documents respecting government purchasing</i>	3235
Règ. 77-235		Affaires culturelles	Église de la mission catholique chinoise du Saint-Esprit / <i>Church of the Chinese Catholic Mission of the Holy Spirit</i> , Montréal - Bien culturel / <i>Cultural property</i>	3237
Règ. 77-236		Affaires culturelles	Presbytère de la mission catholique chinoise du Saint-Esprit / <i>Presbytery of the Chinese Catholic Mission of the Holy Spirit</i> , Montréal - Bien culturel / <i>Cultural property</i>	3239
Règ. 77-244	C.T. 105577	Conseil du trésor	Congés / <i>Leaves-of-absence</i> - (Mod. / <i>Amend.</i>)	3241
Règ. 77-250	1425-77	Éducation	Barreau du Québec / <i>Bar of the Province of Québec</i> - Code de déontologie / <i>Code of professional ethics</i>	3311
Règ. 77-258		Affaires culturelles	Chapelle Saint-Antoine, Lac-Bouchette - Bien culturel / <i>Cultural property</i>	3243
Règ. 77-259		Affaires culturelles	Église de Les Cèdres, Soulanges - Orgue / <i>Organ</i> - Bien culturel / <i>Cultural property</i>	3245

TABLE DES MATIÈRES — Suite / TABLE OF CONTENTS — Continued

No d'enregistrement	A.C.	Recommandé ou établi par	Titre du texte réglementaire ou autre document	Page
Registration No.	O.C.	Recommended or made by	Name of statutory instrument or other document	
Règ. 77-260		Affaires culturelles	Chapelle Saint-Antoine de Padoue - Lac-Bouchette - Peintures - Bien culturel / <i>Paintings - Cultural property</i>	3247
Règ. 77-261		Affaires culturelles	Vitraux de l'église Saint-Mathieu / <i>Stained glass windows of the Saint Mathieu church, St-Philippe de La Prairie - Bien culturel / Cultural property</i>	3257
Règ. 77-290	1633-77	Énergie	Signature de documents de la compétence du ministre délégué à l'Énergie / <i>Signing of documents within the jurisdiction of the Minister-Delegate, Energy</i>	3263
Règ. 77-294	1679-77	Éducation	Tableau des membres des corporations professionnelles / <i>Membership rolls of professional corporations</i>	3265
Règ. 77-301	1695-77	Tourisme, chasse et pêche	Établissements hôteliers et restaurants / <i>Hotel establishments and restaurants</i>	3269
Règ. 77-302	1696-77	Tourisme, chasse et pêche	Zones de chasse / <i>Hunting zones (Mod. / Amend.)</i>	3301
Règ. 77-313	1768-77	Justice	S. Albert et Compagnie, Limitée / <i>S. Albert and Company, Limited - Preuve photographique / Photographic proof</i>	3305
Règ. 77-332		R.M.A.Q.	Producteurs de lait industriel / <i>Industrial milk producers - Contributions (Mod. / Amend)</i>	3307
Règ. 77-347	1988--7	Travail et main-d'oeuvre	Employés de garage / <i>Garage employees - Joliette (Mod. / Amend.)</i>	3309

AVIS

Barreau du Québec - Code de déontologie

NOTICE

Bar of the Province of Québec - Code of professional ethics

3311

PROJETS DE RÈGLEMENT

Confection pour dames - Province

Employés de garages - Sherbrooke

Urbanistes - Comité de la formation en urbanisme

DRAFT REGULATIONS

Cloak and suit (Ladies') - Province

3327

Garage employees - Sherbrooke

3335

Town Planners - Committee on training in town planning

3337

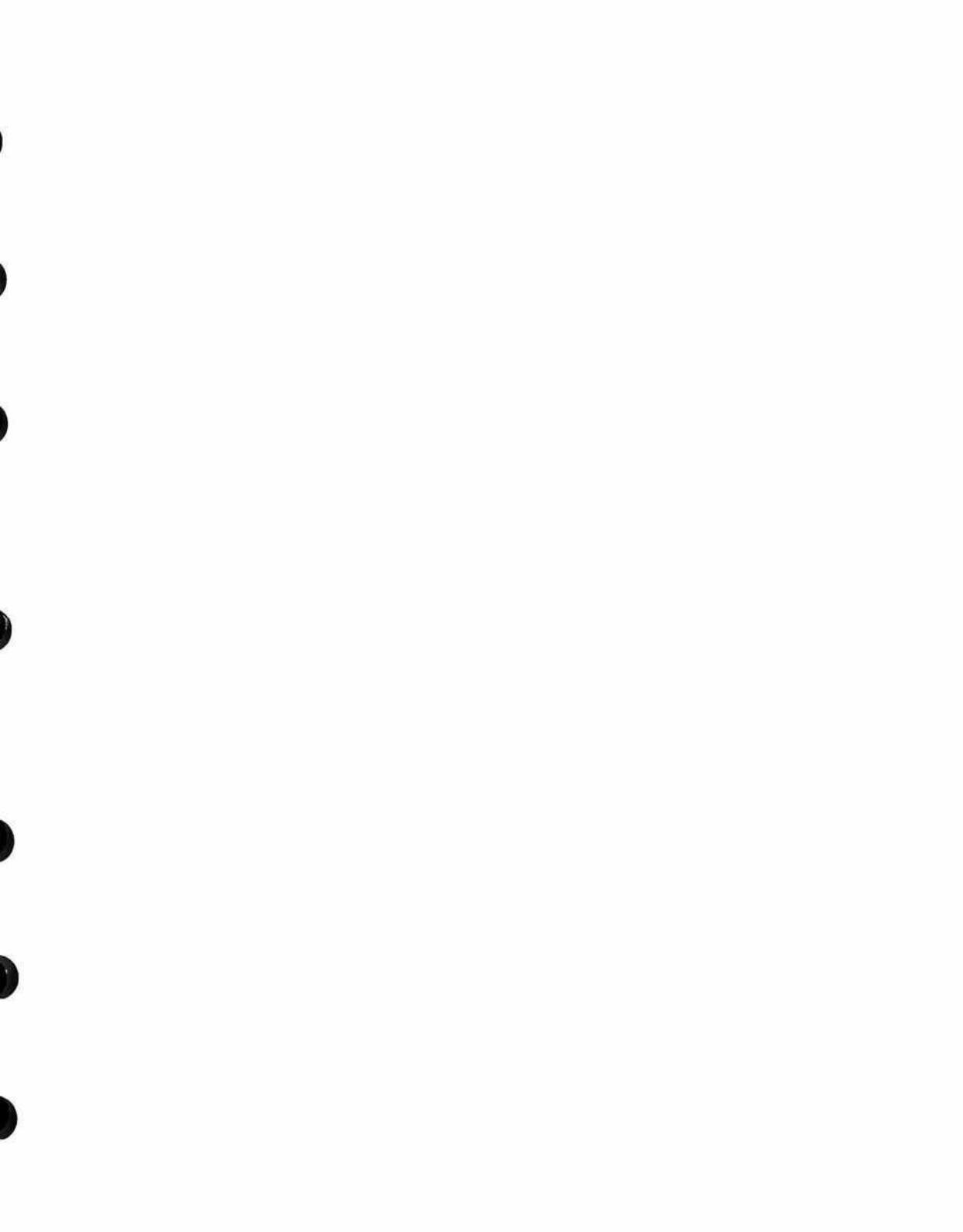
TABLE DES MATIÈRES — Fin / TABLE OF CONTENTS — Concluded

No d'enregistrement	A.C.	Recommandé ou établi par	Titre du texte réglementaire ou autre document	Page
Registration No.	O.C.	Recommended or made by	Name of statutory instrument or other document	
ERRATA			ERRATA	
Règ. 77-147	824-77	Éducation	Arpenteurs-géomètres / <i>Land Surveyors</i> - Assurance- responsabilité / <i>Liability insurance</i>	3341
Arpenteurs-géomètres - Assurance-responsabilité (Avis)			Land Surveyors - Liability insurance (Notice)	3341



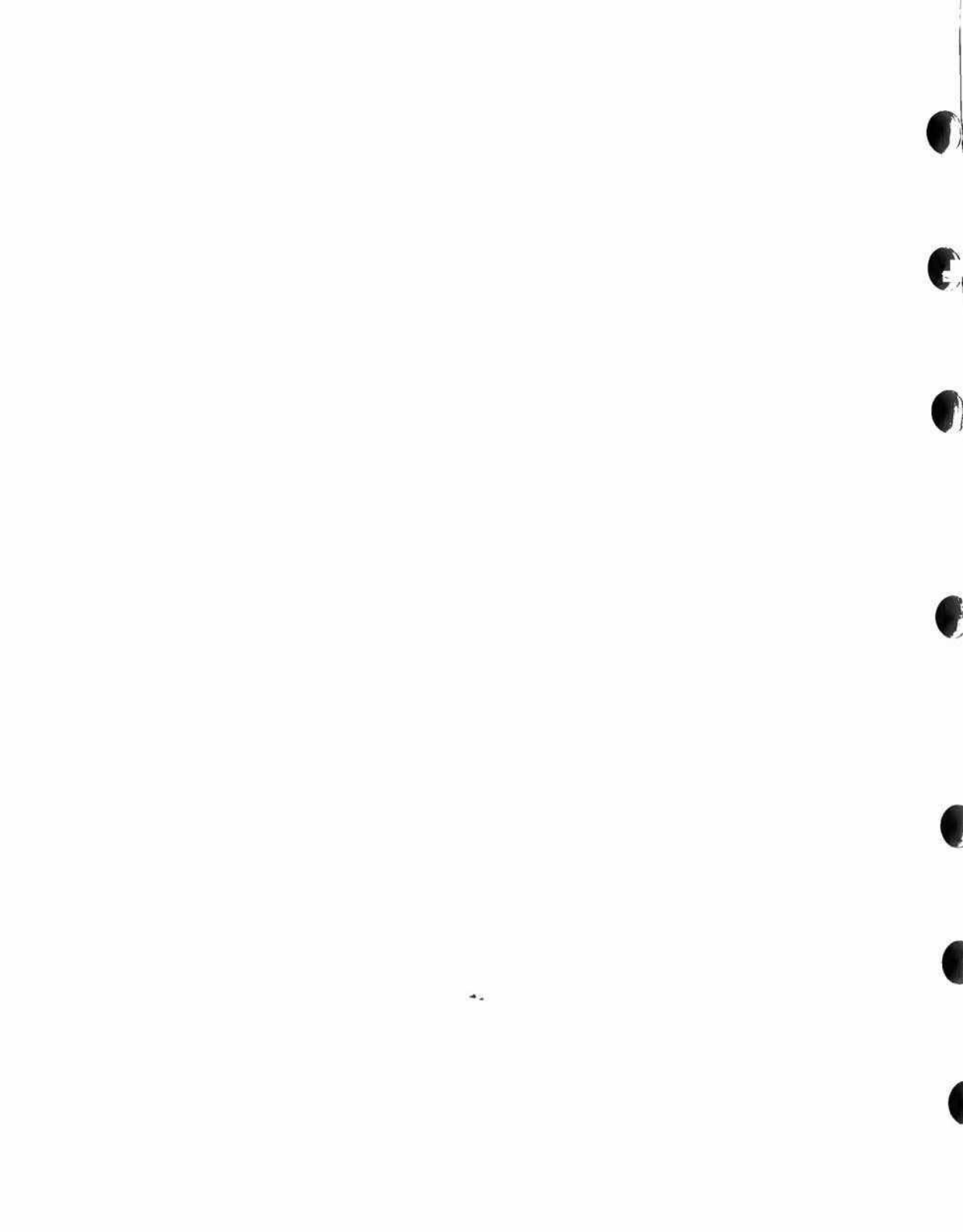












nouveautés

ADMINISTRATION PUBLIQUE

Convention collective de travail entre le Gouvernement du Québec et l'Association professionnelle des chirurgiens-dentistes du gouvernement du Québec: 1976-1979

Min. Fonction publique

Québec, 1977. 178 p., format de poche

ISBN 0-7754-2776-4

EOQ 2954, broché

\$ 1.00

CULTURE QUÉBÉCOISE

Le naufrage de l' "Éléphant"

Min. Communications, Éditeur officiel du Québec

Québec, 1977. Carte en couleur, 62 X 50 cm

EOQ 2959

\$ 1.95

Cette carte, dessinée à Québec en 1729 par Mahier, illustre les efforts déployés pour sauver les naufragés de l' "Éléphant" échoué en aval de l'Île d'Orléans dans la nuit du 31 août au 1er septembre 1729 sur les "battures du Cap Brûlé". Une perspective de la haute et de la basse ville de Québec paraît sur cette carte.

JUSTICE ET LÉGISLATION

Lois du Québec = Statutes of Québec: 1976

Assemblée nationale du Québec

Québec, 1977. 448-LXXXIV p., 25 cm

ISBN 0-7754-2775-6

EOQ 2957, relié toile

\$ 25.00

COMMUNICATIONS

INUKTITUORUTIT:

Grammaire purement esquimaude

par Lucien Schneider

Min. Richesses naturelles

Deuxième cycle: Volume 1

Québec, 1976. 156 p., 28 cm

ISBN 0-7754-2780-2

EOQ 2960, broché

\$ 2.00

Deuxième cycle: Volume 2

Québec, 1976. 123 p., 28 cm

ISBN 0-7754-2781-0

EOQ 2961, broché

\$ 2.00

Deuxième cycle: Volume 3

Québec, 1976. 129 p., 28 cm

ISBN 0-7754-2782-9

EOQ 2962, broché

\$ 2.00

Troisième cycle

Québec, 1976. 109 p., 28 cm

ISBN 0-7754-2783-7

EOQ 2963, broché

\$ 2.00

La politica del Québec rispetto alla lingua francese:

La politique québécoise de la langue française

Min. Conseil exécutif

Québec, 1977. 85 p., 28 cm

ISBN 0-7754-2777-2

EOQ 2955, broché

\$ 0.75

Québec's Policy on the French language:

March 1977

Min. Conseil exécutif

Québec, 1977. 109 p., 28 cm

ISBN 0-7754-2778-0

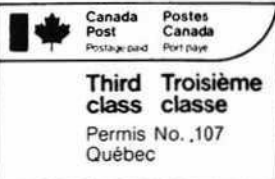
EOQ 2956, broché

\$ 0.75



**L'ÉDITEUR OFFICIEL
DU QUÉBEC**

1283, BOUL. CHAREST OUEST
QUÉBEC G1N 2C9



**RECUEIL
DES ORDONNANCES
DE LA RÉGIE
DES SERVICES PUBLICS
(1975/76) R.S.P.**

Cette publication de la Régie des services publics regroupe l'ensemble des ordonnances émises par la Régie en matière de câblodistribution et de téléphonie notamment, au cours de l'année judiciaire comprise entre le 1er juillet 1975 et le 30 juin 1976.

3 Volumes, 1844 pages
EOQ 2935, brochés \$ 30.00

Commandes postales



**Éditeur officiel
du Québec**

1283, boul. Charest ouest
Québec
G1N 2C9

Toute commande à l'Éditeur officiel du Québec est payable d'avance par chèque ou mandat-poste à l'ordre du ministre des Finances.